

LE DROIT DE VIVRE

LE PLUS ANCIEN JOURNAL ANTIRACISTE DU MONDE



licra

670 | DÉCEMBRE 2017
PRIX DE VENTE : 8€

L'école et le récit national

Grand entretien avec
le sociologue François Dubet

« On ne peut pas
être antiraciste si
on est antisémite. »

Le président François de Rugy reçoit
la Licra à l'Assemblée nationale.

Charb, Kacimi,
le théâtre
pris en otage

DOSSIER

**RACISME :
L'ÉDUCATION
EN PREMIÈRE
LIGNE**



QUAND LE DÉPARTEMENT
S'ENGAGE, C'EST
LA PROVENCE
QUI GAGNE

Le Département, aux côtés de la Provence et des Provençaux



Mario-Pierre Stasi / Président de la Licra



© Guillaume Krebs

La République par la preuve et par l'action

Constatons-le avec amertume : dans une partie de la jeunesse, les valeurs de la République ont cessé d'être la référence principale dans laquelle ont pourtant été forgées les consciences de plusieurs générations. Notre corpus, hérité des Lumières, est mis en concurrence, quand ce n'est pas en accusation, avec une contre-culture et un contre-système de « valeurs » construits en opposition au modèle républicain : les fantasmes ont pris le pas sur la raison, les préjugés sur toute forme d'esprit critique, et la haine sur la fraternité.

Personne n'a compris à temps ces phénomènes qui, aujourd'hui, montrent leurs effets parfois mortels. Par manque de vigilance, par indifférence ou par lâcheté, nous avons collectivement laissé à la discrétion des extrémismes et autres profiteurs d'abandon le soin de discréditer la laïcité et de substituer à la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » d'autres repères fondés sur le communautarisme et la division de la société en groupes ethnico-religieux.

chaque jour, se confrontent à la dure réalité du terrain. La situation exige que nous changions d'échelle, animés par l'idée que l'éducation est la mère de toutes les batailles. L'école transmet des savoirs et des compétences. Nous devons l'aider, chacun à son niveau, à former dès leur plus jeune âge des citoyens actifs et capables d'entendre que la République n'est pas seulement une promesse, mais une réalité et une exigence.

En 1888, dans sa lettre aux instituteurs, Jaurès livrait cette adresse visionnaire au pays : « Vous tenez en vos mains l'intelligence et l'âme des enfants ; vous êtes responsables de la patrie. Les enfants qui vous sont confiés n'auront pas seulement à écrire, à déchiffrer une lettre, à lire une enseigne au coin d'une rue, à faire une addition et une multiplication. Ils sont français et ils doivent connaître la France, sa géographie et son histoire : son corps et son âme. Ils seront citoyens et ils doivent savoir ce qu'est une démocratie libre, quels droits leur

« NOUS DEVONS AIDER [L'ÉCOLE]... À FORMER, DÈS LEUR PLUS JEUNE ÂGE, DES CITOYENS ACTIFS ET CAPABLES D'ENTENDRE QUE LA RÉPUBLIQUE N'EST PAS SEULEMENT UNE PROMESSE, MAIS UNE RÉALITÉ ET UNE EXIGENCE. »

Il importe de regarder cette réalité avec lucidité et d'y apporter de nouvelles réponses. Pendant trop longtemps, nous avons cru que de simples paroles permettraient de soigner nos divisions. Nous avons espéré, avec sincérité, que nos proclamations, nos manifestations et nos indignations suffiraient à éloigner le mauvais œil de la haine et du repli identitaire. Nous avons cru que l'invocation de notre mémoire était un bouclier suffisamment solide pour nous protéger du racisme et de l'antisémitisme. Certains croient encore que, la prospérité économique revenue, le rejet de l'autre et les passions tristes reflueront naturellement.

Ces remèdes sont nécessaires, mais ils ne sont pas – ils ne sont plus – suffisants.

Le moment est venu de faire la preuve, par l'action, de la viabilité, de l'efficacité et de la force des valeurs universelles dont nous nous réclamons.

À la Licra, nous le faisons déjà – et nos militants,

confère, quels devoirs leur impose la souveraineté de la nation. Enfin ils seront hommes, et il faut qu'ils aient une idée de l'homme, il faut qu'ils sachent quelle est la racine de nos misères : l'égoïsme aux formes multiples ; quel est le principe de notre grandeur : la fermeté unie à la tendresse. [...]. Il faut leur montrer la grandeur de la pensée ; il faut leur enseigner le respect et le culte de l'âme en éveillant en eux le sentiment de l'infini qui est notre joie, et aussi notre force, car c'est par lui que nous triompherons du mal, de l'obscurité et de la mort. » Nous avons perdu ces repères simples et pourtant essentiels à la cohésion d'une nation.

Près de cent trente ans après, il est plus que temps de renouer avec cet optimisme, ce sens du réel, cette humilité, mais aussi cette fermeté de nos fondateurs.

C'est ce message que la Licra portera auprès des pouvoirs publics. Cela doit être notre combat. ●

LICRA **DDV**

n°670 / décembre 2017

- Fondateur : Bernard Lecache
 - Directeur de la publication : Mario-Pierre Stasi
 - Rédacteur en chef : Antoine Spire
 - Comité de rédaction : Ader Pia, Barbanel Alain, Colomès Michèle, David Alain, Demarigny Alexandra, Dupuy Georges, Kersimon Isabelle, Lacroix Alexis, Lemaire Marina, Lewkowicz Alain, Mattioli Justine, Nivet Stéphane, Ollier Monique, Quivy Mireille, Rachline François, Rotfus Michel, Roze Raphael, Sayad Ourida, Selles-Fischer Evelyne, Siri Mano.
 - Coordinatrice rédaction : Mad Jaegge
 - Editeur photo : Guillaume Krebs
 - Couverture : © Arno Brignon / Signatures.
 - Abonnements : Geneviève Chevalier
 - Maquette et réalisation : Micro 5 Lyon. Tél. : 04 37 85 11 22
 - Société éditrice : Le Droit de vivre 42, rue du Louvre, 75001 Paris Tél. : 01 45 08 08 08 E-mail : ddv@licra.org
 - Imprimeur : Riccobono Offset Presse 115, chemin des Valettes, 83490 Le Muy
 - Régie publicitaire : Micro 5 Lyon 327-355, rue des Mercières 69140 Rillieux-la-Pape Tél. : 04 37 85 11 22 Port. : 06 25 23 65 66
- Les propos tenus dans les tribunes et interviews ne sauraient engager la responsabilité du « Droit de vivre » et de la Licra. Tous droits de reproduction réservés ISSN 09992774 CPPAP : 1115683868

4 Nobel à l'Université de Strasbourg

LE FUTUR SE LÈVE À L'EST!

JEAN-PIERRE SAUVAGE
Prix Nobel de chimie 2016

JULES HOFFMANN
Prix Nobel de Physiologie
ou Médecine 2011



JEAN-MARIE LEHN
Prix Nobel de chimie 1987

MARTIN KARPLUS
Prix Nobel de chimie 2013

Antoine Spire / Rédacteur en chef



© Guillaume Krebs

Affûtons nos discours

Parler de la jeunesse face au racisme et à l'antisémitisme, c'est bien sûr risquer des généralités dont l'intérêt serait relatif. Aussi avons-nous voulu d'abord saisir les enjeux qui se déploient à l'école, au lycée et à l'université. Dans quelles conditions le mammoth Education nationale prend-il le problème ? Si les « territoires perdus de la République » sont loin d'avoir reculé, des stratégies offensives se sont multipliées.

Les enseignants qui parlent dans cette livraison de notre « DDV » disent tous qu'il n'est pas facile de s'imposer face à certains élèves, mais qu'ils y parviennent à force de travail, de raisonnement et – surtout – de stimulation des émotions face aux injustices et aux ségrégations, rendues sensibles par des interventions préparées, qui appellent débats et discussions. Les enseignants se battent alors contre des idées racistes qui prolifèrent dans de nombreux contextes familiaux – et il n'est pas simple de contredire des positions acquises souvent inconsciemment dans presque tous les milieux.

Nos interventions dans les établissements scolaires en tant que Licra se heurtent aux mêmes murs. D'où l'effort que nous voulons faire pour toujours mieux former ceux des nôtres qui s'adressent aux classes et aux universités. Souvent, les prises de parti racistes s'appuient sur ce qui a été vécu depuis l'enfance et a été renforcé par les messages de haine circulant sur les réseaux sociaux.

Là, comme le dit Carolin Emke⁽¹⁾, « on hait indistinctement : il est difficile de hair avec précision. Avec la précision viendraient la tendresse, le regard ou l'écoute attentifs, avec la précision viendrait ce sens de la nuance qui reconnaît chaque personne, avec ses inclinations et ses qualités multiples et contradictoires, comme un être humain. Mais une fois les contours estompés, une fois les individus rendus méconnaissables comme tels, il ne reste que

des collectifs flous pour destinataires de la haine. On peut dès lors diffamer et rabaisser, hurler et fulminer à l'envi contre les juifs, les femmes, les mécréants, les Noirs, les lesbiennes, les réfugiés, les musulmans, ou encore les Etats-Unis, les politiciens, l'Occident, les policiers, les médias, les intellectuels. La haine façonne son objet. »

C'est ce flou, cet indistinct, qu'il faut combattre à l'école comme sur les réseaux sociaux. D'où la valeur d'une rationalisation scolaire, mais aussi associative, quand nous nous adressons à ces jeunes trop souvent marqués par une hostilité à l'autre.

A l'influence familiale délétère il faut ajouter les conséquences d'un certain isolement de ces jeunes dépourvus d'amis, éloignés de leur famille, voire sans emploi. En France, en 2017, environ 700 000 jeunes de 15 à 30 ans, soit 6% de la tranche d'âge, seraient dans une situation d'isolement social. Et 1,4 million d'entre eux seraient en « vulnérabilité sociale ». Ces chiffres, dévoilés par une récente étude pilotée par la Fondation de France et le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc), peuvent surprendre, alors qu'ils confirment une thèse du sociologue Jean Claude Kaufmann : « Nous sommes passés d'un modèle cadré, dans lequel les individus étaient enfermés et protégés au sein d'un groupe, à un modèle fondé sur l'autonomie individuelle. »

Ici s'impose une réflexion sur la qualité des relations sociales du jeune pour orienter cette autonomie tant revendiquée. L'intervention de l'école comme du monde associatif doit donner du contenu tant rationnel qu'affectif aux relations nouées à un âge où l'attachement personnel est souvent déterminant. Pour un jeune gagné au combat contre le racisme et l'antisémitisme, ce sont tous ses amis qui peuvent aussi être conquis.

De l'effet multiplicateur du discours antiraciste. ●

« EN FRANCE, EN 2017, ENVIRON 700 000 JEUNES DE 15 À 30 ANS, SOIT 6 % DE LA TRANCHE D'ÂGE, SERAIENT DANS UNE SITUATION D'ISOLEMENT SOCIAL. ET 1,4 MILLION D'ENTRE EUX SERAIENT EN "VULNÉRABILITÉ SOCIALE".

Etude pilotée par la Fondation de France et le Crédoc.



1. In « Contre la haine, Plaidoyer pour l'impur ». Editions du Seuil.

SOMMAIRE DDV

ÉDITORIAL p. 3
par Mario-Pierre Stasi

LE MOT p. 5
par Antoine Spire

ACTUALITÉS p. 5-8
• 90^e anniversaire de la Licra
• Procès Merah

DOSSIER p. 19 à 22
L'ÉCOLE FACE AU RACISME

SOCIÉTÉ p. 23 à 26
• L'islamisme à l'assaut de l'université française

• Mineurs étrangers isolés
• Une brève histoire de figues

INTERNATIONAL p. 27-28
• Allemagne : Joschka Fischer
• Birmanie : Génocide au pays d'un Nobel de la paix

UNIVERSITÉS D'AUTOMNE p. 29 à 32

CHRONIQUE DE LA HAINE p. 33
• Anne Guerrier : Dr Jekyll et Mrs Hyde

SPORT p. 34
• Football : FARE Play

REFLEXION p. 34
• L'universalisme comme recours

CULTURE p. 36 à 49
THEATRE

• Charb, Kacimi : le théâtre en otage
• La lettre posthume de Charb
• W. Mouawad : « Tous des oiseaux »
• B. Périer : « A voix haute »

LIVRES
• V. Despentès : « Vernon Subutex »
• D. Coulin : « Une fille dans la jungle »
• François Rachline : « Coupures »
• Filip Reyntjens : « Rwanda »
• D. Morel : « La Médiation préventive et de projet. »

CINÉMA
• « Salafistes » de F. Margolin
• « Detroit » de Kathryn Bigelow
• « Belinda » de Marie Dumora.
MUSEE / MUSIQUE
• « Oyf der tsung » des Marx Sisters
• Musée national de l'histoire de l'immigration

TRIBUNE LIBRE p. 49
• Par Philippe Merlier, président de la section Licra-Limoges

VIE DES SECTIONS p. 50 à 53
COURRIER p. 54



© Guillaume Krebs

C'est dans la résidence du président de l'Assemblée nationale que François de Rugy a tenu un discours magnifique, se réjouissant de la renaissance d'un groupe de députés Licra imposant : le groupe Jean Pierre-Bloch, dont la cheville ouvrière est Pierre-Yves Bournazel, député de Paris.

Antoine Spire

COMMÉMORATION

90^e ANNIVERSAIRE DE LA LICRA À L'HÔTEL DE LASSAY

Cent cinquante militants étaient invités avec le comité d'honneur, brillamment représenté par Charles Aznavour, Enrico Macias, Marek Halter et bien d'autres.

ADHÉSION À LA CHARTE DE LA LICRA

Le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy, se référa d'emblée à la charte antiraciste proposée par la Licra aux candidats à la présidentielle et aux législatives, mettant en avant deux engagements auxquels, dit-il, les représentants de la nation ne peuvent que souscrire : s'engager à rejeter toute forme de racisme, d'antisémitisme, de xénophobie et d'homophobie, par souci d'éthique républicaine, de cohé-

« NOUS DEVONS MENER LE COMBAT CONTRE L'ISLAMO-FASCISME, CAR C'EST BIEN LE TERME QUI CONVIENT... ON NE PEUT PAS ÊTRE ANTIRACISTE SI ON EST ANTISÉMITTE. »

François de Rugy

sion nationale et de paix civile ; s'engager à combattre et à faire battre dans les urnes tous ceux qui bafoueraient ces valeurs antiracistes.

LE GROUPE JEAN PIERRE-BLOCH

C'est sur cette base que s'est constitué le groupe parlementaire Jean Pierre-Bloch (dont la cheville ouvrière est Pierre-Yves Bournazel, espoir de la droite constructive à Paris), fort de 120 membres, « le deuxième groupe parlementaire par le nombre », devait dire avec humour Alain Jakubowicz. Pierre-Yves Bournazel allait d'ailleurs en offrir la présidence d'honneur à François de Rugy.

Ce dernier devait prévenir que, lorsqu'est distillée l'idée d'une France qui serait raciste par essence, par nature esclavagiste, par nature colonialiste, lorsqu'on emploie sans discernement le

! de gauche à droite : Mario Stasi, Enrico Macias, Alain Jakubowicz, Charles Aznavour, François de Rugy.

qualificatif de « nazi », c'est bien le message de la République que l'on tente de disqualifier.

LES ANALOGIES SCANDALEUSES

La banalisation du racisme, de l'antisémitisme, commence par là : par les comparaisons plus que douteuses, par les analogies scandaleuses. Nous avons donc un devoir de conserver la mémoire de cette histoire qui est la nôtre, et que nous ne pouvons laisser souiller par de petits calculs politiques ou de petits choix éditoriaux.

LA LAÏCITÉ

Le président de l'Assemblée nationale devait également insister sur l'importance de la laïcité telle qu'Aristide Briand la défendit : *« Une laïcité qui permet de ne pas croire, sans interdire à autrui de pratiquer sa foi. Une laïcité fondée sur le principe de neutralité absolue de l'Etat et des agents publics, car la foi est une affaire privée, qui n'a de valeur que si elle le demeure et que si elle est la conséquence d'un choix personnel, intime, et non le résultat d'une quelconque injonction sociale. »*

Et de s'adresser aux militants présents : *« Par les actions que mène la Licra – de sensibilisation, d'information, mais également de dénonciation et de poursuite des manifestations de haine –, vous contribuez à une prise de conscience indispensable, alors que se diffuse une théorie aussi absurde que haineuse : celle du Grand Remplacement. »*

→ Mario Stasi à la tribune, pour son premier discours en tant que président de la Licra.

Prix Jean Pierre-Bloch

À cette occasion, Mario Stasi a annoncé que Charles Aznavour serait fait lauréat du prix Jean Pierre-Bloch 2018, et que cette récompense lui serait remise dans les mois qui viennent.

! François de Rugy, à la tribune de l'hôtel de Lassay.



© Guillaume Krebs



© Guillaume Krebs

L'ALIBI ANTISIONISTE

Mais De Rugy, après avoir stigmatisé l'extrême droite repliée sur elle-même, fut aussi clair sur la responsabilité délétère de prédicateurs de haine qui essentialisent nos compatriotes musulmans, les assignent culturellement à résidence, entretenant en leur sein une haine des Juifs au nom d'une dénonciation d'Israël. *« Oui, je le dis ici à dessein, pour faire résonner ces mots dans la maison de la République : nous devons mener le combat contre l'islamo-fascisme, car c'est bien le terme qui convient... On ne peut pas être antiraciste si on est antisémite. »*

Et de conclure : *« Celles et ceux qui consacrent leur énergie à lutter contre le racisme et l'antisémitisme sont ici chez eux, à l'Assemblée nationale, et c'était pour*

moi un devoir et un honneur que de le rappeler. »

Alain Jakubowicz devait choisir de lui répondre au travers d'une lettre fictive écrite à notre fondateur, Bernard Lecache, faisant le bilan d'une situation politique qui appelle la Licra à redoubler d'initiatives pour combattre des maux qui n'ont rien à envier à ceux d'hier.

PRIORITÉ À LA FORMATION

C'est dans une parfaite unité d'esprit que le nouveau président de la Licra, Mario-Pierre Stasi, intervint alors, mettant son mandat naissant sous le signe de la formation des jeunes, de l'éducation de nos cadres pour être mieux à même d'intervenir efficacement, après vérification des faits, en usant de l'esprit critique et du libre exercice de la raison. ●



© Guillaume Krebs

! Enrico Macias et Charles Aznavour souhaitent un « Joyeux anniversaire » à la Licra.

Personnalités

De nombreuses personnalités étaient présentes pour marquer les 90 ans de la Licra et se rassembler autour des valeurs du combat antiraciste, parmi lesquelles Pierre Aidenbaum, président d'honneur de la Licra, François Rachline – la mémoire de son père Lazare, cofondateur de la Licra a été évoquée –, la famille Pierre-Bloch, Charles Aznavour, Enrico Macias, Marek Halter. De nombreux parlementaires inscrits activement dans la démarche de l'intergroupe parlementaire Jean Pierre-Bloch étaient également présents, notamment Hugues Renson, vice-président de l'Assemblée nationale, Pierre-Yves Bournazel, Élise Fajgeles, Jean-Michel Mis, Naima Moutchou, Meyer Habib, Stéphane Mazars.

PROCÈS MERAH

La Licra salue un verdict historique... inachevé

Le second procès permettra-t-il de reconnaître la complicité des deux frères Merah, écartée le 2 novembre ? Pour l'instant, la rigueur de la peine – 20 ans – pour association de malfaiteurs dans un cadre terroriste représente déjà un lourd précédent judiciaire.

Raphaël Roze



©AFP PHOTO / Benoit PEYRUCQ

→
Croquis d'audience fait le 2 octobre 2017 et représentant Abdelkader Merah au tribunal de Paris lors de son procès.

« SOUVENEZ-VOUS DE CETTE PETITE MUSIQUE DE FOND CHEZ LES MERAH : TUER DES JUIFS PARCE QUE, SELON EUX, CE SONT DES PORCS, DES SOUS-HOMMES... »

Juliette Chapelle, avocate de la Licra.

Il y aura donc un second procès Merah : le parquet n'a pas tardé à annoncer qu'il interjetait appel, le ministère public estimant que la cour d'assises spéciale de Paris « n'avait pas tiré toutes les conséquences juridiques des faits ». L'acquittement du prévenu, le 2 novembre, du chef de complicité d'assassinats a été perçu comme un désaveu pour l'accusation, qui a produit une multitude de pièces et témoignages. Mais il a manqué l'élément matériel irréfutable démontrant qu'Abdelkader Merah n'avait pas seulement soutenu idéologiquement son frère, mais qu'il avait participé, en 2012, aux massacres de Toulouse et Montauban.

L'avocate générale avait requis la réclusion à perpétuité assortie d'une période de sûreté de 22 ans. Le fondamentaliste a tout de même écopé d'une lourde peine de 20 ans pour association

de malfaiteurs. Ce verdict a laissé un goût « doux amer » aux familles des victimes, commente pour le « DDV » Ariel Goldmann, principal avocat de Samuel Sandler, père et grand-père de trois martyrs de l'école Ozar Hatorah.

Les magistrats ont-ils « résisté à la pression » médiatique et aux institutions juives, qui auraient voulu transformer Abdelkader en « incarnation du mal absolu », comme l'a proclamé son conseil, Eric Dupont-Moretti ?

Quoi qu'il en soit, c'est un jugement historique en matière de terrorisme, puisque cette condamnation maximale à l'encontre

de nos avocats sur la complicité opérationnelle entre les deux frères.

Refus vécu comme un déni par les endeuillés. « On est trop naïfs en France », a lancé Latifa Ibn Ziaten, mère d'un soldat tué par Mohamed Merah. « C'est mieux que rien, mais nos enfants, eux, ont pris perpétuité », a renchéri Samuel Sandler.

Juliette Chapelle a pourtant mis les points sur les i à la barre. « Souvenez-vous de cette petite musique de fond chez les Merah, a-t-elle martelé : tuer des juifs parce que, selon eux, ce sont des porcs, des sous-hommes... Si je devais me convaincre de la paternité d'Abdelkader dans les tueries, je me souviendrais de ses échanges avec sa mère lorsqu'il était en détention préventive. Mohamed lui avait fait "le meilleur cadeau" en perpétrant ses crimes, avait-il confié. »

Sahand Saber, de son côté, a récusé la théorie du « loup solitaire ». « Pour Abdelkader, a-t-il dit aux magistrats, être musulman, c'est choisir de mourir [...] Sa fierté était le décès de son frère, dont il a commandité les attentats. Il a rendu possible l'achat des armes. »

Quant au président de la Licra, Alain Jakobowicz, encore en fonction pendant le procès, il a insisté sur la responsabilité des services de renseignement, qui avaient aveuglément envisagé de recruter Mohamed Merah un mois avant les massacres, et dont ils ont occulté la dangerosité, omettant de le pister, et même de croire à un attentat islamiste après l'exécution de militaires à Montauban. S'ils avaient ouvert les yeux plus tôt, les quatre juifs toulousains seraient peut-être en vie. ●

d'un extrémiste partisan de l'action violente, mais... qui n'a tué personne de ses mains, est une première dans ce pays.

« NOS ENFANTS, EUX, ONT PRIS PERPÉTUITÉ »

La Licra, partie civile, représentée par Juliette Chapelle et Sahand Saber, a pris acte du verdict, remarquant qu'on est « loin du faux coupable que la défense a tenté de construire de toutes pièces », en dépit du refus de la cour de se ranger aux arguments

Nouvelle insulte à la mémoire d'Ilan Halimi

Comme en 2015, la stèle érigée à Bagneux en mémoire d'Ilan Halimi, séquestré et assassiné en 2006 par le « Gang des barbares », a été dégradée et maculée d'inscriptions antijuives, dans la nuit du 31 octobre, veille du verdict dans le procès Merah. Dans ce contexte, l'indignation était à son comble et les responsables politiques ont exprimé leur « dégoût » devant un acte « abject », mais surtout, selon le mot de l'ex-député socialiste Jérôme Guedj, leur « lassitude » face à un antisémitisme toujours vivace.

En profondeur, mais sans jamais l'énoncer clairement, ni l'afficher pour en débattre, l'école est traversée par deux mouvements historiques difficilement conciliables.

François Rachline



L'ÉCOLE FACE AU RACISME

© Alex Amiguer/Flickr

VIGILANCE

La Dilcrah

Créée en 2012 et placée depuis 2014 sous l'autorité du Premier ministre, la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah) est un observatoire vigilant, qui inscrit sa raison d'être au cœur des enseignements, promeut des actions éducatives et s'appuie sur des partenariats divers, dont la Licra.

« NOTRE SYSTÈME ÉDUCATIF N'A PAS POUR FINALITÉ L'INSERTION DANS LA SOCIÉTÉ, MAIS L'ÉLECTION PAR LE CONCOURS. »

UNE TENAILLE HISTORIQUE

Le premier mouvement historique qui traverse l'école remonte à Jules Ferry et affirme que la formation initiale a pour devoir l'émancipation des origines : tous les élèves doivent être français, adhérer à un même projet, appartenir à une même histoire (« *nos ancêtres les Gaulois...* »). Ici, l'acquisition d'une identité républicaine l'emporte sur toute autre considération, quelles que soient les racines des uns ou des autres.

Le second est lié au vaste mouvement de décolonisation enclenché dans l'après-guerre, d'une part, et à la montée plus récente d'un certain relativisme culturel, d'autre part. Il entend respecter les origines de chacun et ne pas heurter les convictions. Suivant cette logique, accepter les spécificités culturelles devient, sinon prioritaire, en tout cas impératif.

Le télescopage de ces deux courants provoque un certain désarroi. Il a conduit progressivement à un repli sur les cultures familiales, avec un double corollaire : les valeurs du clan supplantent les valeurs universelles, ce qui est contraire à l'ambition républicaine ; le soutien des familles fait de plus en plus défaut à l'école, ce qui la fragilise davantage. Prise entre ces deux vents contraires, celle-ci s'efforce de s'ajuster tant bien que mal, mais perd peu à peu en lisibilité. Le racisme et l'antisémitisme s'infiltrèrent en son sein, sans que ses armes pour s'y opposer soient bien adaptées aux circonstances. Raison pour laquelle, notamment, fut créée la Dilcrah.

NUL N'EST ASSIGNÉ À RÉSIDENCE

Le système éducatif français secondaire – dont le collège et le lycée forment le cœur, après le primaire – se bat jour après jour contre les discriminations ou les contre-vérités, avec parfois de

grandes difficultés (comment faire comprendre ce qu'est une minute de silence ? Comment imposer la vérité de la Shoah ? Comment rendre impossible l'émergence de jeunes candidats au djihadisme ?). Au-delà des compétences et des talents de tel ou tel enseignant, notre système éducatif n'a pas pour finalité l'insertion dans la société, mais l'élection par le concours. Sacralisé, ce dernier s'accompagne de l'idée que la sélection vaut formation. Quant à sa difficulté, elle se mesure à la proportion de ceux qui ont échoué, ce qui n'est guère une valorisation de l'originalité individuelle. Le concours est donc un salut, mais par la conformité à une règle.

Contrairement à d'autres systèmes – anglo-saxon, notamment –, ce salut vient chez nous essentiellement du programme, lui aussi sacro-saint. Et pour l'aborder comme pour l'absorber, le travail solitaire est privilégié. Dès leur arrivée dans la « vie active », les jeunes découvrent soudain la nécessité de l'objectif et non du programme, mais aussi la supériorité de l'équipe sur le travail individuel.

INTÉGRER LA DIVERSITÉ DES ORIGINES

Certes, depuis quelques années, l'institution reconnaît qu'il faut intégrer le rapport aux autres, évaluer les compétences plutôt que les savoirs (6 pages de compétences pour évaluer les élèves du primaire, par exemple), et elle considère aujourd'hui que la démarche est plus importante que le résultat. Cela va dans le bon sens.

Cependant n'est pas encore posée, au cœur même de la formation, la double exigence de l'autonomie de jugement individuel, garant de l'esprit critique, et du travail en groupe, qui ne revêt un sens que dans la durée. La première comme le second représentent le premier apprentissage de la démocratie et le meilleur antidote à toute forme d'ostracisme. ●

“Partager un imaginaire commun”

Le racisme a-t-il changé de nature dans notre système scolaire, devenu l'un des plus inégalitaires ? Les ségrégations urbaines sont aggravées par celles qui fonctionnent dans les écoles et les collèges, durcies à leur tour par celles des filières dans les lycées.

Propos recueillis par Michel Rotfus

FRANÇOIS DUBET

Le sociologue François Dubet a été professeur à l'université Bordeaux-II, et directeur d'études à l'EHESS.

DDV Vous défendez l'idée que la diversité des origines et des cultures doit se retrouver dans le récit national...

François Dubet. C'est là un premier enjeu.

La façon classique d'aborder le racisme considère qu'il repose sur le postulat d'une diversité de races humaines et de la supériorité de l'une d'elles sur les autres. Le combat contre le racisme consiste à croire que si on remplace cette idée fautive par une idée juste en montrant que c'est mal, alors il n'y aura plus de racisme. S'il en était ainsi, le problème se réglerait sans difficulté.

Ce combat à l'école pose la question de savoir comment y sont représentées la culture, l'identité et l'histoire – c'est-à-dire le récit historique : quelle place fait-on aux autres, à ceux qui ne sont pas au cœur du récit national ?

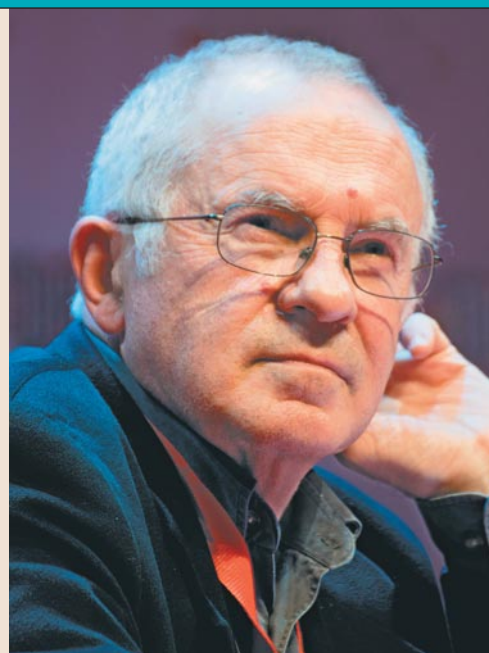
« DÈS QUE VOUS FAITES ENTRER TOUT LE MONDE À L'ÉCOLE JUSQU'À L'ÂGE DE 18 ANS, VOUS Y FAITES AUSSI ENTRER LES RELIGIONS, LES SEXES, LES COULEURS, LES ORIGINES, »

Je suis proche de ce que disait Renan : « *Il faut faire venir les convives qui n'étaient pas à table jusque-là.* » Les protestants et les juifs sont entrés dans l'histoire nationale. Il faut faire de même avec ceux qui n'y sont pas encore, dont les femmes, dans une France qui devient de plus en plus multiple.

Mais il y a des résistances : je suis sidéré par ceux qui prétendent que l'islam occupe une place de plus en plus grande dans les programmes d'histoire, alors qu'une étude de ces programmes depuis trente ans montre que c'est l'inverse.

Il faut qu'on partage un imaginaire commun dans lequel – et c'est là le paradoxe – chacun a son histoire. C'est quelque chose qui doit se gérer comme une histoire de famille.

Il y a des gamins qui disent : « *Il n'y en a que pour la Shoah. Nous, avec 100 000 harkis égorgés, nos ancêtres esclaves et colonisés, nous n'y avons pas droit.* »



© Mathieu Reigler

↑ François Dubet, lors du Forum Libération de Grenoble, le 28 janvier 2012.

Cet imaginaire commun qu'il nous faut partager est un formidable enjeu : jusque-là, tout le monde se satisfaisait d'une histoire à la Lavisserie, une histoire des rois de France où chacun a fait semblant de s'y retrouver. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. Sur ce sujet, l'école est en retard, d'autant que la représentation de la diversité dans les médias est forte par rapport à la représentation scolaire.

DDV Comment apprendre aux jeunes issus de la diversité à vivre ensemble, à se « frotter » ensemble ?

F.D. C'est un deuxième enjeu, bien plus compliqué. L'école est dans une situation paradoxale : on s'y traite parfois de sale juif, sale Arabe, sale nègre à la récré. Les enseignants expliquent que c'est très mal. Mais l'école est mal armée devant ce genre de situation : pour la tradition scolaire française, l'école est l'apprentissage des connaissances. En classe, et selon le modèle d'intégration républicain, les élèves n'ont ni sexe, ni couleur, ni religion, ni origine.

Ce modèle a pu marcher. Mais dès que vous faites entrer tout le monde à l'école jusqu'à l'âge de 18 ans, vous y faites aussi entrer les religions, les sexes, les couleurs, les origines, dans un contexte scolaire qui est incapable de gérer ces problèmes – qui d'ailleurs ne sont pas censés exister.

J'ai beaucoup plaint les enseignants après l'attentat de « *Charlie Hebdo* », quand ils ont dû faire respecter une minute de silence, alors que des gamins la refusaient et posaient des questions du style : « *Pourquoi on fait une minute de silence quand c'est Charlie, et pas quand ce sont des Arabes ou des Noirs qui*

OMISSION

Dans notre numéro précédent, les propos de Céline Berthon, secrétaire générale adjointe du Syndicat des commissaires de police, étaient recueillis par Alain Barbanel.

sont victimes ? » Les enseignants étaient alors souvent incapables de répondre, moi-même je l'aurais été.

Le problème de notre école est qu'elle s'est massifiée – ce que j'approuve –, mais qu'elle continue de fonctionner sur un modèle et avec des principes qui étaient ceux de l'époque où moi-même j'ai passé le bac (1965) et où seulement 12 % de la classe d'âge y arrivaient. On n'a pas compris qu'en passant de 12 % à 80 % d'une classe d'âge au lycée, celui-ci n'est plus ce qu'il a été et qu'il faut changer de modèle éducatif.

Il faut qu'à l'école, les gosses fassent des choses ensemble. La difficulté de l'école française, c'est que chacun, séparément, fait ce qu'il a à faire, au lieu d'apprendre à collaborer, à travailler avec les autres, comme cela se fait dans les pays scandinaves.

Nous, nous avons un modèle catholique, avec une séparation du profane et du sacré : le prof enseigne, et ne veut pas savoir ce qui se passe du côté du profane. Là, il y a un enjeu qui n'est pas d'ordre idéologique (comme, par exemple, ce qu'on va mettre dans les programmes d'histoire), mais éducatif.

Les gamins eux, se rendent bien compte que la réalité est en contradiction avec les principes affichés. Ils se bousculent à la cantine, s'envoient des insultes à caractère raciste, ils insultent les filles. Les principes enseignés n'existent plus, ils se sont comme dissous.

DDV Troisième enjeu : comment convaincre les jeunes de l'illégitimité des idées racistes, quand ils ont le sentiment que l'école est raciste ?

F.D. C'est ça qui est troublant. J'ai étudié les inégalités à l'école, qui est très inégalitaire. Il est vrai qu'elles ne s'expliquent pas par le fait qu'il y aurait des enseignants racistes : pour le prof, quand un élève est bon, il l'est, quelles que soient ses origines. Mais vous avez des mécanismes de regroupement d'élèves dans des quartiers, dans des écoles, qui sont socialement ségrégatifs ; et, dans les établissements, vous avez des filières qui sont encore plus ségrégatives.

J'ai interrogé des élèves de lycées professionnels. Les jeunes filles vous disent qu'elles sont toutes des Noires, qu'elles vont toutes devenir des aides à domicile, et que ce n'est pas un hasard. L'école est piégée parce que, quand vous êtes dans la filière techno ou professionnelle et qu'il arrive que l'ensemble des élèves soit ethniquement homogène, rien ne peut empêcher les gamins de penser que cela provient d'une volonté malfaisante, que c'est un peu fait exprès.

A LIRE

De François Dubet

Derniers ouvrages parus

« Pourquoi moi ?

L'expérience des discriminations, Seuil, 2013 ;

« La Préférence pour l'inégalité ».

La République des Idées, 2014 ;

« Ce qui nous unit : discriminations, égalité et reconnaissance ».

Seuil, 2016.

« L'ANTIRACISME INTERVIENT AU PLAN DES IDÉES. LA QUESTION DES SÉGRÉGATIONS RELÈVE DE LA PRATIQUE : EST-CE QU'ON TRAITE TOUT LE MONDE DE LA MÊME MANIÈRE ? ON SAIT QUE LA RÉPONSE EST NON. »

Par ailleurs, le rôle des classes moyennes, ici, n'est pas anodin : d'un côté, elles sont antiracistes, mais de l'autre, elles font en sorte que leurs propres enfants échappent aux lieux scolaires dévalorisés, parce que le niveau est trop mauvais et le climat aussi.

Les élèves noirs ou arabes finissent par avoir une expérience non pas raciste, mais plus précisément racialisée. Si bien que, quand un prof aborde un sujet qui, à leurs yeux, ne peut être interprété que comme raciste (la colonisation ou la Shoah, par exemple), il se fait agresser. Pour les élèves, d'une certaine manière, c'est rassurant, car ça leur prouve bien que le racisme existe et qu'ils en sont victimes. Dès lors, leur révolte devient légitime à leurs yeux, parce qu'ils pensent savoir de quoi ils parlent.

DDV L'école est perçue bizarrement comme un objet sacré, qu'il est impossible de transformer sans mettre en péril la nation.

F.D. Ça a l'air d'une blague, mais ça ne l'est pas. Quand les Allemands ont découvert qu'ils n'avaient pas une bonne école, ils l'ont transformée. En France, on ne le peut pas : l'école est un objet théologique. Le discours : « On assassine la République, on assassine la nation » émerge en permanence. On est une nation qui s'imagine qu'elle a été faite par son école, que c'est l'école qui a fait la République, qui a fait la France. L'opinion publique française est massivement conservatrice concernant l'école, et se méfie de toutes les politiques de démocratisation scolaire. Ce qui y domine, c'est la croyance que la vocation de l'Education nationale est de fabriquer des élites, avec pour corrélat la peur du nivellement par le bas et sa dénonciation.

Dans l'ancien système, on avait une école à deux vitesses : une école du peuple, et une pour la bourgeoisie. Les meilleurs, après le certificat d'études, pouvaient accéder au lycée réservé aux enfants de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, dans une école massifiée, on continue de prendre comme modèle d'enseignement les lycées de la montagne Sainte-Geneviève, Louis-le-Grand et Henri-IV. Les professeurs du lycée étaient et sont des « savants », ayant eu une formation académique, disciplinaire, et ils sont supposés se passer de toute préoccupation pédagogique.

Quand vous passez à 80 % d'une classe d'âge au lycée, le professeur a des élèves qui ne ressemblent pas au lycéen qu'il a été. Et là, on a une très forte résistance de certains intellectuels à la formation des enseignants, Finkielkraut en tête. Pour eux, c'est une dégradation, une humiliation. L'enseignant est un savant qui enseigne à des futurs savants. ●



ACCOR HOTELS

Feel Welcome

Feel WELCOME

Nous sommes 250 000 femmes et hommes à partager quelque chose d'unique : nous accueillons le monde dans plus de 4 100 adresses à travers 95 pays. Nous aimons le mélange des cultures et sommes fiers de nos différences. Et nous allons plus loin, avec audace, imagination et passion.

c Alexis Armanet. 

RAFFLES

BANYAN TREE

SO FITEL
LEGEND

Fairmont

SO FITE
SOFITEL

SOFITEL

onefinestay

RIXOS


GALLERY

pullman

swissôtel

ANGSANA

25h
twenty five hours hotels

GRAND MERCURE

THE SEBEL

NOVOTEL

Mercure

adagio

MAMA
SHELTER

ibis

ibis
STYLES

ibis
budget

JOE
JOE

hotelFT

accorhotels.group - facebook.com/accorhotelsgroup - twitter.com/accorhotelsnews

Un cadre privilégié

L'islam est une composante du paysage de ce lycée du 94, acceptée par tous, musulmans et non musulmans, montrant ainsi qu'il n'est pas un obstacle au lien social et au vivre ensemble si galvaudé, et révélant du même coup son enracinement idéologique dans les jeunes générations, alors qu'il fut ignoré ou occulté par leurs aînés.

Mano Siri

Le lycée A... n'est pas banal. Situé au cœur d'un « domaine » de 24 hectares, il se distribue entre des bâtiments en brique *old style* qui bordent une immense prairie entourée d'arbres centenaires. Le sentiment que l'on éprouve en pénétrant pour la première fois sur ce campus qui comprend collège, lycée général, technologique et professionnel, ainsi qu'un IUT..., est celui de l'espace ! Autant dire qu'ici, on marche beaucoup : pour aller en cours, d'un bâtiment à l'autre, à l'administration, à la cantine... « Ça calme ! », disait l'ancien proviseur. Le regard porte et on y a des perspectives : on n'a pas le sentiment de sortir de sa cité *pourave* pour aller *étudier* dans un bahut tout aussi laid et misérable.

Un détail ? Non, car il n'est pas vain de souligner que si les enfants de la bourgeoisie ont souvent droit à l'architecture majestueuse des lycées prestigieux des centres-villes, et vivent dans un environnement marqué au coin de la beauté et de l'ancienneté, il en est rarement de même passé le périphérique ou les faubourgs des grandes villes. Et l'estime de soi en prend nécessairement un coup. Comment se respecter lorsqu'on ne perçoit du monde que sa laideur ou sa pauvreté ?

DE LONGUES ALLÉES TRANQUILLES

Mais ici, dans cet établissement d'une banlieue populaire du 94, nul ne peut être indifférent à la beauté du lieu et à la paix « naturelle » qui se dégage de ses longues allées.

Les élèves qui le fréquentent n'y sont ni pires ni meilleurs : peut-être relèvent-ils d'une mixité sociale plus maîtrisée qu'il y a dix ans, quand le lycée défrayait la chronique et que les journalistes venaient y prendre le pouls d'une banlieue réputée violente. Le lycée en a gardé, à tort, une assez mauvaise réputation.

On dit souvent des élèves, parce qu'on aime les litotes à l'Education nationale, qu'« ils ne sont pas méchants », pour signifier qu'ils sont insupportables, insolents, incapables d'écouter et toujours dans la confrontation, mais qu'on ne veut pas les stigmatiser et qu'on n'ose pas dire qu'on ne s'en sort pas, de peur de passer pour un mauvais prof.



“PAR LE CORAN DE MA MÈRE”

Mais ici, les élèves sont réellement gentils, bien que souvent agités : certaines classes sont réputées difficiles et d'autres, au contraire, sont actives et volontaires, mais ils en veulent. Pourtant on y entend aussi volontiers des remarques antisémites qui s'ignorent ou s'affirment calmement – « on n'aime pas les juifs », par ailleurs singulièrement absents du lycée – et nombre de propos soulignent à quel point la religion musulmane domine désormais chez les jeunes, dont certains jurent « *par le Coran de ma mère* » – comme si cela allait de soi – pour signifier leur résistance aux règles.

La présence d'étudiants et d'étudiantes renforce enfin cette visibilité de l'islam, qui fait partie du paysage : on croise régulièrement au restaurant scolaire des jeunes femmes qui portent le voile, autorisé à l'université... mais interdit à l'école !

Le cours de philosophie n'y est pourtant pas sous surveillance coranique, comme on se plairait à le croire. Mais lorsqu'on en vient à parler de philosophes vivants – « *Est-ce qu'il y en a ?* », demande un élève –, le nom de Tariq Ramadan ne manque pas de sortir. Il faut alors expliquer fermement pourquoi il ne peut être tenu pour philosophe, n'en revendiquant pas le titre, signe de son mépris de la philosophie qui tient tête à la religion. La remarque passe et l'échange se poursuit, rebondissant de cours en cours. Il faut tenir bon car, comme le dit Alexandre Lacroix dans « *La Muette*⁽¹⁾ » : « *Si vous croyez que les jeunes devant vous seront des chômeurs, ou qu'ils n'ont aucune existence valable qui les attend, ils ne vous respecteront pas et vous ne leur transmettez jamais rien.* » ●

EN COURS DE PHILO, « IL FAUT EXPLIQUER FERMEMENT POURQUOI TARIQ RAMADAN NE PEUT ÊTRE TENU POUR PHILOSOPHE, N'EN REVENDIQUANT PAS LE TITRE, SIGNE DE SON MÉPRIS DE LA PHILOSOPHIE QUI TIENT TÊTE À LA RELIGION ».



1. Alexandre Lacroix : « *La Muette* », Editions Don Quichotte

Vivre ensemble, ça s'apprend... à l'école

Vivre ensemble n'est pas une évidence, il faut continuellement en réapprendre le sens. Dans les écoles de la République, on s'y attelle. Sophie Termolle, professeur d'histoire-géo, entend incarner le lien entre ses élèves et les témoins de l'Histoire.

Alain Lewkowicz

Extrait du film
« Les Héritiers »,
réalisé par
Marie-Castille
Mention-Schaar.



SEMAINE DE LA PRESSE

« D'où vient l'info ? »

C'est le thème choisi pour la 29^e Semaine de la presse et des médias dans l'école, qui se tiendra du 19 au 24 mars 2018. Une question qui s'impose à la liberté d'expression et au respect du débat démocratique dans une République laïque, un enjeu de citoyenneté majeur pour apprendre le vivre ensemble.

SNAPCHAT

Le royaume de l'éphémère

C'est l'application préférée des filles de 11 à 14 ans, selon une enquête effectuée par l'association Génération numérique. Elles sont 80 % de cette tranche d'âge qui possèdent un smartphone à avoir ouvert un compte sur cette application de photos et de vidéos éphémères.

C'était bien avant la publication, en octobre 2014, du livre d'Ahmed Dramé intitulé « Nous sommes tous des exceptions », et de la sortie en salle, deux mois plus tard, du film de Marie-Castille Mention-Schaar, « Les Héritiers », son adaptation cinématographique.

Mais comme dans le scénario, c'était au lycée Léon Blum de Créteil, dans la classe de Sophie Termolle, jeune professeur d'histoire-géo. « Grâce à Sylvette Hommage, documentaliste du lycée, qui depuis des années travaillait avec une association d'anciens déportés, je suis devenue l'intermédiaire entre les élèves de ma classe de première S et les témoins de l'Histoire. C'est comme ça que j'envisage, depuis, mon métier », raconte-t-elle.

QUAND L'ACTUALITÉ S'INVITE DANS LES SALLES DE CLASSE...

La suite, on la connaît. Concours national de la Résistance et de la Déportation, puis le succès, avec pour récompense un voyage en Pologne. « C'est une période de l'histoire qui permet aux élèves de se remettre en question par rapport à des problématiques très actuelles. Quand je leur parle du génocide des Arméniens, c'est pareil. Le massacre d'un peuple par un autre, l'extermination d'innocents, quels qu'ils soient, ça les trouble énormément », explique Sophie Termolle, qui désormais poursuit sa carrière à la cité scolaire Maurice-Ravel, dans le 20^e arrondissement de Paris, où elle reproduit son expérience.

« Madame, pourquoi on parle des juifs et des chrétiens avant de parler des musulmans ? » Cette question, exprimée parfois non sans une certaine colère, elle l'entend à chaque rentrée, lorsque, avec ses élèves de cinquième, elle entame le chapitre de la naissance des religions monothéistes.

VISITE DE SYNAGOGUE, MÉMORIAL DE LA SHOAH, MUSIQUE KLEZMER

Commence alors un long et fastidieux travail d'explication. « Lors du dernier voyage en Pologne, beaucoup de jeunes étaient très hermétiques à la culture juive. Mais lorsqu'ils m'ont demandé des kippas pour pouvoir entrer dans la synagogue de Cracovie, non pas pour "se déguiser" mais par respect, j'étais très fière du travail accompli. A la fin de la journée, on est allé écouter de la musique klezmer et des chants yiddish, et les enfants ont voulu reprendre les refrains. Ce sont les mêmes qui, deux ans avant, m'expliquaient que ce qui était arrivé à Charlie à cause des caricatures, c'était bien fait », se souvient la professeur.

Même ambiance au lendemain du 13 novembre 2015. Dans sa classe, des jeunes filles saluent les actes terroristes. « J'ai mis en place immédiatement des rencontres au Mémorial de la Shoah. Certains ont dit : "Il est hors de question que j'aille là-bas" ; finalement, sur trois classes de troisième, une seule élève a fait défaut. »

« Quand un survivant est venu raconter son enfance en commençant par dire : "Voilà ce qui m'est arrivé quand j'avais votre âge", il y a eu un silence absolu. Ce n'était plus un prof qui leur racontait ça avec des images ou avec un livre, mais le témoin de l'histoire. Les élèves en parlent encore. Celle qui n'est pas venue a finalement compris ce que "vivre ensemble" signifiait. »

Dans un monde ultra-médiatisé, où l'info est omnipotente, l'actualité s'invite dans les salles de classe. « Le problème, c'est que, pour beaucoup d'enfants, la seule source d'information, c'est le gratuit du métro, BFM ou le premier lien Google qui apparaît. Les autres ne s'informent pas. C'est inquiétant », s'alarme Sophie Termolle.

Dernière question en date : « Madame, pourquoi il y a un génocide des musulmans en Birmanie ? » ●

« LE MASSACRE D'UN PEUPLE PAR UN AUTRE, L'EXTERMINATION D'INNOCENTS, QUELS QU'ILS SOIENT, ÇA LES TROUBLE ÉNORMÉMENT. »

Sophie Termolle, professeur d'histoire-géo

Contre la xénophobie, étudier l'histoire

Les professeurs d'histoire sont en première ligne dans l'éducation contre le racisme et l'antisémitisme. Une charge qu'ils assument toute l'année au travers des programmes, tout en reconnaissant que les outils pédagogiques doivent encore être améliorés... Antoine, professeur d'histoire à Bordeaux, témoigne.

Alain Barbanel

« **L'**institution scolaire donne des conseils, prévoit les éléments de langage pour prévenir le racisme et l'antisémitisme dans nos établissements. Mais rien n'est simple quand il faut réagir, dans certains cas à chaud, avec des élèves classés en zone prioritaire de la région parisienne, qui applaudissent après des attentats ! » Dans la mémoire d'Antoine, professeur d'histoire-géo, le lendemain du 11 septembre 2009 restera gravé comme une cicatrice. Plus tard, après une mutation obtenue, il a connu des jours meilleurs dans un collège de Bordeaux où la minute de silence a pu être correctement respectée, les lendemains des attentats de l'école juive Ozar Hatorah de Toulouse et de Charlie Hebdo, avec à la clé des débats nécessaires entre élèves et enseignants sur le thème de l'intolérance.

UN ENSEIGNEMENT SUR TOUS LES FRONTS DE L'INTOLÉRANCE

A ce titre, le professeur d'histoire est en première ligne depuis la rentrée 2015, où l'enseignement moral et civique a été mis en place après les attentats de Paris. « Pas question de faire un cours magistral. Les valeurs de la République, on doit les faire vivre à travers des exemples concrets, explique cet enseignant très impliqué dans ce programme. Selon les cycles, on aborde les notions de respect d'autrui en acceptant les différences, l'égalité des droits et la discrimination, en insistant sur les dangers des préjugés et des stéréotypes qui alimentent la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme et l'homophobie. »

Des thèmes qu'Antoine aborde aussi dans ses cours d'histoire, à l'occasion de la traite Atlantique au XVIII^e siècle (en 4^e) ou des régimes totalitaires (en 3^e). « Tout au long de l'année, selon les périodes que j'enseigne, je m'efforce de prévenir, de lutter en amont, de travailler sur le vocabulaire, et marteler l'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme concernant l'égalité des droits et l'esprit de fraternité. »

DES EXEMPLES VENUS DU TERRAIN

Conscient des enjeux de sa mission, Antoine a accueilli avec optimisme le Plan national d'actions 2015-2017 (lire ci-contre) mis en place par le gouvernement précédent, qui permet de trans-

mettre les valeurs de la République à l'école. Des thématiques qui apparaissent dans les contenus d'enseignement, avec la promotion d'actions éducatives dédiées et la mise en place de coopérations avec les partenaires associatifs et institutionnels. « Des journées de travail sur la mémoire ont permis de libérer la parole et d'avoir des échanges avec les élèves, comme celles des génocides et de la prévention des crimes contre l'humanité, le 27 janvier. La journée du 10 mai est consacrée aux mémoires de la traite négrière, de l'esclavage et de leur abolition. Et, le 21 mars,



© BDIC Nanterre/Flickr

c'est la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Autant d'occasions pour éveiller aux dérives de l'obscurantisme, du relativisme et des théories du complot, et encourager l'esprit critique en utilisant des films, des ateliers, des expositions pour favoriser les débats. » Ce professeur d'histoire salue au passage le partenariat signé en janvier 2015 entre la Licra et l'Education nationale. Un cadre qui lui a permis d'emmener ses élèves « sur des lieux de mémoire et de culture », à l'exemple d'Oradour-sur-Glane, avec une visite du Centre de la mémoire. « Il faut montrer avec des exemples ce que ces événements ont représenté », note-t-il, tout en insistant pour que l'Education nationale se mobilise davantage encore et à long terme sur ces sujets, en se penchant aussi sur l'environnement familial. Souvent au cœur des problèmes... ●

PLAN D' ACTIONS

Expos et forums

Dans le cadre du plan d'action 2015-2017 mis en place pour combattre la xénophobie, la semaine du 18 au 26 mars 2017 a été consacrée à l'éducation contre le racisme et l'antisémitisme, avec à la clé des enseignements et des interventions sur le thème du respect de la différence, l'esprit de tolérance, et l'encouragement du vivre ensemble, à travers des expositions et des forums favorisant les débats entre les enseignants, les élèves, et aussi leurs parents.

RESSOURCES

Des outils adaptés

Pour les enseignants, la contrainte horaire fixe trop souvent les limites de l'éducation contre l'intolérance. Afin d'accompagner leurs élèves dans ce cadre, ils disposent d'outils adaptés. Tel le réseau Canopé de création et d'accompagnement pédagogique, qui offre une multitude de ressources aux enseignants pour les aider à transmettre les notions clés de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.



Enseignement de la Shoah : tous les territoires ne sont pas perdus

L'appréhension de l'histoire de la Shoah dans les classes difficiles du secondaire est en train de changer. Lentement. Les spécialistes réclament encore plus de formation des professeurs : sur le plan des connaissances, de la capacité à faire face aux tensions, et du contenu des cours.

Georges Dupuy

↑ Visite du mur des noms au "Mémorial de la Shoah"

Bien sûr, il y a le pire. Marguerite (le prénom a été modifié) se souviendra toute sa vie de ce voyage à Auschwitz. Quand des élèves de sa 1^{ère} technique s'étaient mis à courir sur la rampe de sélection du camp. Quand, ricanant, ils s'étaient pris en photo faisant des gestes obscènes devant les vitrines pleines de valises et de lunettes. Les exclusions temporaires avaient été très mal accueillies par les parents. « Il n'y en a que pour les juifs », avait hurlé une mère. Des croix gammées avaient fleuri. Son récit aurait toute sa place dans « *Les Territoires perdus de la République*⁽¹⁾ ». Paru en 2002, ce livre effrayant racontait comment l'antisémitisme, l'islamisme et le sexisme déferlaient sur l'enseignement secondaire de la banlieue parisienne, plombant le travail des enseignants. Quinze ans après, la question « Peut-on enseigner partout la Shoah ? » demeure d'actualité. « Dire que tout se passe bien serait mentir. Dire que tout se passe mal serait également mentir », com-

mente Christine Guimonnet, secrétaire générale de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG).

Yannis Roder, l'un des grands contributeurs des « *Territoires perdus* », professeur d'histoire en Seine-Saint-Denis et formateur au Mémorial de la Shoah, constate une meilleure prise de conscience des problèmes : « Les choses commencent à changer parce que les gens reconnaissent que cela peut être compliqué. »

Compliqué comment, et pourquoi ? Les responsables politiques et académiques manquent cruellement de données et d'analyses sur l'état réel de l'enseignement de la Shoah en France. Les dernières grandes enquêtes datent du début des années 2000 (*lire colonne p. 17*). Pourtant, l'enjeu est vital. Politique et civique, il touche aux grands principes de la République et du « vivre ensemble ». Vincent Duclert, le président de la « Mission d'étude sur la recherche et l'enseignement des génocides et des crimes de masse », devrait remettre son rapport en décembre prochain au ministre de l'Éducation nationale.

LES SOURCES DE CONFLITS

Bien des témoignages montrent que l'enseignement de la Shoah s'est durci depuis Charlie Hebdo et l'épicerie Super Cacher. Patricia Drahi, sociologue et professeur de terrain, a recensé

« DIRE QUE TOUT SE PASSE BIEN SERAIT MENTIR. DIRE QUE TOUT SE PASSE MAL SERAIT ÉGALEMENT MENTIR. »

Christine Guimonnet, secrétaire générale de l'APHG.



1. Ss la dir. de Georges Bensoussan : « *Les Territoires perdus de la République – antisémitisme, racisme et sexisme en milieu scolaire* ». Ed. Mille et une nuits, 2002.

« NOUS, HISTORIENS, NOUS SOMMES LÀ POUR LEUR APPRENDRE À RÉFLÉCHIR FROIDEMENT SUR LES PROCESSUS DE VIOLENCE EXTRÊMES ET POUR LES OUVRIR AU MONDE. »

Iannis Roder

cinq sources principales de conflits en classe. Dont la saturation – « Ras le bol, la Shoah ! », la concurrence des souffrances – « Pourquoi parler des juifs, et pas de l'Arménie, de la guerre d'Algérie, de l'esclavage, du Rwanda ou du conflit israélo-palestinien ? » – et le complotisme – « Ils (les Juifs) sont partout ».

Sur le premier point, à raison d'une heure de cours en troisième ou en première, on peut s'interroger sur le degré de saturation au collège ou au lycée. « *La vraie saturation, c'est que tout le monde parle de la Shoah, mais mal* », dénonce Iannis Roder.

UNE PENSÉE GLOBI-BULGA

Confrontés à la libération de la parole raciste, les jeunes sont aussi submergés par un flot d'informations difficiles à mettre en perspective. Sinon douteuses. Ils sont d'autant moins enclins à les vérifier qu'elles proviennent souvent de leur famille ou de leur communauté – quelles qu'elles soient : l'antisémitisme n'est pas un code culturel réservé à certains enfants arabo-musulmans pauvres ; il existe aussi chez des élèves catholiques issus des classes moyennes ou favorisées. Le rappel que le racisme est un délit puni par la loi de 1972 suffit souvent à calmer les esprits échauffés.

Christine Guimonnet analyse : « *En général, leur pensée est un "globi-bulga". Sans hiérarchie. Sans connaissances. Un impensé, même pour les histoires antisémites qu'ils déversent juste parfois pour tenter de déstabiliser l'enseignant.* »

Benoît Falaize, docteur en histoire et inspecteur général de l'Education nationale, rappelle le fond de jeu : « *Parfois, certains enseignants surinvestissent ces sujets. La Shoah, c'est le cours qu'il ne faut pas rater. Ils attendent de leurs élèves une attention absolue. Mais face à eux, il y a des ados avec leur psychologie et leurs émotions, qui, sans pour autant être antisémites (et certains peuvent l'être), peuvent refuser de considérer le cours au même niveau de sérieux et de densité. Ils peuvent même en profiter pour contester le professeur.* »

De nombreuses voix s'élèvent aujourd'hui pour réclamer un véritable effort de formation, aussi bien initiale que continue, des enseignants à la Shoah, la mise à niveau systématique des connaissances et l'apprentissage renforcé de méthodes didactiques adaptées aux cas tendus.

Finis ce cours où un enseignant projetait « *Nuit et Brouillard* », d'Alain Resnais, avec ce seul commentaire : « *Voilà tout est dit.* » Tous les spécialistes appellent à adapter l'enseignement au niveau et à la composition sociologique de la classe. Mais surtout, à sortir de la religion civile de la Shoah et

À LIRE

• Laurence Corbel, Jean-Pierre Costet, Benoît Falaize, Alexandre Méricskay et Krystel Mut : « *Entre mémoire et savoir : l'enseignement de la Shoah et des guerres de décolonisation* ». INRP, académie de Versailles, 2000-2003.

• Bernard Tison : « *Présentation de l'enquête de l'AHPH 2000-20003* ». En ligne.

• « L'enseignement de la Shoah en France, 1950-2010 », « *Revue d'histoire de la Shoah* », n° 193.

• Iannis Roder : « *Enseigner les processus des violences extrêmes pour éduquer intellectuellement et politiquement* » <https://jean-jaurès.org> 2017

• Patricia Drahi : « *Enseigner la Shoah et les questions socialement vives* ». L'Harmattan, « *Logiques sociales* », 2017. **G.D.**

de l'émotionnel victimaire, pour mieux enseigner froidement comment et pourquoi des hommes ont pu décider d'en exterminer d'autres ou de les massacrer en masse. « *L'émotion paralyse, et le prisme victimaire exacerbe la concurrence mémorielle*, explique Iannis Roder. *Nous, historiens, nous sommes là pour leur apprendre à réfléchir froidement sur les processus de violences extrêmes et pour les ouvrir au monde.* » Et de conclure, lui qui enseigne sans grand problème depuis une quinzaine d'années à Saint-Denis : « *Tout peut s'enseigner.* »

« *Quand les tensions montent, il faut aller au charbon sans s'énerver. Demander à l'élève ce qu'il veut dire, quels sont ses arguments et ses preuves. Mais cela suppose de maîtriser son sujet* », raconte Christine Guimonnet.

Damien Bousard, prof à Aubervilliers, n'en veut jamais aux élèves qui lui demandent de prouver ce qu'il dit : « *Ça ouvre le débat. Il faut toujours déconstruire les idées préconçues.* »

DES PROJETS COMMUNS

D'autres pistes se sont ouvertes ces dernières années. L'élaboration d'un projet commun entre professeurs de différentes disciplines permet de disposer de plus de temps, de multiplier les portes d'entrée, tout en laissant s'exprimer ces émotions tant redoutées par les historiens et de pratiquer une pédagogie différenciée.

A Palaiseau, Claire Podetti, la prof d'histoire, et Clarisse Brunot-Girard, sa collègue de français, ont travaillé pendant un an avec leurs classes sur le projet « *Convoi 77* », qui tourne autour de la biographie d'un des derniers déportés français. Y ont été associés un plasticien allemand et un comédien qui a bâti une pièce de théâtre jouée ensuite par les jeunes.

A Stains, dans un quartier difficile, Pierre Amaury, le professeur de musique, et Fabien Pontagnier, celui d'histoire, poursuivent aujourd'hui la belle histoire commencée en 2016 sur le thème de la résistance musicale dans les camps. Ainsi est né un chœur d'élèves chantant le « *Chant des marais* » ou des extraits du « *Verfügbar* », l'opérette composée par Germaine Tillon à Ravensbruck. Certains furent applaudis par des parents et des grands-parents qui pensaient, au début de l'aventure, qu'on en faisait trop pour les juifs. ●

Choses vécues

« Un élève particulièrement provocateur lève la main et me dit : "C'est bien fait pour eux parce que c'étaient des juifs." Avant même que je ne réponde, deux filles d'origine maghrébine rétorquent au garçon qu'« il ne pouvait pas dire ça, car ils avaient vécu des choses horribles et que leur appartenance religieuse n'y changeait rien ». C'était un moment très fort. J'étais très fière d'elles et d'avoir contribué à ce qu'elles voient les choses autrement. J'ai alors mesuré l'importance de cette leçon et sa dimension presque plus civique qu'historique ». « *Revue d'histoire de la Shoah* », 2010, récit de Margot Tiphaine, professeur d'histoire de l'académie d'Aix-Marseille.

“Injecter de la littérature”

Pour Florence Sautereau, institutrice à l'école publique, la littérature et l'histoire sont les meilleurs remparts, dès le plus jeune âge.

Isabelle Kersimon



© Olivier Carez / Divergence

DDV Votre expérience vous a confortée dans l'idée que l'école publique est garante des mixités...

Florence Sautereau. J'ai l'impression d'exercer dans un milieu dans lequel le vivre-ensemble fait encore sens. La raison en est la mixité socio-culturelle, avec 40 % d'enfants issus de familles aisées, 20 % de familles d'employés et classes moyennes, et 40 % de familles d'origine très populaire.

Cette mixité protège, même si certains élèves ont deux cents mots de vocabulaire tandis que d'autres en ont cinq mille et ont déjà fait le tour de la Terre.

Dans quelle autre institution publique fait-on se rencontrer, autour de Molière ou La Fontaine, un enfant blanc, un enfant noir, un enfant pauvre, un enfant riche, à l'heure où l'école est accusée de

J'ai aussi eu la chance de rencontrer Larissa Cain, qui m'avait sollicitée pour que son témoignage soit accessible aux enfants⁽²⁾. J'avais souhaité que l'enfant puisse lire ce livre, même s'il évolue dans un milieu familial hostile. A la grande surprise de Larissa, cela fut un succès. Mais l'éditeur a refusé de le réimprimer. Incompréhensible.

DDV Les enfants sont-ils perméables aux propos racistes et antisémites ?

F.S. En 1989, je débutais en milieu rural. Une petite blonde en grande section de maternelle a affirmé que les Juifs avaient bien mérité la Shoah. C'était sa « mémé » qui le lui avait dit. J'ai compris qu'avant la famille, et avant les médias d'aujourd'hui, surtout sur Internet, il fallait une éducation à l'histoire, le plus tôt possible.

Plus récemment, j'ai vu des élèves traversés par des influences de flots d'images répugnantes qui tendent à banaliser la Shoah. Là où je travaille, l'interdit est posé. Je sais que, malheureusement, certains de ces sentiments s'expriment dans d'autres écoles.

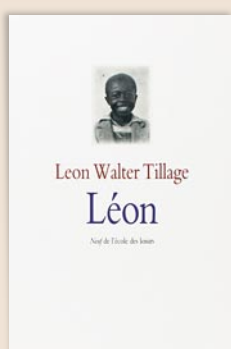
Comme chez les Merah, si les institutions ne sont pas plus fortes que les familles pathologiques, c'est foutu. Et je crains que les institutions ne soient pas assez fortes en ce moment.

DDV Par quelle magie la poésie et la littérature sauveraient-elles le monde ?

F.S. Une formation à l'humour grâce aux textes poétiques de Tardieu, Prévert, La Fontaine, Roubaud me semble essentielle pour dénoncer la bêtise humaine, les clichés, les préjugés ; pour désamorcer des conflits, les dépasser. Quand mes élèves apprennent que Desnos est mort au camp de Terezin, ça les bouleverse. C'est par ce biais que je fais comprendre cela aux petits.

Je sais que le pari est gagné quand, au mois de juin, ils s'interpellent en récitant des vers, et parfois les détournent pour me répondre. La poésie permet d'oser, de s'émanciper.

La puissance des mots de la poésie fédère quelque chose. Je suis convaincue qu'il faudrait de la poésie le mercredi après-midi et à l'heure du journal télévisé. ●



« UNE FORMATION À L'HUMOUR GRÂCE AUX TEXTES POÉTIQUES DE TARDIEU, PRÉVERT, LA FONTAINE, ROUBAUD ME SEMBLE ESSENTIELLE POUR DÉNONCER LA BÊTISE HUMAINE, LES CLICHÉS, LES PRÉJUGÉS... »

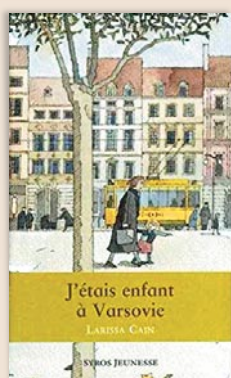
tous les maux et participe à sa propre défaite ? Où, ailleurs, réunit-on des élèves d'origine diverse, qui transcendent leurs différences grâce aux auteurs ?

Il faut injecter de la littérature, des sciences, de la poésie, du théâtre, dans les quartiers, à côté des stades et des infrastructures sportives. On fédère trop souvent par le seul sport, qui exclut surtout les filles.

Il y a de magnifiques histoires d'amitié entre élèves de confession différente.

DDV Comment abordez-vous les questions de racisme et d'antisémitisme avec vos élèves des classes primaires ou maternelles ?

F.S. Comme je veux éviter la guerre des mémoires, je passe par un livre que je juge extraordinaire, « Léon »⁽¹⁾, l'histoire vraie d'un Américain dont le père a été assassiné par l'extrême droite, qui part marcher avec Martin Luther King, Rosa Parks, etc. Léon raconte que des commerçants juifs ouvraient les portes de leurs magasins pour que les Noirs persécutés par le Ku Klux Klan s'y réfugient, comme eux lorsqu'en Europe ils étaient pourchassés par le nazisme.



1. Léon Walter Tillage, « Léon », L'École des loisirs, 1999.

2. Larissa Cain, « J'étais enfant à Varsovie », Ed. Syros Jeunesse, 2006.

Chné Or, un refuge

Un établissement scolaire loubavitch d'Aubervilliers attire des centaines de familles juives – pas forcément pratiquantes –, dont les enfants doivent être extraits coûte que coûte du réseau public, devenu infréquentable.

Raphaël Roze

Jessica a deux filles : Tali, 3 ans, et Lola, 6 ans. Elle a inscrit ses enfants à l'école loubavitch Chné Or d'Aubervilliers à la rentrée de septembre. Ce sont les premiers pas de Tali dans un établissement scolaire. En revanche, Lola a connu l'enseignement public : elle fréquentait auparavant une maternelle laïque d'Asnières, dans le quartier « sensible » où réside la famille, à la lisière de Gennevilliers. Dans sa classe, elle était la seule juive. Vingt élèves sur vingt-cinq étaient musulmans, et la plupart des mères, explique Jessica, étaient voilées.

Lola n'a pas essayé d'injures graves, mais chacun connaissait son identité. « *En banlieue, c'est comme ça partout*, lance Jessica, *quel que soit l'âge des enfants. Les premières questions qu'ils se posent les uns aux autres, c'est : "De quelle origine es-tu ? Quelle est ta religion ?" D'où un malaise constant.* »

D'autant que le foyer est traditionaliste et évite ce qui n'est pas casher. A la cantine, Jessica refusait que sa fille mange de la viande. La direction de l'établissement s'opposait à tout accommodement à ce sujet, alors même que des repas halal étaient servis en 2015 et 2016, jusqu'à un veto récent de la Mairie.

« *Les fêtes chrétiennes étaient célébrées et expliquées*, raconte encore notre interlocutrice. *Cela me gênait, contrairement aux mamans musulmanes – plutôt indifférentes sur ce point. Ma fille comprenait mal pourquoi je préférais qu'elle évite de ramasser les œufs de Pâques avec ses camarades au moment où nous préparions le seder⁽¹⁾ de Pessah.* »

Cette année, Lola aurait dû intégrer l'école primaire d'Asnières, jouxtant sa maternelle. « *Impossible !* », s'exclame Jessica, qui indique que l'école en question est gangrenée par des bagarres permanentes et des insultes antisémites dont souffrent les trois petits juifs qui ont le malheur d'y être encore inscrits.

La synagogue d'Asnières a perdu trois quarts de ses fidèles en dix ans (environ cinquante pour le shabbat, contre deux cents autrefois).

« REMISE À NIVEAU » SPIRITUELLE

Pour ceux qui restent, la solution se nomme Chné Or. Un grand établissement juif, unique en banlieue, peu onéreux pour les familles en difficultés sociales, et qui accueille tout le monde, des moins pratiquants aux plus orthodoxes. Un réseau privé de vingt et une lignes de bus

achemine chaque jour des centaines d'élèves, venus parfois de loin en Ile-de-France.

Le but est de profiter de la volonté des familles juives d'échapper au système scolaire laïque dans des zones devenues irrespirables pour elles. Des délégués de Chné Or leur rendent visite régulièrement dans le cadre d'un programme prosélyte intitulé « L'école juive pour tous ».

Et ça marche : depuis 2012, plus de cinq cents enfants du public ont intégré l'établissement et suivent des cours quotidiens de « remise à niveau » spirituelle, afin de vivre selon les critères de la Torah. De nombreux parents prennent le train en marche et deviennent observants. Certains ados se rebellent contre les heures de prière, la non-mixité, etc. Mais quelle est l'alternative ? Retourner dans le réseau laïc, où de nouvelles insultes antisémites les attendent ? Leurs familles n'ont pas les moyens, généralement, d'habiter Paris, ni les banlieues huppées des Hauts-de-Seine.

Voici donc une « *réappropriation identitaire* » imposée par une triste réalité : dans des dizaines de villes franciliennes, les enfants juifs ne peuvent plus étudier avec... les autres. ●

SYNAGOGUE

Désertion

En Seine-Saint-Denis, l'école loubavitch d'Aubervilliers est un îlot ultrasécurisé. La seule commune du département où l'on peut encore arborer la kippa dans l'espace public sans grand danger est la ville bourgeoise du Raincy, où des familles juives ont migré. A Saint-Denis, la synagogue est à l'abandon.



† L'école juive Chné Or.

SENSIBILISÉS PAR « LA "REMISE À NIVEAU" SPIRITUELLE DE LEURS ENFANTS POUR VIVRE SELON LES PRINCIPES DE LA TORAH, DE NOMBREUX PARENTS DEVIENNENT OBSERVANTS ».



1. Banquet marquant la Pâque juive.

MILLE MOTS

Alexandre Jardin

Le programme « Mille mots » d'Alexandre Jardin, construit pour enrichir le lexique des jeunes détenus en prison, part du constat que la plupart des jeunes gens incarcérés ne comprennent pas assez bien le français pour être réinsérés. Développer leur lexique est déterminant pour qu'ils changent de comportement et leur donner une nouvelle chance.

CULTURE JURIDIQUE

Rencontres

L'idée de proposer aux élèves des rencontres avec des avocats de la Licra, en partant de cas concrets, vécus au quotidien, a été soumise au ministère de l'Éducation nationale : définir un acte ou une injure raciste, suivre le parcours d'une plainte, constater la sanction financière et/ou pénale auront un impact dans l'éducation de nos jeunes.



1. Éducation nationale, Enseignement supérieur, Intérieur, Affaires étrangères, Sport.

La Licra et les ministères dans le même bateau

Pour sensibiliser les jeunes au racisme et à l'antisémitisme, convergence et croisement de convictions laissent augurer d'un partenariat efficace avec les ministères concernés⁽¹⁾.

Alexandra Demarigny

« **L'**éducation est l'arme la plus puissante pour changer le monde », disait Nelson Mandela. Aujourd'hui l'urgence est de mobiliser tous les acteurs de l'éducation pour apprendre à nos jeunes à décrypter un monde ultrarapide, chantourné de codes nouveaux et mouvants, qui voit émerger de nombreuses dérives racistes et complotistes.

Président de la Licra depuis le 3 novembre dernier, Mario-Pierre Stasi entend faire de l'éducation sa priorité. Celle du ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, sera, pour 2018, le respect d'autrui : convergence et croisement de convictions laissant augurer un partenariat efficace !

Dans le but de mettre en place ou de renouveler des conventions, les interventions de la Licra auprès des ministères concernés, en partenariat avec la Dilcrah, se multiplient, avec des projets innovants.

LA FORMATION DES ENSEIGNANTS

La formation des enseignants est au cœur des sujets débattus avec le ministère de l'Éducation, car les professeurs sont souvent peu préparés et démunis des éléments de langage nécessaires pour répondre aux problématiques racistes, alors même qu'ils y sont les premiers confrontés. M.-P. Stasi regrette que les « référents laïcité » n'aient pas eu de forma-

tion adéquate leur permettant de mener à bien leur mission. Un séminaire, à mettre en place avec le ministère, leur sera proposé d'ici à 2018. Il propose aussi d'inciter les associations à construire des projets pertinents et concrets de formations pour bénéficier de subventions : « La formation des plus jeunes étant l'une de nos priorités, j'ai sollicité un rendez-vous de travail avec les ministres de l'Éducation nationale et de la Cul-

ture. Il faut, outre la présence plus nombreuse de bénévoles de la Licra partout en France, une volonté politique affichée et une véritable campagne de communication, tant des pouvoirs publics que de notre association. Nous ferons œuvre utile si un réel partenariat entre la Licra, la Dilcrah et les ministères concernés existe enfin. »

DES OUTILS ADAPTÉS

Combattre les fake news, les dérives complotistes et conspirationnistes qui envahissent les écrans, cela nécessite un investissement moderne, et donc une formation spécifique et un accompagnement des équipes pédagogiques.

La Licra et le ministère de l'Éducation réfléchissent ensemble aux moyens de développer chez les jeunes un regard critique : comprendre ce qu'est une rumeur, une opinion, décrypter et recouper une information ; habiletés rendues indispensables à un âge où Internet est un vecteur d'informations incontournable.

« Il faut riposter à la propagation de la haine par les réseaux sociaux, en y multipliant les contre-discours et en utilisant l'image, par la projection en classe de documentaires courts et concrets,

qui expliquent comment le racisme ordinaire peut faire naître une haine pouvant aboutir à une violence psychologique ou physique. Avec les enseignants, nos béné-

« IL Y A URGENCE À PROPAGER UN DISCOURS RÉPUBLICAIN ET UNIVERSALISTE SUR LA TOILE. »

Mario-Pierre Stasi, président de la Licra

voles doivent créer un autre cadre de dialogue participatif, une réflexion commune qui dépasse le travail sur la mémoire et qui s'ancre dans la réalité quotidienne des jeunes, sur des supports qui leur parlent », déclare Mario-Pierre Stasi, qui ajoute souhaiter que les bénévoles de la Licra, déjà présents au collège, puissent intervenir dès le primaire.

« Je souhaite créer des partenariats avec des associations qui travaillent pour la diffusion de la lecture, notamment celle d'Alexandre Jardin dans le milieu carcéral. Je crois aussi à la multiplicité des microprojets locaux (pièces de théâtre, chorales, tournois sportifs), où les plus jeunes ne se soucient pas encore de la religion ou de la couleur de peau, et associer localement la Licra là où ces projets voient le jour. Un projet plurimodal à la hauteur de nos ambitions. » ●

Le Camp des Milles

Lieu citoyen tourné vers l'enseignement du respect de l'autre, c'est le seul grand camp français d'internement et de déportation encore intact et accessible au public. S'appuyant sur son histoire, il permet de comprendre comment les racismes, l'antisémitisme et les extrémismes peuvent mener au pire, et propose des clés de compréhension scientifiques.

Privilégier la formation des enseignants

Malgré des avancées dans la sensibilisation des élèves au combat contre la haine ethnique ou religieuse, notamment grâce à la Licra, les enseignants ne sont pas forcément préparés à affronter cette problématique.

Raphaël Roze

Le racisme et l'antisémitisme sont des « bêtes limondes » qui « réapparaissent » toujours, a affirmé le Premier ministre, le 2 octobre 2017, lors des vœux qu'il a adressés au judaïsme français à l'occasion de la nouvelle année hébraïque. Il a annoncé dans la foulée un plan ambitieux pour 2018-2020 : le renouvellement du programme triennal 2015-2017, doté de 100 millions d'euros et mis en place sous la houlette de l'ancien Délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah), Gilles Clavreul.

Son successeur, Frédéric Potier, a déjà affirmé, dans le dernier numéro du « *Droit de Vivre* », que ses priorités étaient la multiplication des visites mémorielles à caractère pédagogique et la mobilisation face au complotisme dont les jeunes sont abreuvés sur Internet.

DÉCRYPTER LES "INFOS" TRONQUÉES DES SMARTPHONES...

Le Premier ministre Edouard Philippe semble partager ce double souci. On peut donc espérer un inflexionnement positif. Le locataire de Matignon a d'ailleurs signé, le 3 août 2017, un décret aggravant notamment les sanctions financières applicables aux auteurs de propos injurieux ou discriminatoires.

Que se passera-t-il à l'école ? Il y a urgence : la plupart des élèves accordent une crédibilité au moins équivalente aux « informations » souvent tronquées qui pullulent sur leurs smartphones qu'à leurs professeurs. Le défi est immense. Il conditionne la pérennité fragile du vivre-ensemble et, à terme, de la République.

LES INTERVENTIONS DE LA LICRA

La Licra négocie actuellement le renouvellement de la convention qui la lie à l'Education nationale et qui permet à nos militants d'intervenir dans les établissements scolaires pour sensibiliser les enfants et ados à ces questions. La première date de 2002. L'accord est rediscuté tous les trois ans. En 2016-2017, indique le Rémois Claude Secroun, qui préside la commission dédiée à l'enseignement au sein de notre association, environ 36 000 jeunes ont reçu en classe un membre de la Licra pour échanger sur l'antiracisme. C'est bien davantage qu'au début de la décennie. La section lyonnaise

est particulièrement active, celles des Hauts-de-France et du Sud-Est un peu moins. Le but serait d'aller plus loin sur l'ensemble du territoire, malgré le manque de bénévoles dont nous pâtissons. Mais quid des professeurs ? « *Ils ne disposent pas d'outils suffisants pour résister aux poussées de haine, et sont pris au dépourvu lorsqu'elles surviennent entre élèves* », déplore Claude Secroun. La Licra n'a signé jusqu'à présent aucune convention avec le ministère de l'Enseignement supérieur. Nos rares interventions dans les facultés demeurent tributaires de la volonté propre des académies et n'ont nul caractère contraignant.

DES RÉFÉRENTS SECONDÉS PAR NOS MILITANTS

Après les attentats de 2015, Najat Vallaud-Belkacem avait certes promis des « référents » contre la haine dans les écoles et universités. Certains ont été désignés, mais le processus est lent et inadapté à la hauteur des enjeux. C'est pourquoi la Licra espère convaincre le gouvernement d'officialiser des cours d'antiracisme destinés aux futurs profs – et des modules de formation permanente. Les « référents » imaginés par l'ancienne ministre socialiste seraient confortés et secondés par nos militants, qui bénéficieraient enfin d'un accès facile et... programmé à ceux dont la mission consiste à faire de nos enfants des citoyens responsables. ●

CALENDRIER

Journée internationale et Semaine d'éducation

La Journée internationale contre les discriminations raciales, tous les 21 mars, est une initiative des Nations Unies datant de 1966. Après les attentats de 2015, le premier plan triennal de la Dilcrah s'est appuyé sur cet événement pour créer une Semaine d'éducation contre le racisme, au début du printemps. La Licra y est associée. A cette occasion, les projets abondent dans les écoles. Mais ils pourraient s'élargir considérablement si le ministère accordait à l'opération des moyens renforcés.

EN 2016-2017, ENVIRON 36 000 JEUNES ONT REÇU EN CLASSE UN MEMBRE DE LA LICRA POUR ÉCHANGER SUR L'ANTIRACISME.



→ Formations des
Réservistes par
Annette Bloch et
Jean Paul Schmitt
à la Licra Auvergne
Rhône-Alpes



Développer le sens critique

Les militants de la Licra ont effectué plus de 1 400 interventions en milieu scolaire en 2016. S'il y est question de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, ces rencontres constituent également des espaces d'échanges où la parole se libère et où peut se transmettre le goût du débat.

Monique Ollier

OBJECTIFS

Citoyenneté

Hormis la sensibilisation aux questions de racisme et d'antisémitisme, la formation que dispensent les militants de la Licra en milieu scolaire poursuit d'autres objectifs :

- valoriser le socle républicain et la laïcité ;
- parler de l'identité et de l'exil ;
- aborder la responsabilité citoyenne de chacun ;

Programme des formations sur : <http://www.licra.org/lecole-des-militants>

Le paysage de la lutte contre le racisme est de plus en plus complexe. Plus que jamais, apaiser le climat constitue un enjeu républicain. On assiste, d'une part, à la poussée de nouvelles thématiques dans les établissements scolaires – comme ailleurs dans la société (communautarisme, assignations identitaires, complotisme, identité religieuse...) ; d'autre part, des organisations antiracistes comme les Indigènes de la République mettent en œuvre un nouveau racisme opposant victimes de la colonisation et « Blancs ». Chez d'autres, le message universaliste défendu par la Licra est brouillé du fait de leur attachement plus ou moins explicite à certaines familles politiques.

FORMATION À L'ÉCOLE DES MILITANTS

Dans ce contexte, les actions d'éducation auprès des jeunes sont indispensables. La Licra, qui bénéficie d'une convention signée avec l'Éducation nationale en 2015 pour ses actions de formation, est intervenue dans plus de 1 400 classes en 2016, s'adressant à plus de 36 000 élèves, en priorité en collèges et en lycées.

Ces interventions sont réalisées dans toutes les sections par des militants formés par l'École des militants. Cette dernière, créée en 2010 par Annette Bloch, membre du bureau exécutif de la Licra, propose, outre des formations à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, des outils pour accompagner les militants et les aider à s'engager sur le terrain (*lire ci-contre*).

TRANSMETTRE LE GOÛT DU DÉBAT

Les interventions en milieu scolaire se font toujours en présence d'un enseignant et sont animées par deux militants : un intervenant et un accompagnant. Après avoir suivi la formation, les militants sont tout d'abord accompagnants. Ce n'est qu'après s'être familiarisés avec le dialogue avec les élèves qu'ils vont mener eux-mêmes la session, depuis le « devant » de la classe.

« Il s'agit vraiment d'un dialogue », insiste Annette Bloch qui anime des sessions depuis plus de dix ans, à Lyon et à Paris essentiellement. « L'objectif est surtout de développer leur sens critique, de leur donner le goût du débat, et de les sensibiliser à leur responsabilité citoyenne en valorisant les moyens qu'ils ont de s'engager et d'agir. »

Il est un autre terrain sur lequel la Licra est consciente de devoir s'exprimer, en particulier auprès du public jeune : Internet. Les réseaux sociaux, au premier rang desquels Facebook, deviennent la première source d'information des 15-24 ans⁽¹⁾.

L'ÉDUCATION EN CONTREPOIDS

« On constate une subtilité croissante dans la façon dont certains politiques et radicaux infiltrent le discours antiraciste. Si les adultes sont parfois capables de détecter ces dérives, c'est plus difficile pour les jeunes, plus susceptibles de se laisser séduire par ce qu'ils lisent sur les réseaux sociaux », explique Guillaume Delugré, *community manager* au sein de l'équipe Communication au siège.

D'où l'importance du contrepois que représentent des actions comme les interventions Éducation de la Licra en milieu scolaire, où les jeunes sont invités à s'interroger sur les sources des informations qu'ils trouvent et sur le sens des images qu'on leur présente comme reflets de la réalité. Pour Guillaume Delugré, il devient aussi essentiel d'élargir les plates-formes sur lesquelles s'exprime la Licra et d'utiliser les nouvelles technologies. Certaines sont accessibles à tous.

Chaque militant peut utiliser les outils qui lui sont familiers (page Facebook, notamment) pour renforcer l'action de l'équipe Communication (en *likant* une page ou en commentant une publication, par exemple). L'enjeu est tel qu'afin d'aider les militants à s'engager aussi sur ce terrain-là et à peser sur certains débats publics, le siège envisage de leur proposer prochainement de devenir plus aguerris à l'usage de certains outils. ●



1. Source : étude CSA : « Quels écrans utilisent les 13-24 ans, et pour quels usages ? ». Décembre 2014.

L'islamisme à l'assaut de l'université française

A l'université Lyon 2, dite « Lumière », la tenue du colloque « Lutter contre l'islamophobie, un enjeu d'égalité ? » a finalement été annulée en raison de son programme manifestement anti-laïque.

Nicolas Ruben

Le 14 octobre dernier, la chaire « Egalités, Inégalités, Discriminations » de l'Institut d'études du travail de Lyon prévoyait d'organiser un colloque sur le thème « Lutter contre l'islamophobie, un enjeu d'égalité ? ».

Que des universitaires se penchent sur cette notion très contestée d'« islamophobie » n'a rien de choquant, cela relève de la liberté académique sur laquelle repose l'université. C'est même sa force, sa vocation, que de soumettre librement au questionnement des chercheurs, astreints à une méthode et une déontologie scientifiques, les objets et les concepts de notre époque.

UN SYMPOSIUM POLITIQUE

Pourtant, la lecture du programme tel qu'il a été annoncé avait de quoi interroger sur la nature réelle de l'événement. Sous couvert d'ouvrir la manifestation à des acteurs de terrains et des associatifs, le colloque s'était finalement transformé en symposium politique où la science était reléguée au rang de valet de pied des tenants d'un islam politique, s'abouchant avec les chevau-légers des Frères Musulmans en France : le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), les Etudiants musulmans de France (EMF), et la Coordination contre le racisme et l'islamophobie – dont le représentant Abdelaziz Chaambi porte en sautoir la fiche S dont il a lui-même révélé l'existence.

Toute forme de pensée contradictoire, en désaccord avec les tenants de la thèse de « l'islamophobie d'Etat », a été soigneusement écartée, et ce n'est pas la présence du politologue François Burgat, dont chacun connaît les thèses favorables à l'islamisme,

qui aurait été de nature à ramener cet événement sur les chemins de la raison.

L'INSTRUMENTALISATION DE LA RECHERCHE

Ce colloque qui n'en était plus un s'annonçait davantage comme un meeting politique laïcophobe, où des tenants du primat religieux sur les lois de la République s'offraient une tribune et la possibilité de labelliser leur idéologie du sceau de l'Université française, de l'Observatoire de la laïcité – au nom duquel Jean-Louis Bianco devait participer à cet événement – et du Défenseur des droits, dont la représentante lyonnaise figurait parmi les commensaux. Face à cette situation, la Licra et le Comité Laïcité République ont dénoncé l'instrumentalisation de la recherche scientifique par des organisations notoirement anti-républicaines, à l'image de ce qui s'est passé avec l'extrême droite raciale et négationniste au sein de l'université Jean-Moulin Lyon 3 durant des décennies. La présidente de l'université Lumière Lyon 2, Nathalie Dompnier, a alors décidé d'annuler le colloque, tout en annonçant la tenue d'un événement répondant davantage aux canons de l'enseignement supérieur et de la recherche.

DU TEMPS DES "VERSETS" DE RUSHDIE

A l'annonce de cette annulation, les réactions n'ont pas manqué, et ceux qui s'étaient émus de la tenue d'un tel événement se sont vus caricaturés en Torquemada des Temps modernes poursuivant les esprits libres de leur « police de la pensée ». On a alors vu surgir une génération spontanée de Tartuffes à confesse. A l'image de la Ligue

des droits de l'homme qui, sans rougir de l'oukase dont elle frappa, à Lille, la pièce de Charb sur l'islamophobie, s'est fendue d'un communiqué criant à la censure. A l'image de toutes ces belles consciences islamo-gauchistes, idiots utiles du fondamentalisme, venues en défense de la liberté d'expression d'Abdelaziz Chaambi – lui qui, en 1989, défilait place Bellecour à Lyon pour demander l'interdiction des « Versets sataniques » de Salman Rushdie, accusé de blasphémer. •

CAUTION

Observatoire de la laïcité

Le président de l'Observatoire de la laïcité, Jean-Louis Bianco, avait prévu de cautionner le colloque en envoyant une contribution écrite : pour lui, il n'y a apparemment pas de problème à se réunir avec des mouvements dénonçant un « racisme d'Etat ».





MINEURS ÉTRANGERS ISOLÉS

RESPECTER NOS DROITS ET NOS VALEURS

Ils ont moins de 18 ans ; ils sont de plus en plus nombreux⁽¹⁾ à affluer chez nous, seuls, sans aucune famille en France, après des parcours migratoires parfois très traumatisants et toujours épuisants. Entre prises en charge administratives trop souvent défailtantes et solidarités citoyennes épatantes, leur situation nous tient tous à cœur.

Marie-Pia Garnier

Lors de leur première demande officielle de reconnaissance de minorité, c'est comme une double peine qui tombe pour 85 % d'entre eux (chiffre de la Mairie de Paris). Refusés aux faciès – trop creusés, trop baraqués... –, pour défaut de papiers authentifiés – certains pays d'Afrique comme le Liberia ou le Niger enregistrent très peu les naissances –, dans le doute, la sanction tombe : aucune mise à l'abri par l'Aide sociale à l'enfance, et un rejet à la rue sans aucune protection.

MINEURS EN CRISE HUMANITAIRE MAJEURE

Ils entrent alors dans une « zone grise » précise Corinne Torrè, de Médecins sans frontières, où cer-

tains seront repérés par des associations dédiées et des citoyens engagés seuls sur le terrain et qui maraudent. Ils font alors le travail qui incombe aux autorités compétentes : ils évaluent leur état physique et mental, leur expliquent comment et où faire appel du refus ; leur distribuent des téléphones ; les signalent sur le canal inter-associatif ; et cherchent, en urgence, des hébergeurs citoyens pour les plus fragiles. « Il y a sur Paris parfois jusqu'à une vingtaine de nouveaux refusés par jour. Nous avons aujourd'hui 276 mineurs à la rue signalés. Ils dorment principalement dans les gares et autour de La Chapelle, et 19 d'entre eux ont besoin d'un hébergement d'urgence parce qu'ils sont malades. Depuis septembre, nous peinons vraiment à trouver de nouveaux hébergeurs », relate Nicole, de l'association Paris d'exil⁽²⁾.

UN SYSTÈME BANCAL, TRIBUTAIRE DES BONNES VOLONTÉS

Jusqu'à présent, c'était aux régions qu'incombait la responsabilité de traiter les dossiers au

titre de l'Aide sociale à l'enfance. Les migrants mineurs isolés relèvent par nature de cette compétence, au même titre que les enfants français. Ainsi les régions, certains départements et quelques grandes mairies ont mis au point leurs propres systèmes d'accueil, d'évaluation et de tri.

C'est donc dans une jungle de procédures non harmonisées que se démènent une myriade de collectifs, d'associations et de grandes ONG, qui font « le boulot des pouvoirs compétents, lesquels se défaussent sur la solidarité citoyenne pour trouver des aides d'urgence qui sont loin de suffire et qui peuvent être à double tranchant » (Camille-utopia753).

Et certains, en aparté, souvent fatigués, parfois jusqu'à l'agressivité envers des journalistes « qui connaissent mal la situation et les procédures », interrogent ce système inique qui les oblige à s'engager, tout en sachant très bien que « dès qu'un jeune est soupçonné par les juges d'être hébergé, sa demande de reconnaissance de minorité a peu de chances d'aboutir » (Delphine,



© Guillaume Krebs

→ Association Melting Passes, club de foot créé pour jeunes mineurs isolés.

Paris d'Exil). Durant des procédures allant de trois semaines à plus d'un an actuellement, ces jeunes sont censés vivre de l'air du temps. « Et c'est pourtant la période de tous les dangers, celle où ils ne doivent surtout pas rester isolés » (Esperance Minart, de Timmy 5), car « ils sont parfois victimes de réseaux, de violences, et sont, pour certains, trop entamés physiquement et moralement pour continuer » (Arthur, de Refugee Youth Service, qui opère à Calais)

OUVRIR L'HORIZON

Ces jeunes qui ont tant vécu déjà doivent pourtant porter la responsabilité de leur avenir. Tout excès de pathos entourant leur situation peut compliquer la tâche : « Nous formons nos cadres et nos hébergeurs pour qu'ils les rendent le plus autonomes possible ; ne les questionnent pas sur leur passé, mais sachent recueillir éventuellement leur récit. L'objectif, c'est de les aider à se débrouiller seuls, de les mettre en dynamique en les tournant essentiellement vers l'avenir. On ne sait jamais comment les procédures vont finir, s'ils seront reconnus mineurs ou pas. Il ne faut

pas qu'ils s'écroulent après, et, s'il y a bien mise à l'abri officielle par l'ASE, elle peut se dérouler dans des conditions vraiment dures. Eux aussi, ils peinent avec les hébergements. »

DONNER L'ÉLAN POUR ALLER DE L'AVANT

Comme tous les adolescents de la planète, ces jeunes ont donc besoin d'activités qui les occupent, qui les cadrent, et qui leur permettent de se retrouver. En plus de pôles scolarisation très dynamiques, il existe un foisonnement de collectifs solidaires – artistiques, psychiatriques, juridiques, sportifs –, qui animent des ateliers dans une optique également thérapeutique : vidéos, impros théâtre, arts plastiques..., et sport, bien sûr : le foot, et notamment une association montée par des jeunes juristes : « On a réalisé qu'ils ne pouvaient pas s'inscrire dans les clubs affiliés à la FFF ; on a donc contourné le problème et fondé le club Melting Passes, au sein de la FSGT (Fédération sportive et gymnique du travail). Cela nous permet d'obtenir des licences et de jouer en championnat. On récolte des fonds grâce à une cagnotte en ligne »,



© Guillaume Krebs

explique Maud Angliviel, une jeune avocate spécialiste en droit de l'immigration.

« Moi, je kiffe le foot. Ce club, c'est comme notre famille, ici, et on a gagné le championnat à sept, l'an dernier », explique Younoussa, un solide gaillard de 17 ans, visiblement bien dans ses crampons. Il continue à venir s'entraîner deux fois par semaine, et joue en compétitions dans le Melting Passes, alors qu'après plusieurs mois de procédures, il est officiellement mineur maintenant. « Ça m'a vraiment aidé, fallait se donner, là. Et puis il y a les autres, c'est mes potes, qui viennent de partout. Pour certains, ça s'arrange, mais pas pour tous. On est les mêmes, on s'aide. » Ainsi, pour Younoussa qui passera cette année un bac pro, l'avenir s'éclaire. Mais quel futur d'errances aura encore la force d'encaisser celui qui, après des mois précaires de procédures, se prend de plein fouet la porte dans le nez ? ●

Les photos de ce reportage après de l'association Melting Passes sont une exclusivité Guillaume Krebs

INQUIÉTUDE

Reprise en main régaliennne

Le Premier ministre Edouard Philippe a annoncé que ce serait l'Etat qui assumerait « l'évaluation et l'hébergement d'urgence des personnes se déclarant mineures [...] jusqu'à ce que leur minorité soit confirmée », et « la mise en place d'une mission d'expertise paritaire qui rendra ses conclusions avant la fin de l'année ». Ceux qui sont sur le terrain cherchent à se faire entendre : lettre ouverte des avocats à M. Macron : <http://bit.ly/2yc6RME>, communiqué du JUJIES : <http://meltingpasses.org/fr/>, et du Syndicat de la magistrature : <http://bit.ly/2yc6RME>.

« LA PREMIÈRE FOIS QUE J'AI HÉBERGÉ UN MINEUR ISOLÉ ÉTRANGER, JE ME SUIS DIT : IL A AU MOINS 25 ANS. QUAND IL A EU REPRIS SON SOUFFLE, J'AI VU L'ADO DE 16 ANS. CHAQUE FOIS, LEUR JEUNESSE REPREND LE DESSUS. »

Françoise, hébergeuse citoyenne.



© Guillaume Krebs

“Il faut voir comme on nous parle...”

Une brève histoire de figues.

Pia

Il fait beau en ce dimanche matin. Direction le marché d'Aligre, sa foule colorée, sa brocante improbable, ses cafés et petits bars à vin bondés.

Sur le marché ce matin, une montagne de figues noires en provenance d'Espagne à 1,99 € le kilo. Une aubaine, vous me direz.



Une foule de clients ravis s'active à remplir de grosses poches de papier. C'est toute une gymnastique que d'arriver à se faufiler entre eux et, le but atteint, de choisir vite et bien les fruits parfaits.

Et là, devant cette merveilleuse abondance sucrée qui fait saliver rien qu'à la regarder, une voix gâche le plaisir d'une stridence incongrue : « *Mais enfiin, en France, ça ne se fait pas !* »

Tout le monde continue à s'activer comme si de rien n'était, voire pire, baisse le nez dans sa poche en papier.

Mais qu'est ce qui ne se fait donc pas en France ? Tâter les figues ? Griller son voisin ? Se frayer un chemin d'un coup d'épaule bien appliqué ?

Côte à côte, face à l'étalage, deux belligérantes qui, sans jamais croiser le regard, se parlent : « *Mais Madame, vous n'avez pas de leçon à me donner, enfin...* »,

réplique une petite sexa replète et voilée de gris.

Son opposante, que l'on qualifierait de bien conservée pour son âge sous son bronzage, rétorque : « *Vous êtes en France ici. Ce n'est pas parce que personne n'ose vous le dire, que mooôâ, je vais me taire.* »

La petite femme s'entête : « *Mais, vous savez, je suis française. Aussi française que vous. Alors...* »

Et là, lui revient du tac au tac l'incroyable : « *Eh bien, on dirait paaas !* »

La femme ainsi insultée empoigne son caddy et jette d'une voix tremblante :

« *Mais Madame, vous êtes une raciste, en vérité. Oui, vous n'êtes qu'une sale raciste !* », avant de tourner rageusement les talons. Tout le monde s'écarte silencieusement pour la laisser passer. Bien chères payées, ces figures-là, en réalité. ●



Fondation *Cartier*
pour l'art contemporain

MALICK MALI SIDIBÉ TWIST

20 octobre 2017 >
25 février 2018

261, boulevard Raspail 75014 Paris / fondation.cartier.com

IMAGE: MALICK SIDIBÉ, MADEMOISELLE KADIATOU TOURE AVEC MES VERRRES FUMÉS, 1969. COURTESY GALERIE MAGNIN-A, PARIS. © MALICK SIDIBÉ. GRAPHISME: AGNES DAHAN STUDIO

ALLEMAGNE

Joschka Fischer : "Ils sont là de nouveau"

Avec l'irruption spectaculaire du parti d'extrême droite (AfD), les élections au Bundestag préfigurent-elles un retour vers le passé ? Joschka Fischer, l'ancien ministre vert des Affaires étrangères du chancelier Schröder, a confié son inquiétude au mensuel « *Der Spiegel* ».

Alain David



© Ebbil Basar / Agence Anadol

1 Manifestation,
le 22 octobre à Berlin,
contre AfD.



© Michael Thaidigsmann

Avec l'entrée au Bundestag du parti eurosceptique et anti-migrants Alternative für Deutschland (AfD), les élections allemandes du 24 septembre nous envoient un message bien inquiétant, souligne Joschka Fischer dans une interview magistrale donnée à « *Der Spiegel* ». Extrait.

Der Spiegel. Avec l'AfD, il y a maintenant un parti populiste de droite au Bundestag. S'agit-il d'un changement politique d'époque ?

Joschka Fischer. Comment ça, un « parti populiste de droite » ? Comment appelez-vous, en Allemagne, un parti qui se définit comme « *völkisch*⁽¹⁾ ». Cette tra-

dition est sans équivoque. Les derniers qui ont représenté une telle position ont été les nazis.

Der Spiegel. Considérez-vous l'AfD comme un parti qui s'inscrit dans la tradition du NSDAP (Parti national-socialiste) ?

J. F. Oh oui ! J'ai grandi dans les années 1950. Tous ceux de ma génération, en Allemagne, ont connu ces réunions de famille. Il y avait le grand-père nazi et l'oncle qui avait été dans la SS, et qui se singularisaient par certaines expressions. Et voilà que ces expressions réapparaissent... Pourquoi devrait-on les appeler des « populistes de droite » ?

Est-ce que M. Höcke⁽²⁾ est un « populiste de droite » ? Cette façon de tourner autour du pot m'exaspère.

Der Spiegel. Mais M. Höcke est à la droite de l'AfD.

J. F. Ils sont nombreux, chez les membres de l'AfD et à leur direction, qui parlent et qui pensent comme des nazis. Alexander Gau-

land⁽³⁾ voudrait redonner sa place à « notre pays » et à « notre peuple ». Mais, hé !, est-ce que nous n'avons pas déjà vu ça ? J'espérais que notre société aurait avancé. Pourtant il faut en prendre acte : ils sont là, de nouveau.

Le diagnostic de Joschka Fischer est éloquent ! ●

« TOUS CEUX DE MA GÉNÉRATION, EN ALLEMAGNE, ONT CONNU CES RÉUNIONS DE FAMILLE. IL Y AVAIT LE GRAND-PÈRE NAZI ET L'ONCLE QUI AVAIT ÉTÉ DANS LA S.S., ET QUI SE SINGULARISAIENT PAR CERTAINES EXPRESSIONS. ET VOILÀ QUE CES EXPRESSIONS RÉAPPARAISSENT... »

Joschka Fischer

« *Deutschland erwache aus deinem bösen Traum/ gib dem fremden Juden in deinem Reich kein Raum...* »

« *Allemagne réveille-toi de ton cauchemar/ ne fais pas place dans ton empire au Juif étranger...* »

Les chiffres

Les élections ont donné les résultats suivants :

- CDU 26,3 % (32,5 avec les 6,2 % de la CSU bavaroise) ;
- SPD (socialistes) 20,5 % ;
- AfD 12,6 % (soit 92 députés sur 709) ;
- FDP (libéraux) 10,7 % ;
- Die Linke (l'extrême gauche) 9,2 % ;
- Les Verts 8,9 % ;
- Divers 5 %.

Source : « *Der Spiegel* » n° 43, 21.10.2017, pp. 34-37.

L'AfD, *Alternative für Deutschland*, l'Alternative pour l'Allemagne, nouveau parti né en 2013, entre donc pour la première fois au Bundestag. En force.

Il faut rapprocher le thème par quoi elle se définit – arracher l'Allemagne à son déclin – des anciennes thématiques comme celle du « *Deutschland erwache* », « Allemagne réveille-toi », célèbre chant de propagande de 1937 :

*

1. « *Völkisch* » : mot intraduisible, formé sur « *Volk* », peuple, mais qui ne signifie ni populaire (« *volks-tümlich* »), ni même populiste (« *populist* »). Il date du début du XIX^e siècle – par exemple, chez le philosophe Fichte, à l'époque des « *Discours à la nation allemande* » (1807), texte fondateur pour le nationalisme allemand –, va accompagner, au cours du XIX^e siècle, la montée de ce nationalisme, et finit par devenir un mot-clé de l'antisémitisme nazi. Le mot, après la guerre, est devenu tabou, pour redevenir pertinent dans le contexte « populiste » actuel – qu'il s'agisse de l'AfD, du mouvement antiréfugiés Pegida, ou des différents groupes de la droite extrême.

2. Bjorn Höcke est le président du groupe AfD au parlement de Thuringe depuis 2014. Volontiers négationniste, voire plus, il peut citer, par exemple, dans une manifestation à Erfurt, à mots à peine déguisés, le discours du 30 janvier 1939 d'Hitler : « *Nous leur ferons rentrer le rire dans la gorge.* »

3. Alexander Gauland est le président actuel de l'AfD.

BIRMANIE

Génocide au pays d'un Nobel de la paix

En Birmanie, le pays le moins développé et le plus religieux de l'Asie du Sud-Est, où le bouddhisme est la religion d'Etat, le nettoyage ethnique des Rohingyas au nom de « la défense de la race et de la religion contre l'expansionnisme musulman » est un crime contre l'humanité.

Marie Pia Garnier



1. Pour en savoir plus sur le visage bouddhiste de la terreur, voir le documentaire glaçant de Barbet Schroeder, « *Le Vénérable W* ».

2. L'attitude de ce prix Nobel de la paix en 1991 reste un mystère. Figure de l'opposition à la junte militaire qui détient encore 25 % du pouvoir (dont l'armée), elle est pourtant, *de facto*, chef du gouvernement. Pour son peuple, elle est « *comme une mère, une reine mythologique, défenseuse du bouddhisme* » (D. Camroux, Sciences po Ceri).

Elle a constamment refusé la terminologie de nettoyage ethnique, et accuse les médias de mettre de l'huile sur le feu : « *un énorme iceberg de désinformation* ».

Une pétition internationale pour la déchoir de son Nobel a recueilli plus de 400 000 signatures, bien moins aujourd'hui que de Rohingyas exilés ; quant au nombre de violés, tués, internés en Birmanie, personne ne sait.

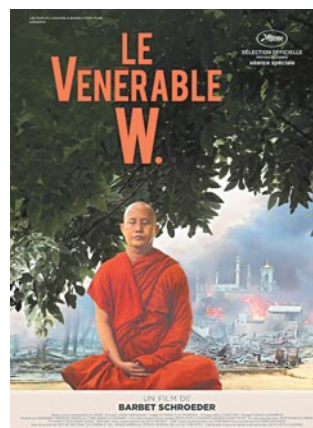
3. Une information fiable sur cette question : <http://www.un.org/french/newscentre/>

Rien n'est simple à comprendre dans la crise rohingya. Cette petite ethnie musulmane (1,1 million environ, soit moins de 5 % de la population), vivant principalement dans le Sud-Ouest de la Birmanie, s'est vue refuser, en 1982, la nationalité birmane. Depuis, de spoliations en campagnes d'épuration, c'est l'escalade des violences et l'exode massif (546 000 personnes, dont 300 000 depuis la fin août).

Dans un pays de tradition militaire isolationniste, toujours aussi peu ouvert aux associations humanitaires et à la presse étrangères, pouvoir aider les populations est compliqué. Une grande partie de ce que l'on sait de l'escalade génocidaire de ces derniers mois repose donc sur les témoignages dramatiques de réfugiés ayant fui, principalement au Bangladesh, mais aussi en Malaisie et en Thaïlande.

INFORMATION DÉSINFORMATION

Un exemple concret de la complexité à décrypter toute information, c'est le massacre, en septembre, de 48 villageois hindous dans la région de l'Arakan, dans l'Ouest du pays, où la grande majorité des exactions se déroulent. Le gouvernement birman accuse la rébellion armée rohingya, dont ils affirment qu'elle est soutenue par les Saoudiens, le Pakistan et un Bangladesh voisin, qui s'est considérablement radicalisé ces dernières années. L'Arsa (Arakan Rohingya Salvation Army), dirigée par Ata Ullah, dément, parle de manipulation de l'information et réfute toute interférence étrangère.



Pourtant, il suffit de se pencher deux minutes sur la multitude d'articles sortis sur le sujet pour comprendre à quel point la peur de la menace islamiste, qui ferait de l'Arakan un nouveau Cachemire, voire une nouvelle Tchétchénie, s'infiltrait doucement dans les esprits.

« AUNG SAN SUU KYI⁽²⁾, ICÔNE MONDIALE DES PACIFISTES, S'EST ENFERMÉE DANS UN QUASI-DÉNI TOUT À FAIT CRIMINEL. »

Ainsi, les cartes sont brouillées et le nettoyage ethnique peut continuer sous le regard lointain de caméras satellites espionnes, qui seules arrivent parfois à filmer des forces de sécurité et des milices bouddhistes en train d'incendier les villages Rohingyas et exterminer leurs habitants.

L'ESCALADE GÉNOCIDAIRE AU NOM DE LA RELIGION

Dans un pays bouddhiste à 90 %, et qui compte officiellement 135 ethnies recensées, celle des

Rohingyas, présentée comme une minorité bengalienne arrivée avec les colonisateurs anglais, est la paria : ce sont des « *envahisseurs musulmans* » en butte à une campagne de haine instrumentalisée par la junte et orchestrée par les moines bouddhistes du Ma Ba Tha, l'organisation de moines ultranationalistes et antimusulmans fanatisés par l'honorable W (Ashin Wirathu⁽¹⁾) : « *Bouddha a dit que nous devons protéger notre pays. Je pense que c'est de la responsabilité des moines de défendre l'identité nationale.* » Ainsi le bouddhisme, que tant de libres esprits – quel bobo n'a pas chez soi son bouddha ? – croyaient être la philosophie spirituelle propre à nous conduire sur le chemin de la paix et de la lumière, montre ici sa brutalité. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, Aung San Suu Kyi⁽²⁾, icône mondiale des pacifistes, n'est pas, depuis son accession au pouvoir en 2006, la grande figure politique et morale sur laquelle cette minorité persécutée aurait pu compter. En dépit des appels répétés des dirigeants internationaux et de l'indignation publique d'autres Nobel comme le Dalaï-Lama, Malala Yousafzai ou Desmond Tutu, elle distille des propos creux et s'est enfermée dans un quasi-

déni tout à fait criminel : « *Il y a plus de 50 % des villages [dans les zones touchées] qui sont intacts... Nous voulons que prenne fin la souffrance de tous...* » (19 sept 2017). Certes, mais peut-elle encore arrêter ce génocide en pays clos et rapatrier les exilés qui survivent, dénués de tout, dans des camps de fortune ? Pèsera-t-elle enfin de tout son poids pour que leur soit enfin accordée la nationalité birmane et contenir un incendie qui, au nom du Bouddha contre Allah, menace d'embraser toute la région ? ●



CE GRAND RENDEZ-VOUS NATIONAL DE LA LICRA A TENU TOUTES SES PROMESSES, AVEC LE PLAISIR D'ÉCHANGER ET DE SE RETROUVER ENTRE MILITANTS.

© Guillaume Krebs

Le retour d'un religieux qui... n'était jamais parti

En ouverture des universités d'automne, les sociologues Dominique Schnapper et Danièle Hervieu-Léger sont venues nous parler de l'état de santé de notre laïcité. Antoine Spire modérait ce débat.

Marie Pia Garnier

Un sondage Licra/OpinionWay d'octobre 2017 sur « *les Français et la place des religions* » montre notamment que 35 % d'entre nous pensent aujourd'hui que le religieux s'infiltré de plus en plus dans notre société.

LES CROYANTS SONT... DES MINORITÉS

Sur ce point, nos deux sociologues invitées sont catégoriques : « *Il s'agit d'une illusion d'optique !* » Les croyants sont une minorité, ou plutôt des minorités, qui affichent actuellement leur singularité de façon de plus en plus visible. Cette « *hystérisation des identités ethnico-religieuses* » est cependant le signe d'une pathologie

qui s'attaque à notre principe de laïcité régi par la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat (eh oui, ce *des* fait partie de notre ADN). Envisager aujourd'hui la modification de cette loi, comme l'expriment 50 % des interrogés dans le sondage Licra/OpinionWay, serait « *comme ouvrir la boîte de Pandore* ».

Danièle Hervieu-Léger évoque « *une France encore peu habituée au pluralisme religieux, conduisant certains groupes à avoir des comportements prosélytes* ». Et, justement, ce prosélytisme, qui se voit comme le nez au milieu du pays et qui nous inquiète tant quand il touche à l'école, aux hôpitaux, à la parité..., montre

le recul et l'affaiblissement d'un Etat censé ouvrir des horizons, mais qui peine à gérer les échecs sociaux de toute une partie de sa population.

Or, « *la religion n'est pas réductible à la seule croyance. C'est un dispositif qui construit un rapport au monde, fabrique de la continuité, et fait à tous la promesse d'un accomplissement* », souligne Danièle Hervieu-Léger. Un Etat qui ne soutient pas assez ses républicains modérés, aussi – « *nos intellectuels musulmans qui travaillent sur une évolution moderne du dogme, par exemple* » (DS) –, et qui vacille sur ses principes fondamentaux pour éviter les conflits, ouvre donc logique-

† L'atelier éducation des Universités d'automne.

LE HAVRE

Double anniversaire

Luc Lemonnier, maire du Havre, et Alain Jakubowicz ont souligné, lors de la traditionnelle réception du samedi soir à l'hôtel de ville, que la Licra et la cité portuaire, fondée il y a tout juste cinq cents ans, célébraient leur anniversaire au même moment.

Le président sortant de notre association a rappelé la proximité de l'ancien maire, devenu Premier ministre, Edouard Philippe, avec la Licra, qu'il a accueillie fraternellement à six reprises pour ses universités.

ment le champ à « un vocabulaire religieux qui est là pour donner un sens aux échecs sociaux » (DS).

La laïcité est confrontée à la perte du grand récit national et au délitement du maillage associatif et politique sur le terrain.

Si « la laïcité, c'est un dispositif normatif et narratif entre lesquels il y a un lien » (D. Hervieu-Léger), ce principe de laïcité « est actuellement confronté à la perte du grand récit national » (D. Schnapper). Laisser la transmission de ce contenu narratif s'appauvrir, ne plus ouvrir d'horizons alors que la République est « mal équipée et mal adaptée aux nouveaux modes de communication », c'est laisser s'immiscer dans les esprits – nos jeunes esprits, surtout – un empire supranational du fantasme (complotisme, fake news...) qui provoque « l'augmentation de la crédulité et le recul du principe de la raison, tout simplement ! » (DS) L'Etat a, bien sûr, un rôle majeur à jouer en matière de transmission de nos valeurs républicaines, mais aussi en matière d'« accommodements raisonnables » – qui cessent de l'être quand ils deviennent la règle. « Pour ne pas lâcher sur des principes fondamentaux, il faut savoir lâcher sur des petites choses » (DHL). En clair, ne pas figer la laïcité en une pensée intégriste de plus.

Parallèlement, les partis politiques et les associations comme la Licra doivent réinvestir massivement la société, pour aider à « retisser du lien républicain » sur un terrain souvent laissé aux seules mains des religieux et des idéologies politiques extrémistes.

Il s'agit donc ici d'un nouveau chantier de proximité, à mettre en route sans relativisme ni laxisme, pour remédier à l'inquiétante déculturation politique et culturelle qui est à la source de tant de crispations identitaires. Car « l'apprentissage du respect de l'autre, ça ne va pas de soi » (D. Schnapper). •

INTERVENANTES



Dominique Schnapper, sociologue, est spécialiste de l'identité et de l'intégration. Ancien membre du Conseil constitutionnel, elle est directrice de l'EHESS depuis 1981 et présidente du Musée d'art et d'histoire du judaïsme. Elle a reçu, en 2002, le prix de la fondation Balzan pour l'ensemble de son œuvre, et le prix du livre politique en 2007 pour « *Qu'est ce que l'intégration* ». Parus en 2016 : « *La République aux 100 cultures* » et « *Réflexions sur l'antisémitisme* ».



Danielle Hervieu-Léger, sociologue, est spécialiste des religions. Ancienne présidente de l'EHESS, elle est actuellement directrice d'études. « *Le Temps des moines* » (2017) présente une analyse du changement religieux à travers une enquête sociologique sur le monarchisme.

Prendre la mesure des phénomènes religieux

Cinq ateliers de réflexion avec des professionnels ont eu pour thèmes l'éducation, la santé, les entreprises, le sport et le service public. Et deux tables rondes s'interrogeaient respectivement sur l'opportunité des revendications communautaires et l'équilibre entre interventions judiciaires et actions militantes.

Raphaël Roze

UNIVERSITÉ D'AUTOMNE : LES ATELIERS

L'ÉDUCATION AUX COMMANDES

L'atelier le plus suivi était consacré à l'éducation. Il a accueilli Bernard Ravet, ancien chef d'établissements difficiles de l'agglomération marseillaise et auteur d'un ouvrage choc : « *Principal de collège ou imam de la République* ⁽¹⁾ ? » Il y décrit notamment les ravages de l'antisémitisme dans les écoles où la majorité des élèves est d'origine maghrébine.

Pour Bernard Ravet, les « accommodements raisonnables » entre pratiques culturelles et laïcité, mis en avant la veille par les sociologues Dominique Schnapper et Danièle Hervieu-Léger, sont « intenables » dans certaines zones : « Dans mes classes, a-t-il expliqué, je n'avais d'autre option que taper du poing sur la table. "Ici", disais-je aux enfants, "c'est une sorte de mosquée. Vous devez m'obéir comme vous obéissez à Dieu là-bas. Sauf que ma charia, c'est liberté, égalité, fraternité". »

Il a ajouté qu'en rencontrant le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, à l'occasion de la sortie de son livre, il a été agréablement surpris par l'intransigeance de son interlocuteur en matière de laïcité. « Il n'empêche que la France a changé et que tout est à réinventer », a-t-il conclu.

Alain David, de la Licra de Dijon, a témoigné sur les interventions de notre association dans les écoles. « Comment répondre aux

élèves qui nous interpellent en nous demandant si nous sommes du côté des juifs ? », s'est-il interrogé avec amertume.

Une problématique que Jean Natiez, enseignant et membre actif de la section de Nantes, a voulu relativiser en ces termes : « Evitons de bouffer du musulman comme autrefois on bouffait du curé dans les dîners républicains. Replaçons les choses dans leur contexte : il existe des dizaines de milliers d'établissements primaires dans ce pays, et seuls quelques centaines sont gangrenés par cet antisémitisme insupportable que Bernard Ravet dénonce à juste titre. »

LE LEITMOTIF D'UNE INCULTURE RELIGIEUSE GÉNÉRALISÉE

La question centrale qui a mobilisé les militants au cours des ateliers est l'inculture religieuse généralisée, surtout parmi ceux qui se réclament sur notre sol de tel ou tel fondamentalisme.

Cette méconnaissance liée à un effondrement identitaire est sans doute plus déterminante que la

« EVITONS DE BOUFFER DU MUSULMAN COMME AUTREFOIS ON BOUFFAIT DU CURÉ DANS LES DÎNERS RÉPUBLICAINS. »

Jean Natiez



© Guillaume Krebs

— Guy Konopnicki et Didier Leschi pendant le débat « La République, les religions et la laïcité », le samedi après-midi

« folie » supposée des islamistes, ont estimé des médecins s'exprimant dans le cadre de l'atelier santé.

A la réunion sur les entreprises, on a écouté avec attention Redha Boudjema, directeur de l'antenne havraise de Positive Planet, cette ONG internationale fondée par Jacques Attali, venant en aide aux plus démunis qui souhaitent créer leur propre emploi, notamment par le biais du microcrédit. « Je suis moi-même d'origine algérienne et issu d'un quartier sensible de cette ville, a-t-il indiqué. Ceux qui viennent me trouver sont souvent des jeunes désorientés, incapables de s'insérer dans une structure hiérarchique. Je suis musulman et intégré, mais pour eux, la religion est source de conflits permanents

avec l'environnement. Ils sont sous la coupe des salafistes et ne savent quasiment rien du Coran. En les accompagnant dans leur projet, je tente peu à peu de leur montrer que l'islam ne ressemble pas à l'obscurantisme qu'ils véhiculent. Mais le chemin est long... »

Aadil Bentaïbi, vice-président de la Licra-Picardie, a profité de l'atelier sport pour dénoncer les élus locaux qui « pratiquent le clientélisme et jouent avec le feu en autorisant toutes sortes de dérives communautaristes pour acheter ce qu'ils croient être la paix sociale. Chez moi, à Creil, a-t-il affirmé, notre association est mal vue par la municipalité. La laïcité n'intéresse pas l'équipe en place, et les extrémistes peuvent continuer à entretenir des comportements ra-

cistes et sexistes dans les clubs sportifs. »

Dans la salle où l'on planchait sur l'évolution des services publics, une éducatrice havraise d'origine martiniquaise, Anaïs Gernidos, a raconté de façon poignante sa longue expérience dans des maisons pour handicapés mentaux, forcés parfois par leurs familles d'observer de lourdes prescriptions culturelles – comme le ramadan – sans être en mesure d'en comprendre le sens. « On oblige un autiste à jeûner seul dans une chambre, on le prive de télévision, etc., alors qu'il ne peut accéder à la moindre abstraction d'ordre spirituel, et cela dans une structure laïque – au nom d'une loi absurde de 2002 sur le "respect" des particularités religieuses », a-t-elle rapporté.

HOMMAGE

« Travailler sur le terrain... »

Frédéric Potier, nouveau délégué interministériel à la Dilcrah, a profité de sa venue aux universités pour rendre hommage au président sortant, Alain Jakubowicz, « modèle et référence pour nous tous », a-t-il dit, promettant par ailleurs de « travailler sur le terrain, avec la Licra », et non depuis son seul bureau, pour préparer le plan triennal 2018-2020 dont il a la responsabilité.

Les adieux d'Alain Jakubowicz : émotion et fierté



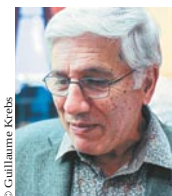
© Guillaume Krebs

Numéro un de la Licra depuis 2010, Alain Jakubowicz n'achève pas son troisième mandat.

« Lassé » par un combat difficile, il a confié les rênes de l'association à son premier vice-président, Mario Stasi, conformément aux statuts – jusqu'au prochain scrutin de mars 2019. En clôturant les Universités pour la

dernière fois, il a rappelé que la Licra demeurerait la seule grande organisation antiraciste universaliste et « le parti de la conscience ». Il a fait référence à sa première campagne pour la présidence, sous l'intitulé « Nos racines sont nos ailes. »

Dans la foulée, il a surtout rendu hommage à la personnalité qui l'a formé, son illustre prédécesseur Jean Pierre-Bloch, à son père et à son grand-père venu d'Allemagne pour fuir le nazisme. Très ému, il a exprimé sa fierté pour le chemin parcouru et pour la renaissance, le 26 septembre, de l'intergroupe Licra de l'Assemblée nationale, qui avait disparu depuis quelques décennies. Il a remercié les



© Guillaume Krebs

militants, et notamment un homme de l'ombre indispensable, qui a tiré sa révérence le même jour : Roger Benguigui, notre secrétaire général sortant.

Mario Stasi a ensuite pris brièvement la parole pour réaffirmer qu'il n'était « pas question, pour nous, d'être de simples commentateurs, mais des acteurs du combat antiraciste. C'est pourquoi ma priorité est désormais de rencontrer nos partenaires naturels que sont les pouvoirs publics, les ministres en particulier », a-t-il annoncé.

LES REVENDEICATIONS COMMUNAUTAIRES

Cette légitimation nouvelle de la foi dans l'espace commun et les revendications communautaires étaient au cœur des interventions du samedi après-midi.

Le journaliste Alexis Lacroix a animé une table ronde réunissant Bernard Ravet, Didier Leschi, président de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii), l'éditorialiste et écrivain Guy Konopnicki, l'enseignante

« MOI, JE SUIS MUSULMAN ET PLEINEMENT CHARLIE. CE N'EST PAS INCOMPATIBLE. »

Amine El Khatmi

en collègue et ex-militante chevènementiste Fatiha Boudjahlat, et Amine El Khatmi, adjoint à la mairie d'Avignon et auteur d'une charge contre l'islamisme intitulée « *Non, je ne me tairai plus* » (chez Lattès).

Fatiha Boudjahlat s'est montrée incisive d'emblée, en fustigeant ceux qui parlent de « *droits culturels* » pour masquer leur volonté de saper le principe de neutralité pédagogique. Chacun a reconnu que les lois divines étaient désormais considérées comme « *supérieures* » aux lois civiles par de nombreux jeunes ignorant l'essentiel des traditions qu'ils sont censés professer.

Bernard Ravet a rappelé qu'on « *parquait* » de facto les musulmans dans certains établissements. « *Le Bondy Blog, Mediapart et l'extrême gauche m'accusent de mensonge quand j'évoque l'impossibilité pour un petit juif d'étudier dans telle ou telle école. Ils sont dans le déni* », a-t-il regretté. Didier Leschi a souligné les dérives du vocabulaire : « *On ne dit plus Marocain ou Algérien, mais "musulman", à propos... d'incroyants*, a-t-il lancé, tandis que l'on juge légitime l'expression d'idées fascistes comme celles

des Indigènes de la République, dont la figure de proue, Houria Bouteldja, se déclare "dégoûtée" par toute forme de métissage ! »

Guy Konopnicki a enfoncé le clou en fustigeant « *une complète inversion des valeurs* » dans des milieux prétendument « *progressistes et réinventeurs du racisme sous forme victimaire* ». « *La laïcité, s'est-il exclamé, serait un système d'oppression colonial et blanc ! Une députée de La France insoumise (NDLR, allusion à Danièle Obono) qualifie les conducteurs de bus refusant de prendre le volant après une femme de simples "sexistes", omettant de dénoncer leur fondamentalisme religieux. Le Collectif contre l'islamophobie nous traite, nous, de racistes...* » Et de conclure : « *En vérité, depuis la grande manifestation républicaine du 11 janvier 2015, l'indignation face au fanatisme recule, et la culpabilisation des victimes prend trop souvent le pas sur la dénonciation des coupables.* »

Dans ces conditions, faut-il « *réarmer* » la loi de 1905 en ne transigeant sur rien, ou au contraire trouver des compromis grâce à un régime concordataire (où les cultes et l'Etat seraient moins... séparés, comme en Alsace-Moselle) étendu au pays dans son ensemble, selon la suggestion de Bernard Ravet ?

Ce dernier, qui souhaite notamment faciliter la formation d'imams compatibles avec l'idéal laïque, estime qu'on « *ne peut plus regarder les choses à l'aune de la moustache de Clemenceau* ». Fatiha Boudjahlat n'est pas d'accord : « *On s'est habitués à respecter les institutions culturelles, à en faire des interlocuteurs incontournables, à la mode nord-américaine, et il faut que cela cesse* », a-t-elle estimé.

Amine El Khatmi a renchéri en ironisant sur « *ceux qui nous appellent les laïcistes, mot qui rime avec extrémistes... Moi, je suis musulman et pleinement Charlie. Ce n'est pas incompatible* ».

Didier Leschi a insisté sur la souf-

france des jeunes modérés qui croient en l'islam mais ne trouvent guère de guides spirituels. Chacun a admis que de nombreux pratiquants demeureraient en quelque sorte otages des salafistes. Abraham Bengio, président de la commission Culture de la Licra, a pris la parole pour souligner que « *six mille élèves apprennent l'arabe dans les établissements publics, alors qu'au moins cinq millions de Français seraient issus du monde musulman. Du coup, où enseigne-t-on surtout cette langue ? A la mosquée. C'est inacceptable !* »

CONTROVERSE

Quant à la table ronde du dimanche matin, animée par Jérémie Peltier, chercheur à la Fondation Jean-Jaurès, elle a été marquée par une controverse entre Anastasia Colosimo, essayiste, auteure des « *Bûchers de la liberté* » (Stock), et... les autres intervenantes : la secrétaire d'Etat à l'Egalité hommes-femmes, Marlène Schiappa, l'ex-élue locale PS Céline Pina, et l'écrivaine Emilie Frèche.

La première a reproché à la Licra un juridisme excessif consistant à poursuivre systématiquement les propos racistes devant les tribunaux. « *Quand la parole est censurée, on passe à l'acte, et c'est pire* », a-t-elle plaidé. Elle s'est aussi prononcée contre les lois mémorielles, qui seraient anti-républicaines car propices à réveiller le communautarisme et « *la surenchère victimaire* ».

Une diatribe peu nuancée, démontrant que l'intolérance peut se lover au cœur même d'une volonté de combattre à tout prix l'essentialisme.

Comme l'a rappelé opportunément Céline Pina, c'est parce que le « *gang des Barbares* » avait entendu dire que les juifs étaient riches qu'Ilan Halimi a été torturé, puis assassiné. « *Le discours précède l'acte en matière de racisme* », a-t-elle précisé. ●

KARAOKÉ ANTIRACISTE

Saturday Nigh Fever

Le karaoké du samedi soir a attiré une centaine de personnes jusqu'à 1 h 15 du matin.

Avec cinq cents à six cents chansons proposées, chacun avait l'embarras du choix. Plusieurs micros circulaient dans la salle et on a entonné en chœur des airs d'hier et d'aujourd'hui, dans une ambiance festive et parfois... survoltée.

Anne Guerrier : Dr Jekyll et Mrs Hyde

Reconnue coupable d'avoir tenu des propos négationnistes et racistes, Anne Guerrier, professeur dans un grand lycée parisien, a été condamnée, le 11 octobre, à une simple peine de principe.

Justine Mattioli

Anne Guerrier, agrégée d'anglais, enseigne depuis dix ans au lycée Janson-de-Sailly, en khâgne – les classes préparatoires littéraires. Dans les murs de cet illustre établissement parisien, des murmures sont devenus rumeur, puis faits avérés : sur son compte Facebook, depuis des années, la professeur aux « 900 amis » – principalement d'anciens élèves – répandait des thèses complotistes, un venin antisémite, tout en glorifiant les paroles d'un Soral ou les actes d'un Dieudonné.

Anne Guerrier n'était pas connue des services de police, elle était « irréprochable » dans le cadre professionnel. Mais tout a basculé à partir de 2012. Son compte Facebook est devenu le creuset de sa haine. Le trouble causé par cette double personnalité a alerté des élèves, qui ont fini par en parler à un autre professeur, qui a prévenu le proviseur.

Courant juillet 2016, le procureur de la République est saisi après un signalement du rectorat. Le 27 juillet, le « *Canard enchaîné* » publie un article et l'affaire est médiatisée. Le proviseur, Patrick Sorin, a rapidement émis un communiqué : « Ces messages sur Facebook ont profondément choqué l'ensemble de la communauté jansonienne et ont porté atteinte à l'honneur et à la dignité de tous les personnels de notre cité scolaire. »

De son côté, le recteur de l'académie de Paris a suspendu Anne Guerrier et a engagé une procédure disciplinaire qui « peut aller jusqu'à la révocation ».

La procédure judiciaire, on peut le regretter, ne va concerner que l'un des nombreux propos nauséabonds, sur Facebook, de l'agregée : « *La Shoah a été prévue et organisée par des juifs.* »

DIATRIBES NOCTURNES

Car l'enseignante, docte le jour,



© Brahmoumama / Wikipedia

se lançait dans des diatribes la nuit.

Morceaux choisis : le 11 mars 2013, « *Mohammed Merah n'a jamais tué personne. Il a été criblé de balles avant de pouvoir le dire. Pour ne pas pouvoir le dire. C'était un petit kéké de banlieue repéré et manipulé par les services secrets à des fins politiques.* » Ou encore, le 10 mars 2016 : « *Trump est un génie, et si j'avais ma carte d'électeur aux EU, je voterais pour lui aux primaires et à l'élection générale [...] Et nos petits bouffons français qui obéissaient jusque-là aux consignes (en gros) de l'Aipac, le lobby juif américain, celui qui soutient cette saleté d'Hillary Clinton, doivent commencer à se poser des questions. En particulier Hollande. Ce juif qui a profité de son appartenance à la communauté pour monter en politique.* »

SUITES JUDICIAIRES

L'audience au tribunal correctionnel de Paris a été fixée au 11 octobre 2017. Or, ce jour-là, Mme Guerrier, en arrêt maladie depuis, n'était pas présente. Dans une salle très clairesemée – le procès Merah se déroulait en même temps –, l'avocat de la prévenue, M^e Philippe Meilhac, se trouve face aux parties civiles : l'UEJF, SOS-Racisme, le BNVCA (Bureau national de vigilance contre

l'antisémitisme), et la Licra.

Sa défense ? Marteler que sa cliente est bipolaire⁽¹⁾ et qu'entre son traitement et son alcoolisme, elle aurait sombré dans la folie. Sabrina Goldman, avocate pour la Licra, relate que M^e Meilhac a demandé, à l'audience, une expertise psychiatrique pour « évaluer si son discernement avait pu être aboli au moment des faits, compte tenu, selon lui, qu'elle était alcoolique à l'époque. On sait qu'elle souffrait à l'époque de troubles bipolaires ».

Elle poursuit : « *Nous avons tous (les parties civiles) considéré qu'elle avait peut-être des problèmes psychologiques, mais qu'ils ne la rendaient pas irresponsable pénalement, que la prise d'alcool n'a jamais été non plus une cause d'irresponsabilité pénale. Nous nous sommes opposés à sa demande, le procureur aussi.* »

LE VERDICT

Le 9 novembre, la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris a rejeté la demande d'expertise psychiatrique de M^e Meilhac. Anne Guerrier a été reconnue coupable « *de négationnisme et de diffamation raciale* ».

Elle a été condamnée à 1 500 euros de dommages et intérêts et à 500 euros de frais de procédure – et ce, pour chaque association partie civile. ●

↑ Cour d'honneur du lycée Janson-de-Sailly

ELITES

Janson-de-Sailly

Situé au cœur du 16^e arrondissement de Paris, le lycée Janson-de-Sailly, a été conçu au XIX^e siècle par l'architecte Charles Laisné. C'est la plus grande cité scolaire de France, et le lycée qui accueille le plus grand nombre de classes préparatoires aux grandes écoles. En 2016, il compte 3 850 élèves, 635 membres du personnel, dont 300 professeurs.



1. Autrefois qualifié de psychose maniaco-dépressive, le trouble bipolaire génère une alternance entre une phase maniaque (euphorie, excitation, hyperactivité...) et une phase dépressive.

FOOTBALL

FARE Play

Du 5 au 19 octobre, les semaines FARE (Football Against Racism in Europe) ont mobilisé les sections Licra.

Justine Mattioli



La Licra Marseille Métropole a organisé un tournoi mixte de futsal avec le lycée Saint-Exupéry Marseille.

« LE RÉSEAU F.A.R.E. REGROUPE PLUS DE 150 MEMBRES DANS PLUS DE 37 PAYS EUROPÉENS. »

L'un des vecteurs de sensibilisation aux discriminations auprès des jeunes est sans nul doute le sport, le football étant le plus populaire dans le monde. Fare est un réseau qui regroupe plus de « 150 membres dans plus de 37 pays européens ». Les actions de la Licra, loin d'être monotones et semblables, reflètent l'imagination et l'investissement d'un réseau de bénévoles toujours plus engagés dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

L'ÉTHIQUE COMME GARDIEN DE BUT

Le 7 octobre, la section de Roanne a inauguré ces semaines sportives en remettant des prix du Fair-Play, à la mairie de Saint-Symphorien-de-Lay (42), aux équipes qui s'étaient affrontées lors de la coupe du Roannais de football en juin 2017. Ont été récompensées celles qui se sont distinguées sur le plan éthique. Une manière astucieuse d'administrer une petite piqure de rappel sur les discriminations qui subsistent malheureusement dans le sport.

PLACE AU CINÉMA

Le lycée Doisneau de Vaulx-en-Velin a accueilli, le 11 octobre, des rencontres entre les lycéens et des membres de la Licra Auvergne-

Rhône-Alpes. Pour ne pas se contenter de faire bouger les pieds et le corps mais solliciter également l'esprit critique, un ciné-débat a été organisé, avec la projection du documentaire « *Le Temps d'une étreinte* », célébrant l'accolade d'amitié, aux JO de Berlin en 1936, entre l'athlète afro-américain Jesse Owens (quatre médailles d'or) et l'Allemand Luz Long. Belle entrée en matière pour un débat sur les mécanismes du racisme ! Le lycée a également affiché l'exposition Licra « *Des Noirs dans les Bleus* », qui célèbre la diversité dans l'équipe de France de football.

LE STADE POUR TERRE D'ASILE

Limoges n'est pas réputée seulement pour sa céramique et sa tradition bouchère, il y a aussi une section Licra ! Le 11 octobre, les militants se sont associés au Centre d'accueil et d'orientation (CAO) pour les migrants, et ont tout bonnement organisé un tournoi de football au stade d'Argenton-sur-Creuse (36). Les équipes mêlaient des demandeurs d'asile et des habitants des villes et villages alentour.

Strasbourg est très connue pour son équipe de futsal. La section avait donc organisé, le 15 octo-

bre, un tournoi entre le Racing Club de Strasbourg et quatre-vingt-dix réfugiés.

A Marseille, c'est le lycée Saint-Exupéry qui a organisé, le 19 octobre, des ateliers autour du football, mêlant enfants et adolescents issus de différents quartiers. Clou du spectacle pour les grands et les petits, un joueur de l'OM a encadré des rencontres sportives. Echanges de balle et d'arguments sur le « vivre ensemble », les causes du racisme, etc.

DES MATCHS POUR LES 8-15 ANS

Le 21 octobre, la section de Châlons-en-Champagne et la pétillante Nelly Beaufort avaient aussi prévu un tournoi de football. Ce sont des centaines d'enfants âgés de 8 à 15 ans, en provenance de tout le département de la Marne (51), qui ont pu tâter la balle et se rencontrer.

Sur la riviera, le 22 octobre, il fallait compter sur la section de Nice, qui avait lancé un beau tournoi au complexe sportif de la Lauvette, avec trois ateliers tenus par leurs militants pour aiguïser le sens civique de chacun, surtout des plus jeunes.

UNE CONVENTION RENOUVELÉE

Dijon a vaillamment clôturé les compétitions footballistiques en invitant une équipe professionnelle, le Dijon Football Côte-d'Or (DFCO). L'événement a été l'occasion de renouveler la convention entre le club et la Licra.

S'il est perçu trop souvent comme un simple jeu de balle, indécemment par les sommes spectaculaires qu'il brasse, le football possède néanmoins une remarquable force de rassemblement. Il s'agit donc d'une réelle opportunité pour les sections de pouvoir organiser rencontres et débats entre des populations qui ne se fréquentent guère. ●

L'universalisme comme recours contre le racisme

Divisée, la lutte contre les discriminations serait improductive, avec d'un côté les organisations « généralistes », et de l'autre les structures « communautaires ». Si l'époque est marquée par « l'entre-soi », l'universalisme semble toujours la meilleure arme contre les incompatibilités.

Alain Lewkowicz

Il y a eu Joséphine Baker, engagée dans la lutte contre le racisme aux Etats-Unis, soutenant le mouvement pour les droits civiques de Martin Luther King, et puis le sénateur radical de gauche descendant d'esclave, Pierre Monnerville. Tous deux sont devenus des figures emblématiques de la Licra, sans pour autant faire des émules au sein de la communauté noire, peu disposée à prendre du galon dans les instances dirigeantes de l'actuelle Licra, malgré la volonté de la Ligue de les faire entrer par la grande porte de l'universalisme.

Certes, la question du racisme anti-Blanc, qui s'est posée conjoncturellement, a pu en refroidir plus d'un, mais la raison de leur absence semble plus profonde. « S'il y a beaucoup de personnes noires, et depuis longtemps, dans les organisations généralistes comme la Ligue des droits de l'homme, il n'y en a pas dans les instances de la Licra, parce qu'elle n'apparaît pas comme mobilisée sur les questions qui les intéressent au premier chef », explique l'historien Pap Ndiaye, professeur à Sciences po Paris, auteur d'un ouvrage sur la condition noire en France et d'un article publié dans « *Le Monde* » en juin 2017, où il dénonce les controverses qui affaiblissent les combats contre le racisme menés par les différents mouvements en charge de cette lutte.

Le Festival décolonial

Pour Pap Ndiaye, il ne fallait pas organiser de Festival décolonial. « Par les temps qui courent, pas besoin de se créer de nouveaux adversaires ; il y en a déjà suffisamment. Sur le fond, je n'ai pas de doute que ces jeunes femmes sont des démocrates, ouvertes et mues par de bonnes intentions... Je ne dirai pas la même chose à propos des Indigènes. »

DES FERMENTS DE DIVISION

S'il ne s'agit pas là, pour l'universitaire, d'opposer l'universalité de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme – colonne vertébrale de la Licra, qui se refuse à réduire les individus à leur origine ethnique ou religieuse – aux luttes plus circonscrites, parfois identitaires, « elles sont toutefois suspectées d'introduire des ferments de division et de remettre en cause les principes universalistes », poursuit Pap Ndiaye.

mieux viser les torts et les méfaits fondés sur elles. Les associations particularisées (féministes, homos, juifs, musulmans, Noirs, Arabes, etc.) ont des compétences et des réseaux que n'ont pas les associations généralistes. Mais ces associations spécialisées doivent veiller à ne pas s'enfermer dans des luttes exclusives. Tout l'enjeu, pour elles, est de conserver leurs compétences spécialisées, tout en s'ouvrant et en montrant de l'empathie pour les autres causes », précise Pap Ndiaye.

« TOUT L'ENJEU, POUR LES ASSOCIATIONS "PARTICULARISÉES", EST DE CONSERVER LEURS COMPÉTENCES SPÉCIALISÉES, TOUT EN S'OUVRANT ET EN MONTRANT DE L'EMPATHIE POUR LES AUTRES CAUSES. »

Pap Ndiaye



1 Paris le 7 décembre 2013, 30^e anniversaire de la Marche pour l'égalité et contre le racisme.

L'EMPATHIE

L'empathie. Telle est la question. Si vous demandez à un Français ce qu'il pense de Luther King, il vous dira que c'était un homme formidable. Mais si vous dites la même chose que Luther King en France, on vous accusera de communautarisme et de racisme. La Licra, facilement et faussement suspectée d'être centrée sur la lutte contre l'antisémitisme, devra redoubler d'empathie pour sortir d'un dogme exclusif dans laquelle on voudrait l'enfermer. Mais n'est-ce pas là le lot de tous et de chacun que de manifester de l'empathie pour ce qui n'est pas soi, afin de devenir universaliste ? ●

REPÈRES

Pap Ndiaye

Historien, professeur à l'IEP Paris, ses travaux portent sur la question noire, les discours et pratiques de discrimination raciale en France et en Amérique. Il a notamment publié « *Les Noirs américains : en marche pour l'égalité* », coll. « Découvertes Gallimard ».

« *Moi, la mort je l'aime comme vous aimez la vie* », la pièce de Mohamed Kacimi, jouée en juillet 2017 à Avignon, a suscité une vive polémique, attisée par le refus de programmation de la « *Lettre...* » de Charb. Pétitions et demandes d'interdiction ont occupé la scène médiatique, prenant le théâtre en otage du débat sur une prétendue « islamophobie ».

Justine Mattioli, avec les contributions

d'Abraham Bengio et d'Antoine Spire

MOHAMED KACIMI

« *Moi, la mort, je l'aime, comme vous aimez la vie* ».

Le 17 juillet 2012, « *Libération* » publie la transcription de 4 heures d'entretiens entre la police et Mohamed Merah, abattu par le Raid, le 22 mars 2012 à Toulouse, au terme de 32 heures de négociations. Peu après, Mohamed Kacimi s'inspire de ce verbatim pour rédiger « *Moi, la mort, je l'aime, comme vous aimez la vie* ».



↓ Mohamed Kacimi en 2017.

CHARB/DUMONT

« *Lettre aux escrocs...* »

Le 5 janvier 2015, Charb, rédacteur en chef de « *Charlie Hebdo* », termine une « *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes* ». Deux jours plus tard, il est le premier à tomber sous les balles des frères Kouachi. Le livre est publié peu après, à titre posthume. En 2017, le metteur en scène Gérard Dumont propose une lecture de ce texte, accompagnée de projections de dessins et de vidéos. À Avignon, le Théâtre de la Manufacture ne retient pas le projet.

CHARB, KACIMI : LE THÉÂTRE PRIS EN OTAGE



© Arnaud Bertereau/Agence Mona

Poète, dramaturge engagé et romancier, Mohamed Kacimi a écrit « *Moi, la mort, je l'aime comme vous aimez la vie* » au lendemain des attentats de Toulouse, à partir du verbatim de la conversation entre Merah et un agent de la DCRI, publié par « *Libération* » en 2012.

« *J'ai écrit cette pièce à la demande de Jean-Pierre Martinelli, alors directeur du théâtre des Amandiers* », rappelle Mohamed Kacimi. Des représentations ont eu lieu le 29 juillet 2015 au festival de Nava, à Limoux, puis au théâtre de la Loge, à Paris, du 11 au 13 novembre 2015.

En 2017, le théâtre de la Manufacture programme à nouveau la pièce durant le Off du festival d'Avignon, du 6 au 11 juillet⁽¹⁾. La mise en scène de Yohan Manca est minimaliste : deux personnes séparées par une cloison discutent. Une frontière ma-

térielle et symbolique entre le bien et le mal. Le choix de la sobriété renforce l'intensité du moment et permet de comprendre ce qui s'est joué ce jour-là.

DE LA RUMEUR...

Une onde de choc s'est abattue sur l'équipe après le 11 juillet. Si aucune manifestation de désapprobation ou de haine n'avait émaillé les représentations, la rumeur, elle, a joué son rôle de désinformation et de sape. « *Une pétition a circulé depuis Avignon pour demander l'interdiction de la pièce. Une plainte a été déposée, le 16 juillet, au TGI de Paris pour apologie du terrorisme par le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme. Le 19 juillet, la ministre de la Culture israélienne, Miri Regev, membre du Likoud, a écrit une lettre à son homologue française, Françoise Nyssen, pour lui demander*

l'interdiction de ma pièce », raconte Mohamed Kacimi.

Les médias relaient l'information, des journalistes de « *Marianne* », du « *Figarovox* », de « *Valeurs actuelles* » ou de « *Médiapart* » se fendent de billets sur la pièce, une fourmière s'active pour affirmer que cet auteur « *algérien* », qui en plus s'appelle Mohamed, a écrit un texte compatissant et bienveillant envers Merah.

Déversement de haine sur les réseaux sociaux, lettres d'injures, menaces de mort sont le quotidien de Pascal Keiser, président du théâtre de la Manufacture, et de Mohamed Kacimi.

Dans sa note d'intention, le metteur en scène Yohan Manca se demande : « *Est-il trop tôt pour se souvenir, pour s'interroger, pour essayer de comprendre ?* »... On peut raisonnablement se dire que oui. Le théâtre est un univers de

réflexion, de questionnements, un outil de mise à distance, d'introspection.

Pour cette pièce, le rejet est comme est un réflexe pavlovien lié au stimulus émotionnel uniquement. Comme le rappellent Mohamed Kacimi et Pascal Keiser, la plupart des détracteurs n'ont même pas vu la pièce ! Ces critiques véhémentes sont basées sur des rumeurs, du vent.

...À LA RÉALITÉ

Que nous raconte la pièce ? Après s'être procuré le texte, ce qu'auraient pu faire tous nos valeureux confrères, et sans être un éminent critique littéraire, il apparaît que celle-ci relate un échange factuel entre Momo, 23 ans, et un policier, 30 ans. Il s'agit bien de la dernière communication de Merah avant sa mort. Des échanges courts, qui contribuent à la tension de ces ultimes moments où la DCRI tente d'interpeller Merah, retranché dans son appartement.

André Markowicz⁽²⁾, traducteur et poète, s'interroge : « *D'abord, tout ce qui est dans cette pièce est connu [...] Ce qui est stupéfiant, [...] c'est la teneur de cette conversation – et le portrait de Merah qui s'en dégage. Le portrait d'un homme qui, non, n'est pas un zombie, un automate, mais justement, un homme – un être humain, ce qui le rend d'autant plus monstrueux.* » Il poursuit : « *Le fun dans la vie, pour Merah, c'est les armes, les motos et les Simpson. C'était un homme d'une bêtise, d'une brutalité primales, absolues. Un monument de crétinerie – mais c'était un homme. Je veux dire qu'il n'était pas un monstre, et c'est justement ça qui le rend si terrible.* »

LA BANALITÉ DE LA VIOLENCE

Momo : « *Que je sois tué ou que je sois arrêté, j'aurai accompli mon devoir, je suis quelqu'un de déterminé, j'ai pas fait ça pour me laisser attraper. Là, on est en train de négocier. Après, en dehors des négociations, n'oublie pas que j'ai les armes à la main.*

BIOGRAPHIE

Mohamed Kacimi

est né en 1955 à El Hamel (Algérie), dans une famille de théologiens. Il fréquente l'école coranique, puis parcourt l'Algérie au gré des mutations de son père, inspecteur de l'Éducation nationale. Il découvre Rimbaud, les surréalistes, et décide d'écrire – en français. C'est en 1982 qu'il quitte son pays pour Paris. En 1987, il publie son premier roman « *Le Mouchoir* » (éd. L'Harmattan). Il écrit également des pièces de théâtre, dont « *La Table de l'éternité* » (mise en scène Isabelle Starkier, Festival d'Avignon 2014) et « *Holy Land* » (mise en scène Tracy Cameron Francis, Broadway, NY, 2014).

Je sais qu'est-ce qui va se passer. Je sais comment vous opérez pour intervenir. Je sais que vous risquez de m'abattre, c'est un risque que je prends. Sachez qu'en face de vous, vous avez un homme qui n'a pas peur de la mort. Moi, la mort, je l'aime comme vous vous aimez la vie. » Est-ce là une apologie du terrorisme ou du meurtre ? Tout au long de la discussion entre Momo et le policier, le spectateur se rend compte de la terrible vérité : la banalité de la violence, le basculement de Merah, sa radicalisation en prison et son passage à l'acte.

C'est une piqûre de rappel qu'effectue Mohamed Kacimi, et non une apologie : l'endoctrinement, la radicalisation touchent la jeunesse d'aujourd'hui. Ce ne sont pas des cas à part, des fous sanguinaires ; avant d'être des assassins, ce sont des jeunes gens.

LE REFUS DE LA PIÈCE DE CHARB

Dans cette affaire ubuesque, il manque un aspect : la pièce de Charb.

Pascal Keiser, directeur de la Manufacture, dit qu'il n'a pas retenu le texte posthume « *Lettre aux*

refusée également par L'Entre-pôt, a finalement été jouée, du 14 au 18 juillet, au Théâtre de L'Oulle.

Beaucoup ont qualifié les refus des théâtres de « *censure sécuritaire* », et les journalistes n'ont pas cherché à démêler l'imaginaire de la réalité.

La pièce de Charb est une remarquable réflexion pédagogique sur la façon dont les islamistes jouent la victimisation pour séduire une opinion publique mal informée. Dans ce texte, Charb témoigne de son inquiétude de voir la lutte antiraciste remplacée par une lutte pour la protection et la promotion d'une religion. Le terme « islamophobie » laisse entendre qu'il est plus grave de détester l'islam, c'est-à-dire un courant de pensée parfaitement critiquable, que les musulmans.

« *Le hasard*, disait Antoine-Augustin Cournot, *est la rencontre de deux séries causales indépendantes.* » Ici, la rencontre se produit en 2017, à la Manufacture, à Avignon. La pièce de Mohamed Kacimi est programmée dans le cadre du Festival off, cependant que la lecture de la « *Lettre de Charb* », proposée par Gérard Dumont, est refusée.

C'est ainsi qu'éclate un véritable scandale autour de « *Moi, la mort, je l'aime...* », dont les représentations n'avaient suscité jusque-là aucune objection.

Dans la mesure où la pièce de Mohamed Kacimi est tout sauf une apologie du terrorisme, et que, d'autre part, la liberté de programmation doit être à tout prix préservée, on ne saisis pas bien ce qu'on pourrait reprocher à la Manufacture, et *a fortiori* à Mohamed Kacimi. Ils sont à nos yeux les victimes de la rencontre de deux séries causales.

Raisonnements apocryphes, absence de travail journalistique, rumeurs... sont les ingrédients à l'origine de cette polémique.

Le procès d'intention à l'encontre de MM. Kacimi et Keiser est un soufflé : une fois percé il s'écroule lamentablement. ●

« LE TERME "ISLAMOPHOBIE" LAISSE ENTENDRE QU'IL EST PLUS GRAVE DE DÉTESTER L'ISLAM, C'EST-À-DIRE UN COURANT DE PENSÉE PARFAITEMENT CRITQUABLE, QUE LES MUSULMANS.



1. Mise en scène Yohan Manca, avec Yohan Manca (Momo) et Charles Van de Vyver (le policier). Production du Centre dramatique national de Normandie-Rouen, coproduction de la Compagnie Exil65, avec le soutien de l'Odia Normandie.

2. André Markowicz, « *La querelle faite à Mohamed Kacimi* ».

escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes », de Charb, mis en scène et joué par le Lillois Gérard Dumont, parce qu'il lui manquait des informations sur le spectacle – il les avait demandées, mais jamais obtenues.

Ce que conteste Gérard Dumont, qui affirme que « *la Manufacture n'a, pour le moins, pas fait beaucoup d'efforts pour en savoir plus sur le spectacle. J'aurais été très heureux de répondre à leurs sollicitations, si seulement, et malgré mes très nombreuses relances, j'avais eu le plaisir de les recevoir.* » La pièce de Dumont,

La lettre posthume de Charb

Marika Bret, DRH de « *Charlie Hebdo* », accompagne le metteur en scène lillois Gérald Dumont et le Théâtre K, qui présentent la pièce posthume de Charb « *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes* ». La pièce se joue dans les écoles et dans les lycées, devant une jeunesse attentive. Rencontre avec Marika Bret.

Propos recueillis par Isabelle Kersimon

Marika Bret. En tant que « *Charlie* », je vais dans les écoles depuis 2015 pour expliquer qui nous sommes et répondre aux questions légitimes de tous ces jeunes qui, dès le 7 janvier, ont envoyé des dessins à la rédaction.

Gérald voulait adresser les mots de Charb en priorité à la jeunesse, car le texte est ultra-pédagogique et accessible dès le collège.

Nous allons aussi dans les centres sociaux, où les paroles échangées sont rapportées par les enfants à leurs mères. C'est très important.

DDV. Charlie, en vrai, un choc salutaire...

M.B. Le fait que quelqu'un de « *Charlie Hebdo* » vienne à leur rencontre les bouleverse. Il y a un immense respect, et un immense hiatus entre les propos tenus sur les réseaux sociaux et les réalités.

Pendant le spectacle de Gérald, l'émotion les étreint immédiatement, car une diapo rappelle que ce texte a été finalisé le 5 janvier 2015, deux jours avant la tuerie.

REPÈRES

Charb, texte posthume :

« *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes* ».

↑ Gérald Dumont dans son adaptation de la « *Lettre aux escrocs...* »



Ils découvrent que Charb est mort pour s'être engagé sur les valeurs de notre République. Ils sont saisis, très attentifs.

DDV. Aucune victime coupable...

M.B. Ils évoquent aussi les attentats du 13 novembre, qui ont touché à des activités qu'ils pratiquent : aller voir un match de foot, se rendre à un concert, se retrouver entre potes à une terrasse de café. Depuis, ils se posent de nouvelles questions : pourquoi des terroristes agissant au nom de l'islam et au nom d'Allah vont-ils commettre ces attentats ?

L'interpellation est profonde. Ils comprennent que ce sont bien nos libertés qui sont visées par un projet politique.

Ils comprennent que ce n'est pas Charlie qui « jette de l'huile sur le feu », une idée qui a été tellement longtemps répandue par les médias – et, malheureusement, trop souvent, pendant trop longtemps, adoptée par certains de leurs professeurs.

DDV. Les thèmes qui ébranlent...

M.B. Sans surprise, on constate une grande confusion entre ce qu'est la laïcité et ce qu'est l'athéisme.

Souvent, aussi, on est confronté

au thème des deux poids, deux mesures : pourquoi défendre « *Charlie* » et pas Dieudonné ? En Belgique, je parlais du procès Merah, rappelant que, pour la première fois depuis la Shoah, des enfants juifs avaient été tués parce que juifs. Une jeune lycéenne est venue me dire qu'elle ne savait pas cela. Elle était bouleversée. La théorie du complot est aussi très présente.

Le dessin de Riss sur le petit Aylan leur pose aussi beaucoup de questions. Je leur explique qu'on est en train de parler de l'Europe, des réfugiés.

DDV. L'éveil politique des consciences...

M.B. On demande aux enseignants de préparer notre intervention, de raconter l'histoire de « *Charlie* », de Cavanna à nos jours. Ils ne peuvent pas arriver sans connaître non plus l'histoire de la satire en France : Rabelais, Daumier, etc.

Au-delà de l'inévitable impact émotionnel, leur conscience politique s'éveille. Ce pourquoi aussi j'ai été atterrée par des annulations. On ne peut pas débattre publiquement parce que, dans le titre, il y a le mot « islamophobie » ? Je ne me décourage pas, mais il faudrait que l'on soit des centaines, des milliers, à faire ce travail. ●

“L’homme rouge” est-il mort ?

Tout en reprenant « *La Fin de l’homme rouge* » ou « *Le Temps du désenchantement* », sur l’effondrement de l’Union soviétique, Stéphanie Loïk adapte, à partir de témoignages, « *Dix histoires au milieu de nulle part* ».

Evelyne Sellés-Fischer

Années d’attentats à Moscou d’abord, explosions, corps qui rampent : « *On entend des personnes crier..., des gens me marchaient dessus, du sang et de la chair, voilà ce que je voyais.* » « *Il nous faudrait une guerre, peut-être qu’on pourrait rencontrer de vrais êtres humains.* »

FLASHBACK SUR LES POGROMS

Entre 1988 et 1994, Arméniens et Azéris s’affrontent dans le Haut-Karabagh.

1988, Soumgaït, premier pogrom, est à l’origine de massacres perpétrés par l’armée azerbaïdjanaise. « *Des gens en noir dansent sur la place avec des poignards, en criant Mort aux infidèles !* »

1990, pogrom de Bakou. « *Il n’y a plus de place que pour les sangs purs musulmans. Les enfants jouent au massacre des Arméniens.* » Récit de massacre, brut. « *Des sacrifices humains comme dans les temps anciens... Qui est coupable ?* » Et... « *les gens n’achètent plus de porc.* »

Une jeune Arménienne regrette : « *Nous vivions ensemble à la même table, les Ouzbeks, les Arméniens, les Russes, nous étions tous soviétiques.* »

Après, « *c’étaient les mêmes personnes, mais elles ne se regardaient plus.* » Une sentinelle lui demande son laissez-passer, elle répond : « *Mais... vous me voyez tous les jours !* »

Les massacres sont les mêmes de tout temps. Les Arméniens avaient fui Bakou, les Azerbaïdjanais ont fui l’Arménie. Mêmes récits, mais c’étaient les Arméniens qui tuaient les Azerbaïdjanais.

SKINHEAD ET CROIX GAMMÉES

Il y a l’amour aussi, l’amour malgré, amour téméraire entre une Arménienne et un Azerbaïdjanais. 1991, enceinte, elle fuit à Moscou, munie de faux papiers. Le mari musulman la rejoint sept ans plus tard, sa famille avait volé son passeport.



La vie à Moscou est insupportable pour ces Caucasiens assimilés à des terroristes, à qui l’on confie les tâches subalternes dont les Russes ne veulent pas, qui se terrent par crainte des milices d’extrême droite. Sur la place Rouge, des skinheads arborent des croix gammées. Les appartements sont « *à louer pour Russes orthodoxes ; autres s’abstenir.* » Pas de permis de séjour : « *Dégage, métèque.* » Pour aller où ? Les Arméniens de Bakou partent en Amérique, le couple mixte ne le peut pas, « *ils* » ne croient pas l’histoire de ce musulman qui a mis sept ans à re-

joindre sa femme. Le doute s’installe. « *Pendant des années, je me suis battue contre le communisme, je me demande si je ne me suis pas trompée.* »

SIX COMÉDIENS VÊTUS DE NOIR

Les six comédiens vêtus de noir n’interprètent pas, ils font entendre les témoignages, l’insupportable ; un plateau nu, un travail choral soutenu par la lumière, l’acrobatie, la musique, les chants. La chorégraphie est précise.

Des jeux de mains très travaillés, aussi gracieux qu’évocateurs, mêlent poésie et horreur. La musique, très présente, reste discrète, les chants *a cappella* sont poignants. Pour l’auteur, l’homme rouge est toujours là. De jeunes Russes se rebellent contre un pouvoir totalitaire, se revendiquent des idéo-

REPÈRES

Svetlana Alexievitch, « *Dix histoires au milieu de nulle part* », adaptation et mise en scène Stéphanie Loïk.

Théâtre de L’Atalante, jusqu’au 22 décembre. Lun, mer, ven 20 h 30, jeu et sam 19 h.

Diptyque le dimanche 1^{ère} partie « *La Fin de l’homme rouge* » ou « *Le Temps du désenchantement* », 16 h, « *Dix histoires au milieu de nulle part* » 18 h 15. Tél. : 01 46 06 11 90.

logies révolutionnaires. D’autres exaltent les valeurs slaves, veulent restaurer un Grand Empire face à l’Europe qui se délite, tandis que « *les esclaves de l’utopie* » reviennent à Marx, au Che. Ce spectacle résonne gravement aujourd’hui. ●

↑ « *Dix histoires au milieu de nulle part* », de Stéphanie Loïk

Svetlana Alexievitch

Nobel de littérature 2015, diplômée de la faculté de journalisme de Minsk, Svetlana Alexievitch utilise l’interview comme essentiel instrument de travail.

A la manière d’un archéologue, elle fouille les traumatismes de l’histoire soviétique, occultés par le régime.

Ces voix humaines, témoignages recueillis depuis quinze ans en Russie et Biélorussie, écrivent la mémoire de tout un peuple.

De l'oiseau au scarabée...

Écrit au fil des répétitions, en allemand, anglais, arabe, hébreu, surtitré en français, « *Tous des oiseaux* », de Wajdi Mouawad, place au cœur du sujet les questions géographiques et linguistiques.

Evelyne Sellés-Fischer

« UN CHAGRIN, ÇA ATTEND PATIEMMENT SON HEURE. NOUS Y SOMMES. »

REPÈRES

« *Tous des oiseaux* », texte et mise en scène Wajdi Mouawad, La Colline, jusqu'au 17.12. Mar-sam 19 h 30, dim 15 h 30, Tél. : 01 44 62 52 52. TNP, Villeurbanne 28.2-10.3, 20 h, Tél. : 04 78 03 30 00.

« *Tous des oiseaux* » a pour source la rencontre entre un auteur libano-québécois vivant en France et une historienne juive, Natalie Zemon Davis, qui a fait connaître le musulman El Wazzân, converti de force au christianisme, devenu ce Léon l'Africain qui consacra nombre de ses écrits à la description de son pays natal...

Pour le metteur en scène Mouawad, la légende persane de l'oiseau amphibie trouve écho dans nos rapports aux autres aujourd'hui. Quand, bravant les conseils de ses congénères (« *Si tu vas dans leur monde, tu mourras* », « *Nous*



ne sommes pas faits pour nous rencontrer »), l'oiseau plonge pour rejoindre les poissons, son amour est tel que des œufs lui poussent. « *Je suis l'un des vôtres.* »

UN RÉCIT FAÇON TOUR DE BABEL

« *Tous des oiseaux* » se passe en Israël, terre de troubles et de douleurs. Les langues maternelles des acteurs, techniciens, originaires de pays différents (Allemagne, États-Unis, Israël, Portugal, Suisse, Syrie, France, Grèce, Québec), témoignent des frontières, des malentendus, de la révolte, de l'incompréhension.

Ce récit façon tour de Babel (surtitré), écrit au fil des répétitions, place au cœur du sujet les questions

géographiques et linguistiques. « *Un nom sur une pierre, ça ne dit rien des douleurs et des joies.* »

VESTIGES DES HAINES

Avec Ethan, jeune scientifique allemand d'origine israélienne, Mouawad dépasse la frontière qu'il s'était fixée dans ses récits sur la guerre civile libanaise, il va au-devant de la douleur de l'autre, l'ennemi. Dans un combat fratricide, aucune douleur ou violence n'est supérieure à celle de l'autre. Dans les méandres des conflits actuels se lisent en filigrane les vestiges refoulés des haines passées. « *Un chagrin, ça attend patiemment son heure. Nous y sommes* », dit Wajdi Mouawad. Ancré dans la réalité d'aujourd'hui, il rêve de rassembler par-delà les questions nationales. L'univers tragique fait partie de sa vie. Il ne cessera jamais d'explorer les thèmes de la réconciliation, l'exil, la famille, la guerre, à la manière du scarabée auquel il aime à se référer, qui transforme en beauté les excréments du monde. ●

La passion de l'art oratoire

Dans une méthode à la fois ludique et pragmatique, Bertrand Périer, l'avocat coach du film « *A voix haute* », nous livre les secrets de l'art oratoire.

Michèle Colomes

REPÈRES

Bertrand Périer : « *La parole est un sport de combat* ». Editions Lattes.

BIO EXPRESS

Bertrand Périer est avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation. Enseignant l'art oratoire à Sciences po et HEC, il contribue à la formation des participants au programme Eloquentia, qui désigne chaque année le meilleur orateur de la Seine-Saint-Denis.

Les conseils que Bertrand Périer prodigue aux jeunes dans « *La parole est un sport de combat* » leur permettent de s'exprimer pour se libérer des déterministes sociaux. Cet ancien enfant unique timide pense que la parole est une force dans toute vie en société. La transmission de cet art doit donc avoir sa place dès l'école primaire, pour ne pas accroître les inégalités : plus on est jeune, plus la parole est naturelle. Il recommande d'éduquer les enfants à la lecture du dictionnaire plutôt que leur lire des histoires de fées, pour améliorer leur champ lexical.

Quelles sont les clés de cet art oratoire qui suppose un entraînement pour surmonter sa timi-

dité, mais aussi pour structurer un discours audible et convaincant ? L'auteur, acteur talentueux de la revue théâtrale de l'Union des jeunes avocats, nous transmet des leçons de posture, du regard, de gestuelle, de respiration, de l'inflexion de la voix, sous forme de jeux variés. Par exemple, celui du mime Marceau, son mentor, un génie qui a su démontrer l'éloquence du geste, qui consiste à placer ses bras sous ceux de l'orateur pour faire les gestes de son discours.

L'IMPROVISATION NE S'IMPROVISE PAS

Cet ancien secrétaire de la Conférence des avocats nous donne le tempo de la parole, nous apprend

à anticiper comme au jeu d'échecs face à un adversaire redoutable, pour débattre en toutes circonstances : débat public, privé, demande d'augmentation, et même déclaration d'amour !

L'improvisation ne s'improvise pas. La citation préférée de Bertrand Périer est la phrase de Winston Churchill : « *Un discours improvisé a été réécrit trois fois.* » L'art de la parole peut être une arme de conviction qui peut changer le cours d'une vie, mais aussi entraîner des changements majeurs dans la société. Le discours de Robert Badinter contre la peine de mort ou celui de Martin Luther King, « *I have a dream* », contre le racisme, en sont deux exemples. ●

La saga des Vernon Subutex, une mise en abîme de notre vivre ensemble

La trilogie militante, rock et politico-sociale des Vernon Subutex, de Virginie Despentes, est hantée par les traumatismes collectifs de ces dernières années. Retour sur un univers romanesque décapant, qui enfonce le couteau dans nos plaies. Un feuilleton littéraire hautement addictif.

Marie-Pia Garnier

À travers les aventures d'un ancien disquaire parisien SDF, devenu DJ gourou d'une clique éclectique d'utopistes désabusés, nous voilà embarqués, depuis la parution du premier tome, en janvier 2015 – le jour des attentats de « *Charlie Hebdo* » –, dans un univers littéraire où la narration à plusieurs voix est éclatée.

De personnage en personnage, parlant souvent à la première personne, toute une petite comédie humaine fait avancer un récit choral rythmé. A Paris, ville dont la montée en tension de ces dernières années est remarquablement observée, au point que « *son odeur même a changé* », on dévale l'échelle sociale, de la richesse la plus indécente à la pauvreté la plus crasse. On y coule à pic dans l'apologie de l'entre-soi, de la tolérance zéro, de la haine antisémite et raciste la plus crue. Car elle appuie où ça fait très mal, Virginie Despentes, en pénétrant par effraction, par empathie, dans la tête de ceux, de plus en plus nombreux, « *qui pensent sans filtres* » et dont elle n'hésite pas à couler sur papier les pulsions les plus haineuses.

Entre prose combat, feuilleton populaire et roman essentialiste (certains n'hésitent pas à la comparer à Balzac ou à Zola), ça tire tous azimuts, ça boxe du mot au kilomètre, et ça envoie quelques savoureuses punchlines à la Audiard, qui feraient certainement bien rire le Vian de Vernon Sullivan.

Tous ces bons mots, on les retrouvera d'ailleurs, savamment distillés, dans la prochaine adaptation télévisée, ou *dramédie* (dieu que ce nouveau mot, signifiant moitié co-

médie, moitié drame, semble bizarre), que Canal+ va produire.

BLACK IS BLACK OU SÉRIE NOIRE

Virginie Despentes ne s'en cache pas, elle a été « *formée par le noir* ». Par là, elle fait bien sûr référence à certaines influences littéraires non académiques comme Chandler ou Bolano..., mais aussi, peut-être, à ce regard comme du charbon incandescent qu'elle jette sur notre société. Cette structure littéraire *protei*, que son auteur qualifie elle-même de fourre-tout, lui permet donc de dessiner une cartographie contemporaine d'une France qu'elle voit au bord du gouffre. Le point d'orgue en est, bien sûr, le remarquable troisième tome, qui a été écrit à chaud post attentats de 2015 et 2016.

Et si certains s'interrogent sur l'utilité littéraire d'une telle mise en abîme, d'un tel essentialisme parfois poussé jusqu'à la caricature, on peut leur rappeler leur âme d'enfant. Car il y a chez Vernon Subutex, fil rouge de la saga, anti-héro doux et contemplatif traversant notre époque de violences, d'intolérances et d'inégalités extrêmes, une part de Petit Poucet perdu dans une forêt épaisse. Dans son histoire, quelque chose relève organiquement de l'univers du conte, permettant d'exorciser nos peurs et... de libérer notre imaginaire collectif pour retrouver notre chemin.

« *Arrêtez de dire que c'était mieux hier, et que ce sera pire demain. On est dans l'intervalle, Il faut en profiter. Demain, tout sera à refaire.* » ●

REPÈRES

Virginie Despentes :

« *Vernon Subutex* ».

3 tomes. Les deux premiers sont déjà sortis en poche, le troisième est paru en mai. Editions Grasset.

Et bientôt sur Canal +.



© J.F. Pigea/Grasset

↑ Virginie Despentes pénètre par effraction, par empathie, dans la tête de ceux, de plus en plus nombreux, « *qui pensent sans filtres* ».

Morceaux choisis

« *Personne ne peut saquer personne. On n'a pas envie de vivre ensemble. Ce n'est pas vrai que les cultures se mélangent. [...] Ce que tout le monde cherche, au final, c'est l'entre-soi. N'avoir à se coltiner que des gens qui te ressemblent. Pas d'étrangers. Et le ciment le plus facile à trouver pour souder un groupe restera toujours l'ennemi commun.* »

« *Je connais mes classiques, Jésus n'a jamais dit aux plus démunis d'aller se faire régulariser.* »

« *Le diable est bon danseur, sinon, personne ne le suivrait sur la piste.* »

Enfants du siècle à la dérive

Que vont les jeunes migrants abandonnés à eux-mêmes, si particulièrement vulnérables ? C'est l'une des questions que soulève « *Une fille dans la jungle* », le roman empathique et juste de Delphine Coulin.

Propos recueillis par Marina Lemaire

REPÈRES

Delphine Coulin :
« *Une fille dans la jungle* »,
2017, Grasset.



© J.F. Fagot/Grasset

BIO

Delphine Coulin

Née à Lorient en 1972, la romancière est l'auteur de plusieurs livres : « *Les Traces* » (2004), « *Une seconde de plus* » (2006), « *Les Mille-Vies* » (2008), mais aussi « *Samba pour la France* » (2011) devenu un film réalisé par Eric Toledano et Olivier Nakache. Elle-même réalisatrice, Delphine Coulin a coréalisé avec sa sœur, Muriel Coulin, « *17 filles* » en 2011 et « *Voir du pays* », qui a obtenu le prix du meilleur scénario à Cannes dans la catégorie Un certain regard, l'an passé. *M.L.*

Le personnage de Delphine Coulin s'appelle Hawa, elle est mineure et elle a fui l'Éthiopie afin d'échapper à un mariage organisé. Elle tente de survivre dans la misère et la peur, avec cinq autres jeunes compagnons d'infortune. La romancière revient pour nous sur la genèse de son récit d'après-jungle.

DDV. *Était-ce urgent pour vous d'écrire ce texte qui nous fait entrer dans la vie de ces jeunes ?*

Delphine Coulin. Oui. Je suis sensible à la cause des migrants : j'ai été bénévole durant trois ans à la Cimade, et la question des mineurs me semblait de plus en plus pressante. J'accumulais des notes dans des carnets, comme je le fais toujours sur les questions qui m'importent. Puis la jungle a été démantelée, et là, je me suis dit qu'il fallait aller vite, ce qui est en contradiction avec l'art du roman, qui est un travail au long cours. Il fallait en parler. Ça m'a bousculée et j'ai tout restructuré géographiquement à Calais, un monde en miniature.

DDV. *Cette question va demeurer centrale longtemps. La jungle a été démantelée il y a un an, mais les migrants sont toujours là, et leur existence, c'est maintenant...*

D.C. Exactement. Et c'est maintenant qu'il faut agir. J'ai le sentiment que nous sommes à un moment de bascule. Soit on va prendre le bon virage, se rendre compte que la situation n'a pas changé et qu'il vaut mieux créer une vraie politique d'accueil ; soit on va continuer à se raidir, et là, je ne sais pas où on va. C'est notre avenir qui se joue.

DDV. *Serions-nous à un moment charnière, à vos yeux ?*

D.C. Oui, je sens que l'opinion

française est à un moment charnière. Vous avez sans doute lu l'étude de l'association More in Common, soutenue par le mari de Jo Cox, la députée anglaise tuée en 2016, durant la campagne du Brexit. Leur étude sur l'opinion française vis-à-vis des migrants est passionnante. Une partie est très positive face aux migrants et l'autre est très fermée. Mais 50 % des Français hésitent encore. C'est pour cela que je pense que nous sommes à un moment de bascule. Avec les hésitants, tout n'est pas perdu !

DDV. *Vous retracez le parcours de chaque mineur. Les singulariser, est-ce une façon de rappeler qu'ils sont des individus à part entière ?*

D.C. Exactement. C'est ce que permet le roman, ou une rencontre humaine dans la vie. Tous les problèmes viennent du fait qu'on est habitué à voir des images lointaines. Mais dès lors qu'il y a une rencontre entre un vivant et un autre vivant, entre un personnage et un lecteur, un lien humain se crée. On le voit dans les centres d'accueil, y compris dans les villes qui étaient un peu réticentes : à chaque fois, les expériences sont positives. Les gens se rencontrent, tous humains...

DDV. *Vous étiez-vous rendue à Calais ?*

D.C. Oui, après le démantèlement. Mon livre se situe une fois que la jungle est démantelée. C'est ahurissant de voir que toute une ville – car c'est quand même une ville – a été rasée, et qu'il n'en reste plus rien. C'est un désert. Mais les problèmes, eux, n'ont pas disparu : il y a encore de très nombreux migrants dispersés, et donc plus difficiles à aider. Ils vivent dans des conditions encore plus dégradées et sont plus vul-

nérables, en particulier les mineurs. Les problèmes quotidiens n'ont pas disparu. La jungle, oui, mais à quel prix !

DDV. *La notion d'animalité habite votre livre : « Si on les voit en rats, il se transforment en rats. » L'écrivain peut-il aider à faire évoluer notre vision du monde ?*

D.C. Oui, car le fond de la question c'est : qui est humain et qui est inhumain là-dedans ? N'est-ce pas inhumain d'offrir de telles conditions de vie à nos frères humains ? Evidemment que l'humain est animal et que, dans des conditions de survie, on retrouve des réflexes animaux. On peut devenir impitoyable pour sa propre survie. Mais est-ce humain de laisser des enfants dans la rue, comme cela ?

DDV. *Vous soulignez d'ailleurs qu'ils sont des enfants. Est-ce aussi un rappel de leurs droits ?*

D.C. Malheureusement, l'opinion publique l'oublie ! C'est frappant. Ça n'aurait pas été le cas il y a quelques années.

Tout le monde devrait savoir qu'un enfant, quelles que soient son origine, sa raison d'être en France, doit être protégé. Cette notion de droit international est bafouée.

DDV. *Vous évoquez aussi combien les jeunes filles sont vulnérables !*

D.C. Les femmes dans le monde sont encore plus vulnérables car il y a encore plus de trafic autour des jeunes filles. Mais je tenais à déconstruire un autre cliché : la moitié des migrants en Europe sont des femmes. C'est important de le rappeler, et de dire que ce ne sont pas forcément des femmes qui accompagnent leur mari ! Les clichés s'alignent parfois les uns aux côtés des autres. J'avais

envie que le personnage principal soit une fille, et qu'elle ne soit ni réfugiée économique, ni réfugiée politique, car à simplifier le débat en opposant deux catégories de populations, on n'aide pas à améliorer les choses. Une jeune fille qui fuit la guerre est une cause tout aussi valable.

DDV. A la fin du livre, l'espoir émerge d'une vie possible...

D.C. Après un univers assez sombre, j'ai eu envie d'amener de la lumière et de la liberté. Que l'une d'entre eux soit heureuse. Car cela arrive que les gens s'en sortent ! Lorsqu'on n'a plus rien, il nous reste notre corps, c'est une façon d'être asservi, mais ça peut être une façon de se libérer. Et la liberté, c'est ce que recherche Hawa tout le long du livre. Un lien humain, familial, peut sauver

une personne. C'est la seule manière de ne pas devenir fou. Car il y a de quoi devenir fou quand on part pour une odyssée à travers tant de pays, qu'on traverse tant de dangers, qu'on arrive en France et qu'on se rend compte qu'on n'y a aucune place, que personne ne veut de nous. ●

« LE FOND DE LA QUESTION C'EST : QUI EST HUMAIN ET QUI EST INHUMAIN LÀ-DEDANS ? »

L'art brut au cœur

A la fin du XIX^e siècle, sur fond de psychiatrie naissante, l'œuvre picturale d'Else Blankenhorn, internée au sanatorium de Kreuzlingen, interroge les rapports entre art et folie.

Alain Lewkowicz

D'arrière ce titre, « *Coupures* », synonyme de billets, devises, espèces, blessures, interruptions ou séparations, François Rachline raconte une passion folle et contrariée, une quête d'absolu avec pour décor les méandres de la psychiatrie naissante à la fin du XIX^e siècle et une Allemagne proche des cataclysmes du XX^e siècle. Ce que Jean Dubuffet appelait l'art brut, celui des fous, en sortira.

« *Le passé ressurgit au moment où vous y attendez le moins.* »

Ainsi pourrait-on résumer les pages de François Rachline, auteur d'un roman haletant, où fiction et histoire se mêlent brillamment, une fresque composée avec talent, à l'écriture vive qui ne s'attarde pas.

Il n'en fallait pas moins pour raconter le destin d'Else Blankenhorn, internée au sanatorium Bellevue de Kreuzlingen, à une époque où des mots nouveaux apparaissent pour diagnostiquer les labyrinthes des maladies mentales, la « neurasthénie », « la névrose », « la schizophrénie » ou « la catatonie » dont l'héroïne semble souffrir. Convaincue d'être missionnée par le Kaiser pour redonner vie à tous les morts de l'Empire, elle entame, dès 1910, une œuvre picturale étonnante : la fabrication de coupures et billets de banque aux valeurs faciales astronomiques en marks ou en thalers.

LES PATIENTS S'EXPOSENT

Des liasses exceptionnelles, qui vont finir entre les mains du psychiatre Hans Prinzhorn qui, depuis 1919, constitue une impressionnante collection d'œuvres d'art créées dans les asiles psychiatriques, afin de comprendre les rapports entre art et folie. Collection qui fera l'objet d'une exposition à Francfort en 1921, un an après la mort d'Else Blankenhorn. Dans cette œuvre folle, Wilhelm Steinitz, dont l'adoration paraît dépasser tout ce qu'on peut imaginer, voit un génie créateur. « *Pourquoi fallait-il que ce fussent des gens qui ne comprenaient rien à son génie qui s'autorisaient à dévoyer son âme ?* », se demandera-t-il toute sa vie.

Car, dans ses « coupures », Steinitz voit la prémonition de la crise monétaire allemande de 1923, l'effondrement de Weimar et la Grande Dépression de 1929. L'accession au pouvoir des nazis lui offre une opportunité.

LES DÉGÉNÉRÉS

Si Else avait compris avant tout le monde que « *le capitalisme franc-maçonnique menait à la catastrophe* », ses œuvres allaient servir à montrer que « *même les fous produisent des œuvres plus sensées*

que les artistes dégénérés, Chagall, Ernst, Munch, Picasso, ou Kirchner ». Mais pour faire d'Else Blankenhorn la génialissime artiste, Steinitz devra encore attendre. Le temps du secret, celui des Van Steiger, d'Hermann, un des plus grands pianistes du XX^e siècle, et de son fils Jakob, éminent psychiatre d'Heidelberg, qui exhume la collection Prinzhorn de l'anonymat, consacrant ainsi l'auteur des coupures.

REBONDISSEMENT

Et, à la manière des maîtres du rebondissement narratif, François Rachline nous projette 95 ans après la mort de la démente quand, en 2015, Elise, jeune normalienne, se lance dans la rédaction de la biographie de l'artiste.

Si Jakob van Steiger devient sa principale source d'information, il va devenir, malgré lui, son thérapeute. Car en plongeant dans la vie d'une folle, elle le devenait elle-même, par une sorte d'identification malade. 72 000 milliards d'euros, c'est la valeur faciale la plus élevée d'une des coupures qu'Elise se met à peindre. Signe prémonitoire d'une catastrophe financière annoncée en Europe ?

En écrivant que « *le fou est celui qui a tout perdu, sauf la raison* », le poète Chatterton ne donnait-il pas du grain à moudre aux théories de Steinitz ? Allez savoir... ●

REPÈRES

François Rachline : « *Coupures* ». Editions Albin Michel.

COLLECTION

« La beauté insensée »

La collection d'œuvres d'art psychopathologiques constituée par Hans Prinzhorn, psychiatre et historien de l'art, rassemble 5 000 pièces réalisées par 450 patients. Jean Dubuffet s'en inspirera pour commencer sa collection d'art brut.

HEIDELBERG

« Consécration des artistes-fous »

Depuis 2001, les œuvres de la collection de Hans Prinzhorn sont accessibles au public avec l'ouverture de la « Sammlung Prinzhorn », musée ouvert dans une salle de l'hôpital psychiatrique de l'université d'Heidelberg.

La trahison des clercs

En publiant « *Rwanda* », de l'universitaire belge Filip Reyntjens, la collection « Que sais-je ? » vient-elle d'enrichir le florilège du négationnisme ?

Aain David

REPÈRES

Filip Reyntjens : « *Rwanda* ». PUF, « Que sais-je ? », avril 2017, 28 p., 9 euros.

JEAN GIRAUDOUX

« Electre »

« *La femme Narsès* : – Comment cela s'appelle-t-il, quand le jour se lève, comme aujourd'hui, et que tout est gâché, que tout est saccagé, et que l'air pourtant se respire, et qu'on a tout perdu, que la ville brûle, que les innocents s'entreteuent, mais que les coupables agonisent, dans un coin du our qui se lève ?

Electre :

– Demande au mendiant. Il le sait.

Le mendiant :

– Cela porte un très beau nom, femme Narsès.

Cela s'appelle l'aurore. »

UN CASTING TENDANCIEUX

Filip Reyntjens est un juriste belge, professeur à l'université d'Anvers, invité à Paris 8 et dans de nombreuses autres universités, spécialiste de l'Afrique des Grands-Lacs, auteur de multiples articles et ouvrages. Mais il est aussi celui qui, entre 1976 et 1978, proposa ses services au Président Juvénal Habyarimana pour rédiger la Constitution raciste du Rwanda.

C'est donc ce type d'expert que les PUF ont sollicité pour la rédaction du « Que sais-je ? » n° 4 062, sorti le 5 avril 2017 : comme si ces mêmes éditions, symbole en France d'honorabilité et d'objectivité, avaient demandé à un juriste qui aurait prêté la main à la rédaction du statut des Juifs de rédiger une monographie sur la politique antisémite de Vichy. En fait, le cas existe : Jean Carbonnier et Maurice Duverger (*lire ci-dessous*), juristes d'exception, l'un et l'autre gloires de l'université et auteurs des PUF, avaient, en 1941, commenté avec faveur le statut des Juifs.

Du moins ces auteurs ne se sont-

ils pas posés par la suite en spécialistes de l'infâme politique à laquelle ils avaient prêté la main. Reyntjens prétend au contraire à son rôle d'expert, et ouvre systématiquement toutes les portes pouvant conduire, sans avoir l'air d'y toucher, à la négation du génocide.

STRATÉGIES NÉGATIONNISTES

Ainsi, dès le début du livre, Reyntjens remplace-t-il le mot « racisme » (pratiquement absent du « Que sais-je ») par celui d'« ethnisme » (ethnicisme), pris non dans le sens que lui donnent les ethnologues, mais comme une métaphore politique, ce qui lui permet d'opposer les points de vue de chacune des « ethnies », présentés comme également légitimes ou illégitimes – faisant oublier la vérité élémentaire : que les Hutu sont les génocidaires et les Tutsi les victimes. Les Tutsi exterminés, dont le nombre est ici divisé par deux – 500 000 au lieu de 1 million, selon des arguments spécieux dont des chercheurs comme Jacques Morel⁽¹⁾ ont montré l'inanité –, deviennent les malheureuses victimes collatérales d'une guerre civile, et demeurent, scandaleusement, dans ce « Que sais-je ? », les *inyenzi*, les cafards. Reyntjens utilise systématiquement ce terme infamant dont il attribue faussement l'origine au Front patriotique rwandais, le FPR, en faisant mine de ne pas soupçonner sa valeur déshumanisante, récurrente pourtant dans tous les génocides.

JUSTE UN DÉTAIL...

Au total, le génocide des Tutsi est vidé de sa singularité et ramené à un conflit où il n'y a ni bons ni méchants, seulement « *des méchants des deux côtés politico-militaires* » (p. 115), selon cette stratégie du double génocide où est occultée, tout au long des 119 pages du « Que sais-je ? », l'élémentaire vérité que le FPR de Kagamé – quoi qu'il en soit de ce qu'il faut lui reprocher – a, lui et nulle nation ou instance internationale, mis fin au génocide. Tel est, selon Reyntjens, relayé par les PUF, ce qui est à retenir, par-delà les passions et l'ignorance européennes, du « *génocide des Tutsi* », simple épisode, juste un détail dans le cadre plus général d'une « *grande guerre africaine* ». De façon comparable, l'historien « relativiste » allemand, Ernst Nolte (*lire ci-dessous*), avait-il pu assimiler nazisme et bolchevisme en tant qu'éléments d'une « *guerre civile européenne* ».

NÉGATIONNISME

Or, pour le négationnisme, les innocents et les coupables deviennent interchangeable, la question de la responsabilité s'estompe au prétexte de la fatalité. Giraudoux, en fin de compte une canaille antisémite et collabo, l'avait illustré – d'une manière splendide – dans les dernières répliques de son « *Electre* » (*lire col de gauche*). Sauf que l'auteur de ce dangereux « Que sais-je ? » n'a pas le génie de Giraudoux. ●

Gloires de l'université et auteurs des PUF

Jean Carbonnier a pu se féliciter de ce que les juristes, rédacteurs du statut des Juifs, aient conservé l'esprit de la Déclaration des Droits de l'Homme et la laïcité, en faisant du statut une disposition raciale et non une loi religieuse. Les Juifs persécutés au titre de leur race pouvaient librement continuer à exercer leur culte.

Maurice Duverger constate quant à lui, dans un article de 1941, que le dispositif législatif de juin 1941 corrige heureusement celui d'octobre 1940, qui n'avait pas assorti les restrictions professionnelles concernant les Juifs et l'obligation pour ces derniers de se déclarer, de sanctions propres à éviter les fraudes.

Ernst Nolte est l'un des principaux représentants de ce courant allemand très controversé, qualifié de « relativisme » dans les années 1980. On lui doit la formule « *eine Vergangenheit die nicht vergehen will* », un passé qui ne veut pas passer, ainsi que l'idée d'une guerre civile européenne, dont le nazisme, au même titre que le bolchevisme, seraient des illustrations particulières.



1. Jacques Morel est l'auteur de « *La France au cœur du génocide des Tutsi* ». Ed. L'esprit frappeur, 2010.

La médiation dans l'excuse et le pardon

Au-delà de l'indispensable combat juridique contre le racisme et l'antisémitisme, la médiation permet de proposer un outil pour aider les personnes agressées à « transformer leur vie dans une réalité apaisée ». Quelques réflexions à l'occasion de la lecture des ouvrages de Dominique Morel.

Mano Siri

Deux petits ouvrages de Dominique Morel, le trésorier de la Licra sous la nouvelle présidence de Mario-Pierre Stasi, appellent quelques commentaires. Dans l'un des deux, intitulé « Médiation et Justice. La place de l'excuse et du pardon en questions », l'auteur indique que le médiateur « a pour tâche [...] d'impliquer les acteurs en conflit dans une analyse profonde de ce qu'ils sont, afin qu'eux-mêmes s'approprient ce concept [d'excuse et de pardon] pour transformer leur vie dans une réalité apaisée ».

La question est en effet d'importance s'agissant d'une organisation comme la Licra. Car on ne peut faire régresser l'antisémitisme (en pleine expansion renouvelée) et le racisme (dont la parole ne cesse de se libérer tant sur la place publique que sur les réseaux sociaux) par le seul combat juridique et la condamnation judiciaire, pourtant nécessaires.

Et c'est là que la tâche du médiateur et le travail de la médiation peuvent avoir leur place et leur rôle dans la Licra, en particulier au sein de ses instances d'accueil de victimes du racisme et de l'antisémitisme.

LE RAPPEL DE LA LOI COMME PRÉALABLE

Le rappel de la loi est néanmoins un préalable nécessaire, qui ne peut être éludé : car, comme nous ne cessons jamais de le répéter, le racisme et l'antisémitisme ne sont pas seulement des mots et des maux : ce sont avant tout, dans les Etats de droit, des délits qui menacent les fondements, et cela ne peut être passé sous silence au prétexte d'une volonté d'apaisement. Mais Dominique Morel souligne,



dans ce petit ouvrage collectif, que notre relation au pardon et à l'excuse relève d'autre chose, d'une sorte de dimension anthropologique : il en va de notre capacité à vivre au-delà des faits, au-delà de l'agression commise ou subie, de sa condamnation plus ou moins ferme, de sa compréhension et de sa réparation.

On peut avoir obtenu justice sans être pour autant apaisé ; on peut avoir été condamné sans avoir compris. Le problème qui se pose est donc à la fois celui de la vengeance fantasmée et de la récidive, de la nécessité de trouver les moyens et les mots pour cesser d'être une « victime » ou un « agresseur » potentiel.

L'excuse ne consiste pas justement à « s'excuser », c'est-à-dire à s'exonérer ou à se justifier partiellement de ce que l'on a fait ou dit ; de même, le pardon n'est pas l'oubli, et toute la difficulté tient au fait que ce qui est demandé, c'est justement de pardonner l'impardonnable.

Car c'est cela, la problématique aporétique du pardon : il n'est demandé et n'est éventuellement donné que pour des choses impardonnables, sinon, il n'est pas nécessaire. Et c'est là justement que la médiation peut intervenir ; pour aider les parties – le ou les agres-

seurs, mais aussi la ou les victimes – à faire ce travail d'élaboration, de compréhension de leur position, de ce qui les y a amenés.

LE PARDON, UNE FORME DE TRAVAIL DE DEUIL

Plus encore que la présentation d'excuses, le pardon, pour Dominique Morel, implique une forme de travail de deuil : « Cesser de se culpabiliser de ce qui nous est arrivé », « identifier sa colère sans la refouler », « se détacher du ressentiment et de la honte qui peut l'accompagner ».

Si Dominique Morel insiste tant sur cette double dimension de l'excuse et du pardon dans les affaires de racisme et d'antisémitisme, c'est qu'ils représentent une culture de vie sans laquelle il n'y a ni réparation, ni résilience, ni paix possibles.

Or, vivre en société implique de continuer à faire société avec ceux et celles qui ne sont pas de nos amis, et plus encore avec ceux et celles qui, un jour, ont tenté de nier nos droits... à vivre. ●



© Amand VAREILLE

1 Dominique Morel, en 2017.

REPÈRES

Dominique Morel :

- « *La Médiation préventive et de projet.* » Editions Media et Médiations.
- « *Médiation et justice. La place de l'excuse et du pardon en questions* », ouvrage collectif. Editions Media et Médiations.

Ets MIR-MIL

123, rue d'Aboukir
75002 PARIS

☎ 01 44 88 22 00 - Fax : 01 44 88 22 01

e-mail : contact@mirmil.com

“Salafistes”, chef-d’œuvre ostracisé

Sorti en janvier 2016, nommé aux Césars et objet d’une intense polémique, le documentaire « *Salafistes* » devrait être bientôt accessible aux téléspectateurs.

Isabelle Kersimon

Réalisé par François Margolin et Lemine Ould Salem, le film, après avoir été porté aux nues, a essayé quelques critiques radicales, ainsi qu’une série d’interdictions retardant sa diffusion, le ministère de la Culture lui reprochant la violence de certaines images et ayant, par deux fois, décidé d’une restriction (- de 18 ans, puis - de 16 ans).

ENNEMIS EN DIRECT LIVE

« *Salafistes* » est une sorte de « *Strip-tease*⁽¹⁾ » qui aurait planté sa caméra dans la contre-société idéale que prônent les tenants de « *l’islam des pieux prédécesseurs* », dirigée par la vision totalitaire, liberticide et violente de ses théologiens.

Outre le témoignage direct d’une vie quotidienne quadrillée par une police des mœurs terrifiant les populations, le film donne la parole à des théoriciens du djihad islamiste en Mauritanie, au Mali, en Tunisie, en Irak.

Leurs propos, assumés froidement, sur la démocratie, les crimes de Mohamed Merah, la tuerie de « *Charlie Hebdo* », les femmes, les juifs, les homosexuels, sont en quelque sorte illustrés par des insertions d’extraits de vidéos de propagande de Daech et Al-Qaïda.

REPÈRES

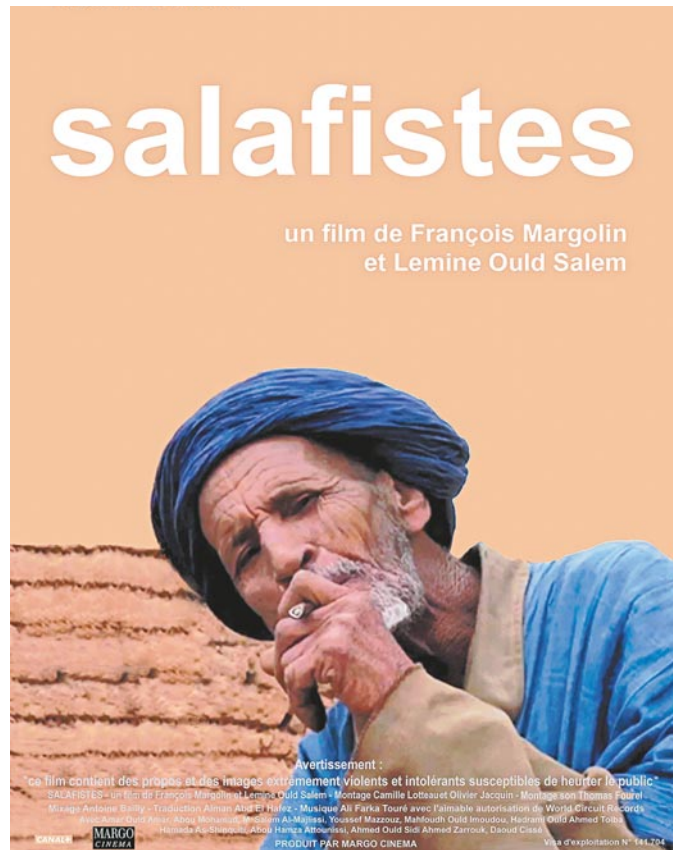
« *Salafistes* », documentaire français réalisé par François Margolin et Lemine Ould Salem (2016).



1. Célèbre émission de télévision des années 1990, où les commentateurs s’effaçaient devant leur sujet documentaire.
2. Historien, spécialiste de la mouvance djihadiste.
3. Politologue, spécialiste de l’islam.
4. Grand reporter, spécialiste des djihadistes français et tunisiens.
5. Cette série en quatre épisodes raconte la désillusion de jeunes Britanniques partis rejoindre les rangs de l’Etat islamique en Syrie et en Irak.

« *The State* », une fiction sur l’Etat islamique

Au Royaume-Uni, la série « *The State*⁽⁶⁾ », sans essayer de censure de fait, a également été critiquée pour la même raison (une œuvre suspectée d’être propagandiste et de risquer d’embrigader), mais avec l’argument inverse : œuvre de fiction, « *The State* » traduirait de manière trop romancée la violence, les restrictions, la défiance et la paranoïa régnant dans les territoires sous le joug de l’EI.



DÉBATTRE SUR CETTE IDÉOLOGIE

Hormis deux minutes d’images violentes sur une durée totale de soixante-douze, le film s’est vu reprocher un manque de distance critique avec son sujet, susceptible de provoquer une adhésion aux thèses de ses protagonistes.

Un « *faux débat* », selon François Margolin, qui a pris langue avec le public lors de projections organisées dans plusieurs pays d’Europe, mais aussi en Tunisie et au Kurdistan : « *Dans les pays musulmans, débattre du salafisme est une vraie question* », assure-t-il, ajoutant que « *les gens sont prêts, en France aussi, à avoir ces discussions* » sur une idéologie aux antipodes de la raison coranique, et sas d’entrée avéré, mais non systématique, dans l’engagement djihadiste.

« *Même Romain Caillet*⁽²⁾ ne croit plus au salafisme quiétiste », ajoute le réalisateur, qui n’accorde aucun crédit à « *l’affichage de cette mouvance contre l’Etat islamique* ».

Gilles Kepel⁽³⁾ et David Thomson⁽⁴⁾, notamment, soutiennent

« DANS LES PAYS MUSULMANS, DÉBATTRE DU SALAFISME EST UNE VRAIE QUESTION, [...] LES GENS SONT PRÊTS, EN FRANCE AUSSI, À AVOIR CES DISCUSSIONS. »

« *Salafistes* » et sont prêts à en encadrer la diffusion sur des plateaux de télévision, en introduisant le sujet et en participant aux débats suivant les projections.

Pour François Margolin, l’enjeu se situe plutôt dans la capacité qu’a une société à faire face aux discours d’ennemis ayant juré sa perte. Un avis que partagent des fonctionnaires des services spécialisés et des éducateurs pénitentiaires, selon lesquels le film devrait, bien au contraire, être projeté dans les prisons. « *Le fait de nommer cet ennemi a profondément choqué, à l’époque* », ajoute F. Margolin, convaincu que « *les choses, très lentement, sont en train de changer* ». ●

Terrifiant, spectaculaire "Detroit"

Glaçant mais nécessaire par le sujet de société qu'il explore – le racisme aux Etats-Unis –, « *Detroit* », de Kathryn Bigelow, évoque le meurtre de trois jeunes Noirs par des policiers blancs au cours des émeutes de l'été 1967.

Marina Lemaire

En 2010, Kathryn Bigelow, née en 1951 en Californie, recevait – et c'est la seule réalisatrice à l'avoir obtenu – l'oscar du meilleur film pour « *Démineurs* », qui se situait en Iran. Avec « *Zero Dark Thirty* » (2012), elle reconstituait la traque de Ben Laden. Elle signe aujourd'hui son dixième film avec « *Detroit* », qui explore les émeutes raciales de 1967 dans le Michigan, à travers un drame qui a opposé de jeunes Afro-Américains à la police.

Cet été-là, trois jeunes Noirs qui avaient pour seule ambition de faire la fête sont tués dans un motel par plusieurs policiers, qui

les torturent tant physiquement que psychologiquement. « *On n'a pas le choix* », affirme l'un d'eux ! Pour écrire son long métrage, Bigelow a précisé s'être appuyée sur de nombreux témoignages. Des archives d'époque alimentent aussi ce long récit dramatique sur les atrocités commises par la police. L'ensemble rappelle à quel point, cinquante ans après, ce long métrage est totalement actuel.

DES CRITIQUES TOUS AZIMUTS

A sa sortie, ce véritable film de guerre a fait l'objet de critiques enflammées. Une polémique a

éclaté, sous divers arguments. On a reproché à « *Detroit* » sa violence extrême ; certains y ont vu une invitation au voyeurisme ; d'autres sont allés jusqu'à remettre en question la légitimité de la cinéaste : une femme blanche et riche peut-elle s'emparer d'un fait divers touchant la communauté noire et en donner sa perception personnelle ? – mais toute œuvre n'intègre-t-elle pas une « *perception personnelle* » ? Saluons plutôt la volonté et le courage d'une cinéaste d'exception, qui a porté à l'écran, soutenu par de formidables acteurs, cet épisode méconnu. ●

REPÈRES

« *Detroit* », de Kathryn Bigelow, avec Algee Smith, John Boyega, Will Poulter. Durée : 2 h 23.



"Belinda", la combattante

Avec « *Belinda* », la réalisatrice Marie Dumora signe le portrait sensible d'une jeune Alsacienne issue d'une famille yéniche, cette communauté semi-nomade d'Europe, persécutée pendant la Seconde Guerre mondiale.

Marina Lemaire

Pour réaliser « *Avec ou sans toi* », en 2010, Marie Dumora avait accompagné la vie en foyers et la séparation de deux jeunes sœurs. « *Je voudrais aimer personne* » était consacré à Sabrina, une toute jeune mère. Cette fois, c'est Belinda, 23 ans, que la caméra proche mais non intrusive de la réalisatrice met en lumière. Tournées à 9 ans, puis à 15, et enfin aujourd'hui, les images reconstituent admirablement la trajectoire de cette jeune femme au parcours semé d'embûches. Belinda a grandi dans un foyer et veut construire le sien. A la fête foraine, elle espère « *gagner*

le bon numéro ». Marie Dumora ne cache pas sa « *profonde affection* » pour Belinda « *Elle a énormément de courage*, dit-elle. Avec des valeurs : *Belinda respecte les autres, elle s'occupe de son père, soutient son copain qui est en prison. Elle doit constamment chercher le meilleur d'elle-même sans être dans l'apitoiement alors qu'il y a quand même une injustice sociale.* »

SUR LES PAS DE CHARLIE CHAPLIN OU JOHN FORD

La documentariste se réfère à Charlie Chaplin ou John Ford,

car « *ils ont filmé des communautés, des minorités qui ont traversé ce type de difficultés* ».

Son film dénué de pathos se révèle particulièrement émouvant lorsque le père de la jeune fille évoque ses origines yéniches devant la photo de ses grands-parents. « *Tout ça part d'un camp* », souligne Belinda. Et dans « *tout ça* », il y a son destin individuel. « *Cela a surgi au cours du tournage*, explique Marie Dumora. *C'était bouleversant. Ces gens ont été sacrifiés, car l'Alsace était à l'époque annexée par le Reich. Ils ont été déportés, exterminés. Mais on ne sent pas de colère du père quand il évoque l'histoire familiale. C'est fou ! Ça ne pourrait pas faire de mal si on condescendait à reconnaître ce génocide, à demander pardon.* » Et d'ajouter : « *On sent que Belinda voudrait avoir le droit de vivre.* »

Belinda ? Une femme libre et qui n'a qu'un seul projet, celui de tout un chacun : être heureuse. ●

REPÈRES

« *Belinda* », de Marie Dumora. Durée : 1 h 47. Sortie : 10 janvier 2018.

A SAVOIR

Marie Dumora vit à Paris, elle est également l'auteur de « *Forbach for Ever* » (2016) et « *La Place* » (2013). « *Belinda* » a été présenté à l'Association du cinéma indépendant pour sa diffusion (Acid) lors du dernier festival de Cannes, ainsi qu'à la 67^e Berlinale.

L'album musical des Marx Sisters

Lise Amiel-Gutmann

SUR LE BOUT DE LA LANGUE

« Oyf der tsung »

album des Marx Sisters.

En vente au :

- Théâtre de la Vielle Grille, 1, rue du Puits de l'Ermitte, Paris 5^e.
- Medem, 52, rue René-Boulangier, Paris 10^e.
- Café des Psaumes, 16ter, rue des Rosiers, Paris 4^e.

Prochain concert

le 22 décembre, à la Péniche Demoiselle, 57, quai de la Seine, Paris 19^e.

marxsisters13@gmail.com
Sur Facebook ou Youtube, saisir « Marx Sisters ».

Un vent de fraîcheur et de jeunesse souffle sur le monde yiddish ! Les Marx Sisters sortent leur premier album, « *Oyf der tsung* ». On pourrait le traduire par quelque chose comme « Sur le bout de la langue ».

Les Marx Sisters sont une famille, une vraie famille : des sœurs, leur maman, et les copains ; leur langue, le yiddish – qu'elles apprennent avec assiduité ; le klezmer, une passion, un contenu pensé, réfléchi, mais avant tout un enthousiasme débordant !

DU TRADITIONNEL REVISITÉ

Les chants sont traditionnels, connus, mais leur interprétation est très personnelle et revisitée. La version de « *Tum Balalaïka* » est vibrante, détonante. C'est le

son de leur génération. Les arrangements musicaux sont harmonieux, et la version de « *A yiddische Mame* » nous éloigne de la mièvrerie qui accompagne trop souvent ce chant emblématique. Il y en a pour tous les goûts et toutes les tranches d'âge : du traditionnel « *Dona Dona* », symbole de la chanson yiddish qui a traversé le monde et que nos aïeux interprétaient déjà, à « *Ale Brier* », à l'origine du renouveau du mouvement klezmer américain, qui touche plus la jeunesse d'aujourd'hui, sans oublier « *Mir Lebn Eybik* » et son côté révolutionnaire, cet album a ce qu'on appelle « *a yiddishn tam* » (une saveur

yiddish). Les chœurs, sur certains morceaux, sonnent swing et nous rappellent les Barry Sisters.

C'est un album qui va réconcilier les familles, car il plaît du plus petit au plus grand. Il faut les voir en concert pour apprécier l'énergie qu'elles dégagent, les salles dansent plus haut et plus fort à chaque représentation.

MIR LEBN EYBIK !

Un grand merci, donc, à Judith Marx, Milena Marx, Mano Siri, Raphaël Setty, Benjamin Chabert et leurs invités. Grâce à eux, « *Mir lebn eybik* », nous sommes là pour l'éternité, et la langue et la culture yiddish aussi ! ●



© Joann Sfar

Les nouveaux flux migratoires

Après avoir fêté son dixième anniversaire, le Musée national de l'histoire de l'immigration lance la refonte de son exposition permanente.

Monique Ollier

EXPOSITION

« Repères du Musée national de l'histoire de l'immigration »,

exposition permanente, palais de la Porte Dorée, Paris.

Dans sa scénographie actuelle, l'exposition présente deux siècles d'histoire de l'immigration en France, en croisant regards et disciplines. Témoignages, documents d'archives, photographies et œuvres d'art se répondent dans un parcours historique et thématique qui relate les temps forts de l'histoire du pays depuis le XIX^e siècle.

Si le Musée national de l'histoire de l'immigration s'est ouvert en 2007, la conception de l'exposition permanente « *Repères* », légèrement rénovée en 2014, date d'il y a près de quinze ans. Prochainement, sa refonte complète visera à mettre l'exposition en phase avec les résultats obtenus depuis sa conception par les chercheurs en sciences sociales.

La nouvelle exposition permanente, que le grand public découvrira en 2019, rendra également mieux compte de l'immigration postcoloniale et de la reprise récente des flux migratoires. L'exposition « *Repères* » évoque, certes, l'immigration postcoloniale, mais semble la placer sur le même

plan que d'autres immigrations qui ont concerné la France au XX^e siècle.

L'IMMIGRATION « MAJORITAIRE »...

Ces vagues – polonaise, italienne, espagnole, portugaise notamment – ont constitué des flux importants. On les considère toutefois aujourd'hui comme « minoritaires ». « *On assiste, après la fin de la décolonisation française, à une nouvelle forme d'immigration, devenue numériquement majoritaire* », rappelle Hélène Orain, directrice générale de l'Établissement public du palais de la Porte Dorée. « *De nombreux travaux de recherche ont exploré ce phénomène. L'exposition les pren-*

dra en compte dans sa refonte. »

...UN PHÉNOMÈNE DURABLE

La reprise des flux migratoires en France, perceptible par le grand public depuis 2015, date de plus de cinq ans. Si certains se plaisent à en parler comme d'une « crise », il s'agit en fait d'un phénomène durable. Ce flux pose la question migratoire contemporaine dans des termes différents. « *Comment en rendre compte dans l'exposition qui ouvrira en 2019 ?* » interroge Hélène Orain. *Nous allons solliciter des juristes, des économistes, des historiens, des sociologues qui travaillent sur ces questions nouvelles.* » ●

“Un élan surgissant dans l’aire archaïque de notre cerveau...”

Le racisme ne veut pas la conversion des autres, il veut leur mort. L’autre est essentiellement différent. Nulle place pour son éventuelle transformation.

Par Philippe Merlier, président de la section Licra-Limoges

Un élan réactif, surgissant dans l’aire archaïque de notre cerveau, semble présent en tout homme – comme si c’était un élan originaire et universel : on peut l’appeler l’« *Ur-racisme* », comme Umberto Eco parlait de « *Ur-fascisme* ». Ce racisme originaire renaît sans cesse sous des formes inédites, prenant toujours de nouveaux masques, passant par toutes sortes de métamorphoses.

On le voit avec l’antisémitisme, dont Jankélévitch disait, déjà en 1975, qu’il peut être « *l’alibi le plus redoutable, le camouflage le plus dangereux de l’antisémitisme*⁽¹⁾ ».

L’*Ur-racisme* relève de l’ethnocentrisme, et le combat contre la haine de l’étranger (misoxénie) n’est jamais terminé, même dans chacun d’entre nous. Mais il serait dangereux de l’essentialiser : le racisme lui-même est une fixation imaginaire qui dote l’autre d’une essence (mauvaise).

Qu’est-ce qui fait la spécificité du racisme par rapport aux autres formes de haine d’autrui, comme le nationalisme exacerbé ou le chauvinisme ? Le propre du racisme, c’est qu’il ne permet pas à l’autre de changer. C’est ce que dit Castoriadis : « *Le racisme ne veut pas la conversion des autres, il veut leur mort [...] Pour le racisme, l’autre est inconvertible*⁽²⁾ ». La race est un mythe de participation à une essence commune, une fiction anthropologique qui renvoie à une essence type. La race désigne donc une fiction d’essence.

Le racisme traditionnel reposait sur une théorie des inégalités entre des races biologiquement définies (Gobineau). A ce racisme

est venu se superposer, dans les années 1970, un néo-racisme non plus biologiste, mais culturaliste. Le nouveau racisme n’est plus inégalitaire, mais différentialiste. Il défend un culte de la différence des cultures : il perçoit l’étranger comme essentiellement différent, et jamais comme un autre moi-même.

Au niveau logique, on peut relever au moins trois sophismes racistes :

1. Le préjugé fondé sur la généralisation abusive : « *certain (a) sont (b), donc tous les (a) sont (b)* » ;
2. Le rejet égocentré et à tendance paranoïde de tout ce qui n’appartient pas à ma classe de va-

« LE COMBAT ANTIRACISTE SUPPOSE DE DÉFENDRE CES DROITS DE L’HOMME – “AUXQUELS NOUS VOULONS, OUI, RAISONNABLEMENT CONVERTIR TOUTE L’HUMANITÉ” (CASTORIADIS) –, CONTRE LE RACISME, POUR QUI L’AUTRE EST INCONVERTIBLE. »

leurs : « *si (a) c’est moi et si (a) a une valeur, alors tout ce qui n’est pas (a) n’a pas de valeur* » ;

3. La sempiternelle confusion entre être et avoir : croire être la propriété qu’on a, établir une fausse égalité entre l’identité et une propriété. C’est le sophisme de l’appartenance, qui consiste, par exemple, à confondre l’identité (ce qu’on est) avec une croyance (qu’on a), confondre ce que l’autre

est et sa religion.

Au niveau psychique, le racisme est l’expression d’un transfert sur l’autre de la haine de soi. « *La haine de l’autre est l’autre face d’une haine de soi inconsciente* » (Castoriadis, *op. cit.*).

La haine retournée contre soi, qui relève de la pulsion de mort, fait l’objet d’une élaboration psychique quasi ininterrompue chez tout un chacun. Le racisme correspond alors à « *un monstrueux déplacement psychique, moyennant lequel le sujet peut garder l’affect en changeant d’objet. C’est pourquoi il ne veut surtout pas se retrouver dans l’objet (il ne veut pas que l’autre se convertisse)* » (Castoriadis).

Cette possibilité de conserver l’affect haineux en changeant d’objet permet aussi de comprendre l’incessant renouveau des racisements. Le sujet raciste, qui n’est pas raciste par essence, enferme l’autre dans une essence supposée en ne voulant pas qu’il change. Il faut donc le convertir à envisager l’autre convertible

Le combat antiraciste suppose alors de défendre le droit, pour tout homme, d’avoir des droits, ces droits de l’homme « *auxquels nous voulons, oui, raisonnablement convertir toute l’humanité* » (Castoriadis), contre le racisme, pour qui l’autre est inconvertible. ●

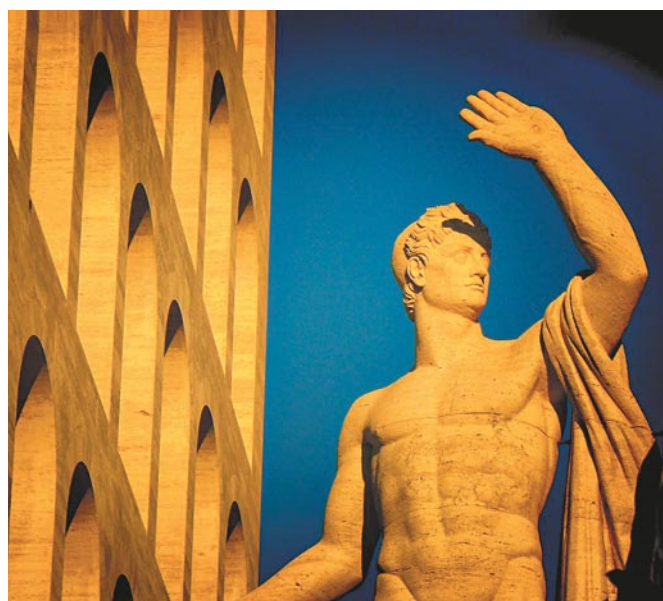
REPÈRES

Philippe Merlier, président de l’antenne limousine de la Licra, est professeur de philosophie à Limoges.



1. Cornelius Castoriadis (1922-1997) est le cofondateur du groupe « Socialisme ou Barbarie » et de la revue éponyme (en 1948, avec Claude Lefort et Edgar Morin). Ses écrits de cette période sont réédités depuis 2012 aux éditions du Sandre. Castoriadis a été économiste à l’OCDE (1948-1970), psychanalyste (1973-1997), directeur d’étude à l’EHESS (1980-1995). Ses séminaires font l’objet d’une publication posthume au Seuil, où ont aussi été publiés « *L’institution imaginaire de la société* » (1975) et cinq autres volumes des « *Carrefours du labyrinthe* ».

1 Le quartier EUR de Rome, projet imaginé par Mussolini pour accueillir l’Exposition Universelle de Rome en 1942.



Au nom de la justice

SABRINA GOLDMAN, JEUNE ET BRILLANTE AVOCATE, ŒUVRE POUR LA LICRA DEPUIS SA PRESTATION DE SERMENT DEVANT LE BARREAU DE PARIS, EN 2004. ELLE EST DÉSORMAIS PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE. RENCONTRE.

Justine Mattioli



1. Sabrina Goldman travaille au cabinet Goldman Avocats, fondé en 2009, spécialisé en droit pénal et droit pénal des affaires, de la presse, protection de la vie privée et droit de l'immigration.

2. Présidente de la commission juridique, l'avocat Michel Zaoui plaide lors des procès Barbie, Touvier et Papon.

3. Christian Charrière-Bournazel, bâtonnier du barreau de Paris de 2008 à 2010, est avocat pour la Licra. Il a été président de la fédération de Paris de la Licra entre 2002 et 2008.

4. Avec la participation d'avocats qui œuvrent à la Licra : Rachel Lindon, Romain Boulet, Emmanuel Daoud, Ilana Soskin, Mathieu Riberolles et Dorothée Bisaccia-Bernstein.

C'est dans l'un des plus anciens quartiers de Paris, le 2^e arrondissement, rue Sainte-Anne, parfumée des saveurs d'Asie – et surtout japonaises – que Sabrina nous a ouvert ses bureaux.

AUX ORIGINES D'UN ENGAGEMENT...

Immédiatement, le prénom de Sabrina évoque le souvenir du personnage délicieux campé par Audrey Hepburn, en 1955, dans le film éponyme de Billy Wilder. Et les deux femmes partagent plus qu'un prénom : Sabrina Goldman est aussi actrice de son histoire.

Charme mutin, plutôt discrète et toujours souriante, l'avocate n'en est pas moins intraitable. La Licra, elle la découvre à l'adolescence : « En seconde, j'avais eu un pro-

blème avec une professeur d'histoire antisémite, un incident qui m'avait beaucoup touchée [...] Mes parents et ceux de l'autre élève concerné avaient pris rendez-vous avec le proviseur. Et avaient appelé la Licra pour demander conseil. » Elle avait conservé cet épisode dans un coin de sa mémoire, déterminée dès le lycée à devenir avocate – et, pourquoi pas, pour la Licra !

Les procès médiatiques Barbie, Touvier, Papon, respectivement en 1987, 1994 et 1998, ont émaillé son parcours scolaire et aiguisé son désir de justice⁽¹⁾.

2004 est pour elle l'achèvement d'un cheminement universitaire et d'un rêve d'ado. Fraîchement émoulue, elle rentre à la Licra par le biais de la commission juridique, au côté de Michel Zaoui⁽²⁾. « Lors de mes recherches de collaboration pour devenir avocate, j'avais rencontré Christian Charrière-Bournazel⁽³⁾ qui m'avait dit, au terme d'une discussion où je lui avais fait part de mes goûts, de mes passions, de mes envies, que j'étais faite pour aller à la Licra. »

... UNE QUÊTE DE SENS

Très présente à la commission juridique, Sabrina défend ses dossiers avec la ferveur de la jeunesse et la précision de la technicienne. Ses qualités la font remarquer à la Licra, en 2008-2009, par un certain Alain Jakubowicz, à l'époque président de la commission juridique. Il lui

Son engagement s'appuie sur la quête de sens. S'investir à la Licra, faire évoluer l'association, participer aux discussions internes sont des charges que l'avocate n'a pas hésité à honorer.

Suite à l'arrivée de Mario-Pierre Stasi à la présidence de l'association, Sabrina Goldman va occuper le poste de première vice-présidente. « Il n'y a pas un jour où je ne m'occupe pas de la Licra », précise l'avocate.

Thomas Heintz, son compagnon, avocat lui aussi, la décrit comme « une femme courageuse, déterminée, tenace et cependant ouverte au dialogue et capable de se remettre en question si elle est exposée à la contradiction ». Il ajoute : « Elle est plus timide qu'il n'y paraît et est peu attirée par les mondanités. »

Bourreau de travail ? Non. Mais qu'est-ce qui, au fond, la motive pour entreprendre tout ce qu'elle fait à la Licra ? « Je pense que le positionnement de la Licra dans le militantisme est unique. Par rapport aux autres associations antiracistes, elle est apolitique, pas communautariste, avec cette histoire particulière liée à la lutte contre l'antisémitisme, mais dans l'ouverture totale, engagée contre toutes les formes de racisme. C'est un moteur pour y rester. »

Sabrina Goldman s'est personnellement engagée dans la célébration du 90^e anniversaire de la Ligue. C'est elle qui a organisé, le 23 novembre dernier, au cœur du palais de justice, à la 1^{ère}

« LE POSITIONNEMENT DE LA LICRA DANS LE MILITANTISME EST UNIQUE [...] C'EST UN MOTEUR POUR Y RESTER. »

Sabrina Goldman

propose d'intégrer son équipe de campagne pour la présidence de la Licra en 2010. Elu, il la nomme au bureau exécutif, chargée notamment des relations avec les associations. Depuis août 2016, Sabrina est aussi présidente de la commission juridique.

chambre de la cour d'appel de Paris, la soirée de reconstitution des grands moments du procès Schwartzbard⁽⁴⁾.

Comme ses illustres confrères en leur temps, Sabrina poursuit le combat. Son lien à la Licra est profond, affectif, essentiel. ●

Ciné militant à Strasbourg

La pétillante section strasbourgeoise a concrétisé sa relation avec la salle de cinéma d'art et d'essai, Odysée. La soirée d'inauguration a eu lieu le 19 octobre.

Justine Mattioli

« AUJOURD'HUI IL (LE NÉGATIONNISME) EST ENTRÉ DANS LE DISCOURS POLITIQUE DE NOMBREUX PAYS, QUE CE SOIT EN HONGRIE, EN POLOGNE OU MÊME EN FRANCE. CERTAINES MANIFESTATIONS SONT MÊME DEVENUES ACCEPTABLES. »

Paul Shapiro

Dans cette livraison du « DDV », nous abordons le problème de l'éducation des jeunes générations. Il s'agit d'un véritable enjeu pour la Licra. Dans la France entière, des sections agissent régulièrement auprès des jeunes pour les sensibiliser au racisme et à l'antisémitisme.

Parmi nos vaillantes chevilles ouvrières, la section de Strasbourg a lancé un projet autour de l'image, plus précisément le cinéma.

LES ÉCRANS DE LA FRATERNITÉ

L'Odysée, à deux pas de la place Kléber, est le plus ancien cinéma de la ville. Achievé en 1913, il abrite une très belle salle de style néo-classique, d'une capacité de 260 places. Un bel écran pour accueillir « Les écrans de la fraternité ».

La présidente de la section, Fabielle Angel, qui a succédé en juin 2016 à Gilles Winckler, raconte : « Nous avons fait une demande de financement à la Dilcrah pour monter le projet – qui, au départ, devait se dérouler sur deux journées à destination des scolaires. Nous présentions un film, pour ensuite ouvrir le débat avec les élèves présents [...] Faruk Günaltay, le directeur du cinéma, a été emballé par l'idée et a proposé un partenariat sur toute l'année. »

Le 19 octobre, outre la soirée d'inauguration, l'Odysée avait accueilli plus de deux cents élèves pendant la journée pour le film « Welcome » (Philippe Lioret, 2009). Un franc succès – « les enseignants étaient ravis ». La Ville de Strasbourg, qui a eu vent de cette initiative, souhaite sa pérennisation.

Pour les festivités nocturnes, les spectateurs étaient conviés à une soirée-débat autour du film « Le Procès du siècle » (Mick Jackson, avril 2017).

A partir d'une histoire vraie, le film raconte la

situation dantesque dans laquelle Déborah Lipstadt, historienne américaine, se retrouve : un procès de sept ans contre le négationniste anglais David Irving, où elle doit prouver que la Shoah a existé. Ce film n'a pas été choisi au hasard : le matin même, Paul Shapiro, directeur des Affaires internationales de l'USHMM (United States Holocaust Memorial Museum), situé à Washington, et Roland Ries, maire de Strasbourg, avaient inauguré, au Barrage Vauban, l'exposition « L'Etat trompeur, le pouvoir de la propagande nazie », prêtée par l'USHMM.

LES PROMESSES D'UN SUCCÈS

Invité par la Licra Strasbourg pour débattre avec M^e Simon Burkatzki, l'un des avocats de la Licra, Paul Shapiro a pris la parole dans un français remarquable : « Il faut être sûr des faits et les documenter. Nous disposons de plus de 250 millions de pages de documentation. Il faut reconnaître que le négationnisme n'a pas pour seul but de nier l'histoire [...]. Aujourd'hui il, il est entré dans le discours politique de beaucoup de pays – que ce soit en Hongrie, en Pologne, ou même en France. »

Les discussions érudites et passionnées se sont poursuivies à l'étage du cinéma, autour d'un buffet de bagels, pastrami et hareng fumé, arrosés par les Vendanges tardives d'Alsace.

Engagement, organisation et amitié sont les clés du succès pour cette section. Les jeunes y ont trouvé leur place plutôt facilement. Fabielle Angel, par ailleurs chercheur au CNRS, travaille en équipe, mutualise les forces et n'hésite pas à collaborer avec d'autres associations locales.

Outre les séances de cinéma, la Licra Strasbourg s'occupe du sport avec le programme FARE, et notamment son tournoi de futsal.

Elle est également présente sur le terrain judiciaire, et se déplace régulièrement dans les lycées et collèges.

Il ne faut pas oublier son rôle dans les institutions européennes, à l'instar de son partenariat avec le Conseil de l'Europe, coordonné par la commission internationale de la Licra et Gilles Bloch. ●

A Issy-les-Moulineaux, le respect d'autrui et l'ouverture aux autres sont au cœur des manifestations publiques, des rencontres et des animations de quartier organisées par la Municipalité.

Cet esprit, c'est aussi celui de la LICRA depuis 90 ans.

C'est pourquoi nous soutenons ses combats, et plus particulièrement l'action de la section locale, et l'esprit de vigilance qui l'anime.

Aussi tenons-nous à vous assurer plus que jamais de notre sincère amitié et de notre total et fidèle engagement à vos côtés.

André SANTINI
Ancien Ministre

Maire d'Issy-les-Moulineaux
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris



L'islamisme au cœur des débats

En novembre, la Fédération de Paris invitait Isabelle Kersimon pour un débat sur le concept d'islamophobie. Et la section Neuilly-La Défense recevait Gilles Clavreul, Céline Pina et Nader Alami pour s'exprimer sur l'infiltration de la religion dans la République.

Justine Mattioli

ISABELLE KERSIMON

Elle travaille sur le concept d'islamophobie depuis 2004. islamophobie.org, dont elle est présidente, décrypte et déconstruit les discours actuels sur la notion. Isabelle, qui poursuit ses travaux sur le féminisme, la laïcité, les radicalismes, l'antisémitisme et l'extrême droite, a rejoint la rédaction du « DDV ».

GILLES CLAVREUL

Haut fonctionnaire issu de Sciences-Po et de l'ENA (promotion Averroès), il entre au ministère de l'Intérieur en 2007, dans l'action territoriale. En 2014, il remplace Régis Guyot à la Dilcrah, où Frédéric Potier lui succédera en mai 2017. Il est actuellement chargé d'une mission sur la laïcité auprès du secrétaire général du ministère de l'Intérieur, Denis Robin.

CÉLINE PINA

Ancienne élue, essayiste et militante, Céline Pina est la fondatrice de Viv(r)e la République, mouvement citoyen laïque et républicain. Elle a publié « *Silence coupable* » (1016, éd. Kero).

NADER ALAMI

Professeur et historien de l'islam, Nader Alami est aussi sexologue. Il est l'auteur de « *Les Musulmans et le Sexe* » (2013, éd. Gumus Production).



† David O Kaminski et Isabelle Kersimon.

L'islamophobie est un concept auquel la Licra n'adhère pas. Expression chère à nos pires détracteurs, elle ne définit aucunement le racisme anti-musulman qui sévit en France, mais bien plutôt l'opposition à une religion.

Déoulant d'une sémantique psychanalytique, ce terme est dans l'air du temps, évoquait David Olivier Kaminski qui présidait, en novembre, la réunion de la fédération de Paris de la Licra.

Isabelle Kersimon, journaliste et essayiste, auteur avec Jean-Christophe Moreau de « *Islamophobie, la contre-enquête*⁽¹⁾ », évoquera les étapes historiques de ce concept sulfureux.

L'ISLAMOPHOBIE, UN CONCEPT DÉVOYÉ

Le terme d'« islamophobie » apparaît en France au début du xx^e siècle, dans un contexte colonial et de pré-Première Guerre mondiale. Il est porté par « *de brillants intellectuels et ethnologues spécialisés dans l'étude de l'islam en Afrique de l'Ouest. Au départ, ils l'utilisent sans arrière-pensée essentialisante. Il n'y avait a priori, à l'époque, rien à reprocher à ce terme. Sauf que...* », poursuit-elle, *ayant disparu après la Première Guerre mondiale, le concept réapparaît dans le débat public en 1997-98, par la voix de Tariq Ramadan* ».

L'intervention d'Isabelle Kersimon repose sur l'analyse du dévoiement de ce concept d'islamophobie par l'islam politique. En France, Tariq Ramadan, aidé d'Alain Gresh (à l'époque rédacteur en chef du « *Monde diplomatique* »), médiatisent la notion. Ce qui en fait réellement un outil de propagande, c'est sa récupération par des associations qui défendent pernicieusement les droits de l'homme, comme le Mrap sous la présidence de Mouloud

Aounit, puis le CCIF et, plus récemment, le Parti des Indigènes de la République.

Isabelle Kersimon démontre que l'islamophobie est un instrument politique qui masque sous un combat antiraciste les desseins d'un projet radical autour de la domination des femmes.

Convenons qu'on peut critiquer les religions, voire blasphémer, mais ne jamais laisser sans défense les musulmans lorsqu'ils sont attaqués en tant que tels.

ISLAM ET RÉPUBLIQUE

Lors de la réunion de la section de Neuilly, Céline Pina, Gilles Clavreul et Nader Alami expriment le partage d'une inquiétude : l'émergence et la pénétration en France d'une mouvance politico-religieuse, l'islam politique. La laïcité est aujourd'hui malmenée. Ses fossoyeurs ? « *Les porteurs éclairés d'une idéologie structurée. [...] Ces prédicateurs ne sont pas des imbéciles, on trouve des individus qui ont fait des études, à l'image de Nabil Ennasri, proche de la mouvance des Frères Musulmans, qui prépare un doctorat en sciences politiques* », précise Gilles Clavreul.

Relégation des quartiers, quête de repères, frustrations sont les ingrédients qui facilitent l'entrisme de ces prédicateurs. Céline Pina pointe avec véhémence la responsabilité des pouvoirs publics : « *Arrêtons d'interpeller des élus qui ne nous répondent pas, on ne peut pas perdre notre temps avec des gens médiocres. Créons des mouvements laïques et entrons dans l'arène politique.* » Nader Alami ajoute : « *Dans certains quartiers, les pouvoirs publics sont démissionnaires. Qui a octroyé des salles aux mosquées extrémistes ? Il ne faut pas se leurrer, il faut des autorisations, ça ne se fait pas comme ça !* » Des élus ont indéniablement joué la carte clientéliste pour gagner des voix et ont lâché du terrain à l'islam politique. Sombre tableau.

L'auditoire s'interroge sur les solutions. Gilles Clavreul conclut sur une lueur d'espoir : « *Plaçons le curseur sur les sujets essentiels : la liberté des femmes, le refus catégorique de l'antisémitisme, la laïcité.* » Un épilogue combatif, à l'adresse de tous les proches de la Licra : il ne faut pas baisser les bras et céder aux sirènes frontistes du racisme anti-musulman. La récupération des territoires et des esprits endoctrinés se fera pas à pas. ●

Hommage à Sonia Pancer

A Neuilly, un moment de recueillement a précédé le débat. Un vibrant hommage a été rendu à une militante formidable de courage et d'abnégation : Sonia Pancer, décédée brutalement en novembre. La section de Neuilly-La Défense, pour laquelle elle s'engageait tant, a tenu à l'honorer (lire en page courrier).



1. Editions Plein Jour.

Un financier nommé Goldberg...

En 2013, l'université de la Rochelle avait été, dans l'indifférence quasi générale, le siège d'une manifestation d'antisémitisme primaire et pathétique. Quatre ans plus tard, le Cercle de la Licra réinterpelle les faits.

Ourida Sayad

La conférence du cercle de la Licra du 19 octobre dernier, à Paris, était animée par Martine Benayoun, sa présidente, Caroline Yadan Pesah, avocate du barreau de Paris, et Isabelle de Mecquenem, professeur de philosophie à l'université de Reims. Ce fut l'occasion de remettre en perspective un cas d'antisémitisme déconcertant, qui s'était produit en avril 2013, à l'université de La Rochelle, et dont Michel Goldberg, enseignant dans cette université, a rendu compte dans son livre « *L'Antisémitisme en toute liberté*⁽¹⁾ ».

RAPPEL DES FAITS

Vingt-cinq étudiants avaient mis en scène une comédie intitulée « *Une pièce sur le rôle des enfants dans la reprise économique mondiale* ». Le propos de la représentation était de dénoncer le capitalisme. Dans la foulée, les comédiens se sont amusés à remettre en selle le vieux cliché antisémite du banquier juif vénal, cupide et avide : un financier nommé Goldberg, mû par l'appât du gain, et des chasseurs de nazis juifs prêts, contre espèces sonnantes et trébuchantes, à laisser tranquille un ancien criminel SS. L'archétype du banquier juif prêt à toutes les trahisons reprenait du service.



LE CERCLE DE LA LICRA REVISITE L'UNE DES PLUS ÉTRANGES MANIFESTATIONS D'ANTISÉMITISME DE LA DERNIÈRE PÉRIODE.

La représentation avait réuni cinq cents personnes et, apparemment, nul n'avait été choqué. Dénî général. Seul l'enseignant Michel Goldberg – qui porte donc le patronyme du héros de la pièce –, consterné, a crié haut et fort son indignation.

Non seulement personne n'a tenu compte de ses protestations, mais ses plaintes se sont retournées contre lui : on lui a reproché de crier au loup pour rien.

Michel Goldberg avait saisi la Licra. Et Mme Fioraso, la ministre des Universités de l'époque, avait dû intervenir : « *Il s'agit sans doute d'une première en France.* » « *Force est de constater qu'à La Rochelle, on n'a relaté ni torture, ni viol, ni meurtres d'enfants et d'adultes en raison de leur judéité connue ou supposée, comme ce fut le cas à Bagneux en 2006, à Toulouse en 2012, à Créteil en 2014.* » Comment un tel événement peut-il se dérouler dans une université tranquille, à La Rochelle, un havre de « gentils étudiants » ?

Ce dérapage n'a généré aucune prise de conscience chez les étudiants : nullement convaincus du caractère antisémite de leur « comédie », ils ont persisté à s'abriter derrière une intention humoristique, se considérant les victimes d'une injustice.

LE DÉNI DES AUTORITÉS

Le plus consternant reste le déni des autorités de l'université, qui n'ont pas assumé leurs responsabilités. « *Le président de l'université a écrit noir sur blanc dans le communiqué qu'il ne s'agissait pas d'antisémitisme* », s'insurge Isabelle de Mecquenem.

Lors de la parution du livre de Michel Goldberg dénonçant l'antisémite de la pièce, Antoine Spire, le rédacteur en chef du « *Droit de vivre* », a accompagné l'auteur dans un débat public à La Rochelle, et le « *DDV* » (n° 655) s'est, à l'époque, fait l'écho de l'affaire. Les dirigeants de l'université ont pourtant refusé de prendre la mesure de l'événement et de dénoncer l'antisémitisme de la pièce.

Le Cercle nous permet de nous interroger sur cette terrible banalisation de la haine antijuive. ●



À SAVOIR

Think tank

Le cercle de la Licra, conduit par sa présidente Martine Benayoun, existe depuis six ans. De nouveaux pôles sont en train de se structurer, notamment un pôle pour lutter contre la judéophobie : « *On a vu l'antisémitisme reprendre avec force* », souligne la présidente du Cercle.

L'universitaire
Michel Goldberg.



1. Michel Goldberg : « *L'Antisémitisme en toute liberté* ». Editions Le bord de l'eau.

Donner des papiers à tout le monde ?

Je viens d'écouter le député de Mayotte, 101^e département, qui s'exprime sur la gravité de la situation : 30 naissances par jour, à 75 % clandestines, 1/3 de Français, 1/3 d'étrangers avec des papiers, 1/3 de clandestins.

Le député indique sans ironie qu'il faut donner des papiers à tout le monde. Pourquoi Mayotte assumerait-elle seule la démission du régalien ? La France va-t-elle continuer à être un Etat défaillant ?

Je comprends parfaitement les raisons du député, la France doit être fraternelle avec toutes les terres où flotte le drapeau tricolore.

Accepter une France qui n'applique pas ses lois existantes, c'est faire un cadeau aux extrémistes – d'extrême droite, gauche et islamistes.

Que va faire le « *Droit de vivre* » après un numéro profondément partial, contre la Police et l'Armée, ainsi que la Justice. Je pense au communiqué du 14 septembre dernier sur la vallée de la Roya, où la légitimité de la cour d'appel a été malicieusement remise en cause. ●

Yves Avigdor, Paris.

Réponse

Le député de Mayotte n'a pas tort : le droit du sol continue, heureusement, à s'appliquer en France. Si notre dernière convention a accueilli dans l'enthousiasme et quasi unanimement Cedric Herrou, c'est que la Licra adhère au formidable travail de solidarité accompli par ces militants de la vallée de la Roya au service des migrants, et notamment de ceux qui aspirent à déposer une demande d'asile.

Partial, notre dernier numéro du « *DDV* », « *contre la police et l'armée* » ? Si j'en juge par les félicitations reçues tant des hiérarchies que des simples flics, notre numéro a été jugé objectif... dénonçant à la fois les bavures et les attaques indignes contre les forces de sécurité. ● Antoine Spire.

Carnet

PATRICK QUENTIN : LE COMBAT ET L'ÉLÉGANCE

Une vibration, je déverrouille mon téléphone. Un SMS d'Isabelle Quentin. Trois mots qui glacent. « Papa est mort. » Patrick Quentin est parti. Le choc, et une infinie tristesse. Prévenir la famille... oui, la famille, car Patrick était, est, de notre famille, celle de la Licra. Le même sentiment partagé, une infinie tristesse.

Celui que Jean Pierre-Bloch considérait comme son « fils spirituel » fut un combattant infatigable de la lutte contre le négationnisme, l'extrême droite, la collaboration... Faurisson, Le Pen, Touvier, Papon et d'autres, il les a tous combattus.

Me Patrick Quentin a mené toutes les batailles judiciaires et tous les débats. Il forçait le respect. C'était un avocat dont la voix, l'éloquence et l'excellence étaient au service de notre cause.

Son parcours professionnel et personnel se confond avec l'histoire de la Licra, avec celle de la présidence de Jean Pierre-Bloch qui l'a formé. Il fut président du Conseil exécutif, vice-président, membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme. Partout il était écouté et respecté. Marc Knobel dira : « *J'avais en face de moi un homme déterminé, à l'écoute, soucieux de m'aider, de nous aider, de toujours bien faire. Un avocat convaincu, prêt à tirer le fer dans les prétoires. Et lorsqu'il devait défendre des causes et nous représenter, je voyais la force de caractère et l'excellence des plaidoiries. Il savait taper juste et déstabiliser l'adversaire ou l'ennemi.* »

« *Patrick était un gentilhomme, à l'écoute, agréable et généreux, se rappelle Philippe Benassaya. C'est lui qui m'a accueilli la première fois et m'a présenté au Conseil exécutif, quelques années après le décès de mon père. Il a fait partie des grands qui ont écrit l'histoire judiciaire de la Licra.* »

Martine Benayoun se remémore aussi sa rencontre avec Patrick Quentin, « *grand avocat qui a combattu le racisme, l'antisémitisme et le négationnisme pendant des années et des années, avec son ami et confrère Bernard Jouanneau. Je n'oublie pas ses interventions pour nous former à l'arsenal juridique antiraciste, au 40, rue de Paradis [l'ancien siège de la Licra], ses prises de parole au bureau exécutif, et tout son engagement auprès de Jean Pierre-Bloch. Que de souvenirs. Je le vois encore avec sa robe d'avocat et ses lunettes au Palais. Et nous, les nouveaux arrivants à la Licra, étions en admiration devant ses plaidoiries.* »

Malgré la maladie, il n'a jamais cessé de s'impliquer dans sa Licra et de prodiguer des conseils – dont j'ai pu bénéficier en 2014, quand il m'a encouragé à poursuivre les auteurs de quenelles antisémites.

Chacun de nous a appris de son engagement exemplaire. Restons fidèles à sa clairvoyance, à sa détermination sans faille contre l'obscurantisme, et souhaitons que Bernard Lecache et Jean Pierre-Bloch l'accueillent au Panthéon de la Licra, ainsi que l'a appelé de ses vœux Alain Jakubowicz⁽¹⁾. ● Clothilde Chapuis.

1. Discours prononcé le 14 novembre 2017 à l'hôtel de Lassay, lors du 90^e anniversaire de la Licra.

Disparition de Sonia Pancer

La section de la Licra du Roannais a la tristesse de déplorer la brutale disparition de Sonia Pancer.

Sonia a été membre fondateur de notre section en 1975, et y a depuis milité et participé activement à son développement.

Fortement imprégnée de la vie économique locale, proche de la société roannaise, Sonia était naturellement un élément moteur.

Etablissant les projets de financement des bus pour transporter des collégiens et des lycéens sur les lieux de mémoire, Sonia faisait appel aux soutiens privés. Souvent elle prenait en charge la mise en œuvre de conférences publiques, lesquelles ont réuni de très nombreux participants. Elle donnait des orientations dans l'organisation des manifestations ou auprès des entreprises pour récolter les fonds nécessaires afin de réaliser les actions en direction des jeunes. Soucieuse de faire progresser l'effectif des membres de la section, Sonia ne manquait jamais une occasion de susciter les adhésions et les soutiens.

Dynamisée par l'expérience d'une enfance difficile, douloureuse pendant la guerre, mais exceptionnelle, dynamisée par son courage, dynamisée par son sens exemplaire de la solidarité, dynamisée par son dévouement pour les causes défendues par la Licra, Sonia a fait rayonner la section.

Avec la disparition de notre amie Sonia Pancer, c'est une page de l'histoire de notre association qui se tourne, et une page de celle de Neuilly-sur-Seine, qu'elle avait rejointe il y a une huitaine d'années.

A Henri, son époux, ses enfants, ses petits-enfants et ses proches vont toute notre sympathie et notre fidèle amitié.



DIOR.COM - 01 40 73 73 73

DIOR

ACCOMPAGNER LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP



7 491

bénéficiaires
de la Prestation
de Compensation
du Handicap



1 596

carrefours
à feux équipés
de synthèse
vocale



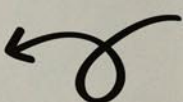
1 214

élèves et étudiants
bénéficient d'un
transport adapté



372

agents travaillent
dans le secteur
de l'autonomie



131

**établissements
et services**
pour personnes
en situation de
handicap

